

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**Demande de renseignements de
l'Opposition officielle et du 2^e groupe d'opposition**

Février 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demande de renseignements généraux (Mission Finances)

Février 2013

*Ministère
des Finances
et de l'Économie*

Québec 

MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

(Mission Finances)

Table des matières

1. La comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire :
 - entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.
2. L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement notamment :
 - les coûts reliés au changement de structure administrative, ministérielle (publicité, affichage, logo, site internet, pancarte, courrier, enveloppes, en-têtes, cartes d'affaires, etc.);
 - les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication;
 - les coûts reliés à la suppression ou l'ajout de toute information;
 - les coûts reliés aux photos officielles; et
 - tout autre coût le cas échéant.
3. Liste des voyages Hors Québec pour l'année financière 2012-2013 :
 - les endroits et dates du départ et du retour;
 - une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; les personnes rencontrées;
 - le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant;
 - les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage;
 - la copie des rapports de mission;
 - les investissements annoncés, le cas échéant.
4. Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait au Québec pour l'année financière 2012-2013 de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes :
 - l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - les coûts ventilés;
 - le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
 - pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
5. Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :
 - la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;
 - le nom des firmes de publicité retenues;
 - le nom des fournisseurs;
 - le mode d'octroi de chaque contrat;
 - le but visé par chaque dépense;
 - pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

6. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :
- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;
 - le but visé par chaque dépense;
 - s'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme; le coût, y compris les avenants et/ou suppléments; la date; le mode d'octroi.

PLQ : le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

7. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense;

Organisés par une firme externe :

- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;
- le nom de la ou des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs;
- le but visé par chaque dépense.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- l'échéancier;
- le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

9. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- le nombre d'autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le montant accordé;
- les motifs de la demande;
- tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel depuis le 31 août 2012 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

11. Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.
 12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004, indiquer :
 - le nom du projet;
 - la nature du projet;
 - l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - le coût initial prévu pour la réalisation du projet;
 - les plus récentes estimations du coût du projet;
 - les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.
 13. Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :
 - la photocopie;
 - le mobilier de bureau;
 - l'ameublement;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.
- PLQ :
- les distributeurs d'eau de source;
 - location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles;
 - location et entretien de la machine à café;
 - location ou achat d'encadrement.
14. Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et pour le ministère et les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2012-2013, de chacune des dépenses suivantes reliées à la téléphonie :
 - le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés;
 - le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - les coûts d'acquisition des appareils;
 - le coût d'utilisation des appareils;
 - le nom des fournisseurs;
 - le coût des contrats téléphoniques;
 - le nombre de minutes utilisées.

PLQ :

- les coûts de résiliation;
- les ordinateurs portables.

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
 - b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
 - c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - d) le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
 - e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires;
 - f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - g) le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
 - h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation;
 - j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions);
 - k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions);
 - n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
16. Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :
- a) Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 (PLQ: les indemnités de retraites qui seront versées);
 - b) nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
 - c) nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015 (PLQ: les indemnités de retraites qui seront versées);
 - d) nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :
- l'emplacement de la location;
 - le coût de la location;
 - le coût de location au mètre carré;
 - la superficie totale pour chaque local;
 - la superficie totale réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le propriétaire de l'espace loué;
 - la durée du bail;
 - les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2012.

PLQ : le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

18. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2011 à ce jour.

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu :
 - la date de l'entrée en fonction;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - la prime de départ versée, le cas échéant;
 - le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2012;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
20. Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant :
 - le nom de l'organisme ou de la personne concerné;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
 - le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de mise en disponibilité;
 - les prévisions pour 2013-2014.
22. Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2011-2012.
23. Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme, incluant le cas échéant la Banque de développement économique du Québec, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.
24. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
 - le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);
 - l'assignation initiale;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

25. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
 - le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);
 - l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
26. Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :
 - les clubs privés ou autres;
 - les billets de saison, les loges;
 - aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.;
 - sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)
27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
 - le nom du site Web;
 - le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
 - les coûts de construction du site;
 - les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
 - la fréquence moyenne de mise à jour.
28. Nominations, depuis le 1^{er} avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres :
 - la liste;
 - les mandats;
 - les contrats octroyés pour chaque mandat;
 - le résultat du travail effectué;
 - les échéances prévues;
 - les sommes impliquées.
29. Pour 2012-2013, les dépenses effectuées par ministère pour les visites et rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 :
 - les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
 - le nombre total de demandes reçues;
 - le nombre total de demandes rejetées;
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
31. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 31 août 2012 :
 - le coût (déplacements, etc.);
 - le nombre de ressources affectées;
 - le nombre de rencontres;
 - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

32. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 31 août 2012 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
 33. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.
 34. Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2013-2014.
 35. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014.
 36. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
 37. Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente ; les sommes associées ; la ou les dates de versement ; la façon dont ces sommes sont dépensées.
 38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
 39. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ.
- PLQ : incluant des montants versés pour bris de contrat.
40. Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ?
 - Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
 - Fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
 41. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covoiturage octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :
 - le nom du professionnel ou de la firme;
 - le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - l'échéancier;
 - le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

42. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
 - la ou les dates des travaux;
 - les coûts;
 - le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
44. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
45. Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.
46. Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : la retraite; la démission; la révocation pour incompétence; la révocation pour incapacité; la fin d'emploi; le décès; la mise à pied; la destitution; toute autre raison.
47. Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds.

Q-1 La comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire :

- **entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.**

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2013-2014.

Q-2 L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement notamment :

- les coûts reliés au changement de structure administrative, ministérielle (publicité, affichage, logo, site internet, pancarte, courrier, enveloppes, entêtes, cartes d'affaires etc.);
- les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication;
- les coûts reliés à la suppression ou l'ajout de toute information;
- les coûts reliés aux photos officielles; et
- tout autre coût le cas échéant.

Veuillez référer à la réponse de la question 42 des Renseignements généraux.

Q-3 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : les endroits et dates du départ et du retour ; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission ; les personnes rencontrées ; le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autre frais, etc.; les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, le nom et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants ; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant ; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage ; la copie des rapports de mission ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
3.1	2012-04-02 2012-04-03	Winnipeg	Rencontre du groupe de travail sur la réglementation des valeurs mobilières composé de représentants des provinces et territoires	3 846,39	Boivin, Richard	Sous-ministre adjoint Politiques relatives aux institutions financières et au droit corporatif
					Rhéaume, Pierre	Directeur général Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier
					Aboumrad, Benoît	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction du droit corporatif et de la solvabilité
3.2	2012-04-16	Toronto	Conférence "Health and Health Care Systems in Canada: Paving the Way for Higher Performance" Conference board du Canada	845,66	Bergeron, Simon	Sous-ministre adjoint Politique budgétaire
					Sirois, Marc	Directeur général Direction générale de la politique budgétaire
3.3	2012-04-25 2012-04-27	Régina	Rencontre du groupe de travail sur la réglementation des valeurs mobilières	4 346,93	Boivin, Richard	Sous-ministre adjoint Politiques relatives aux institutions financières et au droit corporatif
					Rhéaume, Pierre	Directeur général Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier
					Aboumrad, Benoît	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction du droit corporatif et de la solvabilité

Q-3 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : les endroits et dates du départ et du retour ; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission ; les personnes rencontrées ; le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autre frais, etc.; les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, le nom et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants ; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant ; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage ; la copie des rapports de mission ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
3.4	2012-04-29 2012-04-30	Ottawa	Participation au Debt Modelling Workshop Banque du Canada	672,10	Calixte, Benjamin	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de la gestion de la dette et de l'ingénierie financière
					Fournier, Jean-David	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de la gestion de la dette et de l'ingénierie financière
					Germain-Gauvin, Philippe	Agente de recherche et de planification socio-économique Direction de la gestion de la dette et de l'ingénierie financière
3.5	2012-05-02	Toronto	Banque de Montréal "Annual Government Finance Conference"	3 184,36	Turgeon, Bernard	Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières
					Bélanger, Alain	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
					Pichard, Guillaume	Directeur Direction du financement à long terme
3.6	2012-05-04	Ottawa	Rencontre avec des représentants du ministère des Finances du Canada	1 940,28	Morin, Josée	Sous-ministre adjoint Droit fiscal et à la fiscalité
					Simard, Agathe	Directrice Direction des impôts des entreprises et de l'intégrité
					Demers, Karina	Agente de recherche et de planification socio-économique Direction des impôts des entreprises et de l'intégrité
					Fortin, Henri-Louis	Agent de recherche et de planification socio-économique Droit fiscal et à la fiscalité

Q-3 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : les endroits et dates du départ et du retour ; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission ; les personnes rencontrées ; le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autre frais, etc.; les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, le nom et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants ; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant ; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage ; la copie des rapports de mission ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
3.7	2012-05-10	Ottawa	Rencontre avec des représentants du Bureau du contrôleur général du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada à Ottawa	1 629,12	Falardeau, Simon-Pierre	Contrôleur des finances
					Gagnon, Richard	Directeur général Direction générale des comptes publics
					Miville, André	Directeur général Direction générale de la pratique professionnelle
3.8	2012-05-11	New York	Discours et présentation du ministre des Finances devant des investisseurs financiers et des représentants de banques et de firmes de courtage	7 286,52	Bachand, Raymond	Ministre des Finances
					Proulx, Jean-Sébastien	Attaché politique
					Turgeon, Bernard	Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières
					Bélanger, Alain	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
					Asselin, Bernard	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction du financement à long terme
3.9	2012-05-15 2012-05-16	Toronto	Rencontre des gouverneurs de l'Association canadienne d'études fiscales	Coûts assumés par l'ACEF	Morin, Josée	Sous-ministre adjoint Droit fiscal et à la fiscalité
3.10	2012-05-16	Ottawa	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale sur l'Accord de commerce Canada-Union Européenne	811,17	Bouchard, François	Directeur Direction du droit corporatif et de la solvabilité

Q-3 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : les endroits et dates du départ et du retour ; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission ; les personnes rencontrées ; le coût ventilé par poste : frais de déplacement frais d'hébergement, frais de repas, autre frais, etc.; les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, le nom et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants ; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant ; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage ; la copie des rapports de mission ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
3.11	2012-05-22	Ottawa	Colloque du Conference Board sur les prévisions économiques provinciales	456,26	Florea, Daniel	Directeur général Direction générale de l'analyse et de la prévision économiques
3.12	2012-06-01	Toronto	Rencontre avec M. Steve Orsini, sous-ministre des Finances Ontario Coordination des politiques économiques et budgétaires	2 736,21	Monty, Luc	Sous-ministre
					Bergeron, Simon	Sous-ministre adjoint Politique budgétaire
					Morin, Josée	Sous-ministre adjoint Droit fiscal et à la fiscalité
					Grandisson, Marc	Directeur général Direction générale des relations intergouvernementales
3.13	2012-06-01 2012-06-05	Halifax	Rencontre du sous-comité permanent des fonctionnaires des provinces territoires et du fédéral	2 274,90	Auger, Éric	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'économie québécoise et canadienne
					Hébert, Francis	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'économie québécoise et canadienne
3.14	2012-06-03 2012-06-05	Halifax	Rencontre de travail et d'échanges entre les experts en prévision économique et budgétaire des provinces-territoires et du fédéral.	2 766,77	Leclerc, François	Directeur Direction de l'analyse et de la planification budgétaire
					Montelpare, Alexandre	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'analyse et de la planification budgétaire

Q-3 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : les endroits et dates du départ et du retour ; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission ; les personnes rencontrées ; le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autre frais, etc.; les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, le nom et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants ; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant ; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage ; la copie des rapports de mission ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
3.15	2012-06-03 2012-06-08	San Francisco	Rencontres avec des investisseurs financiers et assister à la conférence "2012 Global Central Bank and Sovereign Wealth Fund Conference"	5 445,50	Bélanger, Alain	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
					Asselin, Bernard	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction du financement à long terme
3.16	2012-06-05	Toronto	Rencontre annuelle du comité sur les services financiers Québec-Ontario	1 251,07	Boivin, Richard	Sous-ministre adjoint Politiques relatives aux institutions financières et au droit corporatif
					Bouchard, François	Directeur Direction du droit corporatif et de la solvabilité
					Bujold, Louis	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction du droit corporatif et de la solvabilité
3.17	2012-06-08	Ottawa	Comité fédéral-provincial sur la fiscalité	485,90	Simard, Agathe	Directrice Direction des impôts des entreprises et de l'intégrité
3.18	2012-06-09 2012-06-16	Tallinn, Estonie	Casemix - Pratiques internationales pour le financement à l'activité dans le domaine de la santé. Patient classification international system	3 219,11	Chiasson, Angie-Kim	Agente de recherche et de planification socio-économique Direction de la prévision des dépenses et de la modélisation
3.19	2012-06-14 2012-06-15	Toronto	Rencontre des sous-ministres des Finances des provinces et territoires	2 854,39	Monty, Luc	Sous-ministre
					Florea, Daniel	Directeur général Direction générale de l'analyse et de la prévision économiques
3.20	2012-06-16 2012-06-22	Londres	Conférence "Euremoney" sur le financement des gouvernements et des entreprises	4 135,06	Asselin, Bernard	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction du financement à long terme

Q-3 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : les endroits et dates du départ et du retour ; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission ; les personnes rencontrées ; le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autre frais, etc.; les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, le nom et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants ; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant ; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage ; la copie des rapports de mission ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
3.21	2012-06-26 2012-06-28	Ottawa	Réunion du sous-comité fédéral-provincial sur les transferts fédéraux	2 354,79	Lavallée, Marie-Claude	Directrice Direction des relations fédérales-provinciales
					Chauvette, Jean-François	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction des relations fédérales-provinciales
3.22	2012-06-26 2012-06-28	Toronto	Rencontre avec le Contrôleur des finances de l'Ontario, M. Murray Lindo	2 707,68	Falardeau, Simon-Pierre	Contrôleur des finances
					Gagnon, Richard	Directeur général Direction générale des comptes publics
					Miville, André	Directeur général Direction générale de la pratique professionnelle
3.23	2012-07-10 2012-07-13	Niagara-on-the-Lake	Rencontre fédérale-provinciale des responsables du financement	5 369,95	Parenteau, Nathalie	Directrice principale Direction principale du financement des organismes publics et de la documentation financière
					Deschênes, Éric	Directeur Direction de la gestion des risques
					Pichard, Guillaume	Directeur Direction du financement à long terme
3.24	2012-08-11 2012-08-15	Banff	33e Conférence des contrôleurs des finances canadiens	5 101,62	Falardeau, Simon-Pierre	Contrôleur des finances
					Miville, André	Directeur général Direction générale de la pratique professionnelle
3.25	2012-08-19 2012-08-21	Fredericton	Conférence intergouvernementale annuelle sur le budget des provinces - politiques budgétaires	837,35	Caron, Jacques	Directeur général Direction générale de l'organisation financière et du suivi des opérations budgétaires et non budgétaires

Q-3 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : les endroits et dates du départ et du retour ; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission ; les personnes rencontrées ; le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autre frais, etc.; les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, le nom et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants ; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant ; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage ; la copie des rapports de mission ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
3.26	2012-09-11 2012-09-13	Vancouver	Rencontre du groupe de travail sur la réglementation des valeurs mobilières	3 983,27	Boivin, Richard	Sous-ministre adjoint Politiques relatives aux institutions financières et au droit corporatif
					Rhéaume, Pierre	Directeur général Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier
					Aboumrad, Benoît	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction des pratiques commerciales
3.27	2012-09-12 2012-09-13	Ottawa	Participation à une rencontre fédérale-provinciale sur l'Accord Canada-Union européenne	908,03	Bouchard, François	Directeur Direction du droit corporatif et de la solvabilité
3.28	2012-09-24 2012-09-26	New York	Conférence Euromoney "Canadian Debt Capital Markets Investors Forum"	4 483,92	Turgeon, Bernard	Sous-ministre associé Financement, gestion de la dette et opérations financières
					Bélanger, Alain	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
					Pichard, Guillaume	Directeur Direction du financement à long terme
3.29	2012-09-25 2012-09-26	Ottawa	Comité sur les arrangements fiscaux (CAF)	2 362,04	Grandisson, Marc	Sous-ministre adjoint Droit fiscal et aux politiques locales et autochtones
					Côté, Pierre L.	Directeur général Direction générale des politiques aux particuliers et relations fédérales-provinciales
					Lavallée, Marie-Claude	Directrice Direction des relations fédérales-provinciales
3.30	2012-09-28	Ottawa	Tendances démographiques, économiques et d'investissement sur le Régime de pensions du Canada	413,66	Riopel, Sylvie	Agente de recherche et de planification socio-économique Direction de l'économie québécoise et canadienne

Q-3 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013 : les endroits et dates du départ et du retour ; une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission ; les personnes rencontrées ; le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autre frais, etc.; les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, le nom et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants ; la liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant ; les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage ; la copie des rapports de mission ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
3.31	2012-10-09 2012-10-11	Ottawa	Conférence annuelle de L'ICCA (Institut Canadien des Comptables Agréés) secteur public	525,52	Lizotte, Vicky	Directrice Direction de la normalisation
3.32	2012-10-24 2012-10-26	Halifax	Conférence sur la gouvernance des sociétés d'État provinciales et fédérales	1 022,61	Baghana, Rufin	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'organisation financière et des sociétés d'État
3.33	2012-10-29 2012-10-30	Toronto	Summit on Sustainable Health and Health Care Conference board du Canada	1 650,77	Bergeron, Simon	Sous-ministre adjoint Politique budgétaire
					Fortin, Marie-Pier	Agente de recherche et de planification socio-économique Direction de la prévision des dépenses et de la modélisation
3.34	2012-11-08 2012-11-10	Calgary	Rencontre du Conseil provincial-territorial des ministres responsables de la réglementation des valeurs mobilières	8 629,96	Marceau, Nicolas	Ministre des Finances
					Malenfant, Mélanie	Directrice adjointe du Cabinet, responsable des communications
					Boivin, Richard	Sous-ministre adjoint Politiques relatives aux institutions financières et au droit corporatif
					Rhéaume, Pierre	Directeur général Direction générale du droit corporatif et des politiques relatives au secteur financier
					Aboumradi, Benoît	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction des pratiques commerciales
3.35	2012-11-23 2012-11-25	Vancouver	Rencontre du Mortgage Broker Regulators' Council of Canada - Régulateurs en valeurs mobilières du Canada	1 686,72	Braeken, Veerle	Directrice Direction des pratiques commerciales

Q-4 Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait au Québec pour l'année financière 2012-2013 de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes :

- l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- les coûts ventilés;
- le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Ministre des Finances

Date du voyage	Itinéraire	Coût
2012-04-05	Québec – Montréal - Québec	1 020 \$
2012-05-14	Montréal – Québec - Montréal	2 352 \$

Q-5 Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :

- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;
- le nom des firmes de publicité retenues;
- le nom des fournisseurs;
- le mode d'octroi de chaque contrat;
- le but visé par chaque dépense;
- pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Liste des dépenses en publicité

<i>Aucune dépense en publicité inférieure à 25 000 \$.</i>
--

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Liste des dépenses pour les communiqués de presse

Émissions de communiqués de presse	1 170 \$ pour 90 communiqués, à 13 \$ par communiqué.
Affichage sur le site Internet de CNW	450 \$ pour 9 communiqués, à 50 \$ par communiqué.
Coût total	1 620 \$

Q-6 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

- la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense;
- s'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme; le coût, y compris les avenants et/ou suppléments; la date; le mode d'octroi.

PLQ : le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

	Type d'événement	But visé	Coûts	Fournisseur
1.	Conférence de presse	Point sur la situation des finances publiques du Québec (05/10/12)	2 018,28 \$	Hôtel intercontinental
2.	Activité de presse	Huis clos du budget 2013-2014	81 809,80 \$ 40 042,04 \$ 14 983,50 \$	Centre des congrès Capital HRS (traiteur) Teksho (sonorisation, éclairage et projection)

Q-7 La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;
- le but visé par chaque dépense;

Organisés par une firme externe :

- les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;
- le nom de la ou des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs;
- le but visé par chaque dépense;

Dépenses		Total
Centre Microbur	Formation en rédaction	3 340 \$

Q-8 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- l'échéancier;
- le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

No	Nom du prestataire ou de la firme	Objet	Montant	Montant versé*
8.1	Approches stratégiques Viisiion inc.	Services de consultant dans le cadre des travaux du Groupe d'experts sur le financement à l'activité	24 500 \$	15 273 \$
8.2	Association des économistes québécois (ASDEQ)	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - abonnements / cotisations	2 800 \$	2 800 \$
8.3	Cabinet de traduction Dialangue inc.	Services de traduction	9 500 \$	142 \$
8.4	Camirand Photo inc.	Services de photographie	1 650 \$	1 650 \$
8.5	Centre Microbur	Développement et maintien des compétences - communication - perfectionnement en français écrit	3 340 \$	3 340 \$
8.6	ContinuityLink	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - administration	1 800 \$	1 800 \$
8.7	David Rancourt	Services de révision linguistique	9 550 \$	3 630 \$
8.8	Edgar inc.	Services de traduction	9 900 \$	200 \$
8.9	Formation Terra Nova	Services de formation en ligne et de sensibilisation du personnel à la sécurité de l'information	5 945 \$	5 945 \$
8.10	Galilée Conseil inc.	Services en informatique	24 000 \$	---
8.11	Gaétan Boucher	Services relatifs à des travaux d'analyses d'impacts de changements technologiques touchant l'environnement SYGBEC/SAGIR	24 500 \$	6 529 \$
8.12	Gilles Simard	Services de consultant dans le cadre des travaux du Groupe d'experts sur le financement à l'activité	3 500 \$	3 177 \$
8.13	Groupe de sécurité et d'enquête du Québec (G.S.E.Q.) inc.	Services d'une agence de sécurité	24 500 \$	9 910 \$
8.14	Groupe informatique Technologia	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - informatique	1 295 \$	1 295 \$
8.15	ISACA - Québec	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - informatique	1 100 \$	1 100 \$
8.16	ISACA - Québec	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - abonnements / cotisations	1 440 \$	1 440 \$

Q-8 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013. (suite)

No	Nom du prestataire ou de la firme	Objet	Montant	Montant versé*
8.17	Insight Information	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - économique	3 390 \$	3 390 \$
8.18	Institut de la gestion financière de Québec	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - abonnements / cotisations	8 370 \$	8 370 \$
8.19	Ixmédia	Services de conception d'un microsite Web	8 330 \$	7 900 \$
8.20	J. B. Deschamps	Services d'impression	6 760 \$	6 760 \$
8.21	J. B. Deschamps	Services d'impression	1 685 \$	1 685 \$
8.22	Jordan Isenberg	Services de consultant dans le cadre des travaux du Groupe d'experts sur le financement à l'activité	24 500 \$	7 866 \$
8.23	Larouche Consultant	Services de rédaction et de révision de textes	23 500 \$	1 656 \$
8.24	Opus 3 inc.	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - vérification interne	2 200 \$	2 200 \$
8.25	Marie-Alexandra Lachance	Services d'ergonomie	9 900 \$	690 \$
8.26	Médias Transcontinental S.E.N.C.	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - économique	1 040 \$	1 040 \$
8.27	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - comptabilité	2 998 \$	2 998 \$
8.28	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - comptabilité	3 498 \$	3 498 \$
8.29	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - comptabilité	7 996 \$	7 996 \$
8.30	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - comptabilité	1 499 \$	1 499 \$
8.31	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - comptabilité	1 999 \$	1 999 \$
8.32	Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - ressources humaines	1 190 \$	1 190 \$
8.33	SAS Institute Canada	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - informatique	1 224 \$	1 224 \$
8.34	Services conseils Hardy	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - informatique	1 344 \$	1 344 \$

Q-8 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013. (suite)

No	Nom du prestataire ou de la firme	Objet	Montant	Montant versé*
8.35	Services conseils Hardy	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - informatique	1 344 \$	1 344 \$
8.36	Services conseils Hardy	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - informatique	1 344 \$	1 344 \$
8.37	Services conseils Hardy	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - informatique	1 344 \$	1 344 \$
8.38	Services conseils Siliam inc.	Services de revue de presse électronique	2 907 \$	2 907 \$
8.39	SOM inc.	Services relatifs à la réalisation d'une étude	19 375 \$	19 375 \$
8.40	SOM inc.	Services relatifs à la réalisation d'une étude	6 350 \$	6 350 \$
8.41	SOM inc.	Services relatifs à la réalisation d'une étude	9 975 \$	6 650 \$
8.42	SOM inc.	Services relatifs à la réalisation d'une étude	5 310 \$	---
8.43	SOM inc.	Services relatifs à la réalisation d'une étude	8 700 \$	8 700 \$
8.44	Teksho	Services de location d'équipement de sonorisation et d'éclairage	14 984 \$	---
8.45	Versalys Formation	Développement et maintien des compétences - expertise professionnelle - informatique	2 400 \$	2 400 \$
8.46	Vision Audiovisuel Multimédia	Services de location d'équipement de sonorisation et d'éclairage	1 640 \$	1 640 \$
8.47	Wokebe inc.	Services de nettoyage spécialisé	4 145 \$	4 145 \$
8.48	Zengo	Services en informatique	2 812 \$	2 812 \$
8.49	Éditions le téléphone rouge	Services d'impression	13 175 \$	---

* Montant versé au 30 novembre 2012

Q-9 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- le nombre d'autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le montant accordé;
- les motifs de la demande;
- tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Article 17

Un contrat peut être modifié lorsque la modification en constitue un accessoire et n'en change pas la nature.

Toutefois, dans le cas d'un contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public, une modification qui occasionne une dépense supplémentaire doit de plus être autorisée par le dirigeant de l'organisme public. Le dirigeant peut, par écrit et dans la mesure qu'il indique, déléguer le pouvoir d'autoriser une telle modification. Dans le cadre d'une même délégation, le total des dépenses ainsi autorisées ne peut cependant excéder 10 % du montant initial du contrat.

Malgré le deuxième alinéa, une modification ne requiert pas d'autorisation lorsqu'elle résulte d'une variation du montant sur lequel doit s'appliquer un pourcentage déjà établi ou, sous réserve de l'article 12, d'une variation d'une quantité pour laquelle un prix unitaire a été convenu.

2006, c. 29, a. 17; 2012, c. 25, a. 7.

Q-10 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel depuis le 31 août 2012 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.

Q-11 Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004, indiquer :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- le coût initial prévu pour la réalisation du projet;
- les plus récentes estimations du coût du projet;
- les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.

Projets initiés en 2012-2013

Nom du projet :	SAN - Remplacement des environnements centralisés de stockage de l'information numérique	
Nature du projet :	Mise à niveau d'infrastructures technologiques	
Montant initialement prévu :	919 500 \$	
Plus récents estimés du coût du projet :	919 500 \$	
Sommes totales engagées en date du 30 novembre 2012 :	0 \$ (ressources externes) 5 000 \$ (ressources internes) 0 \$ (acquisition)	
	Total : 5 000 \$	
% de réalisation en date du 30 novembre 2012 :	0 %	
Firmes ou OSBL associés au développement du projet		
Nom du fournisseur	Montant total versé	Mode d'octroi du contrat
----	----	Appel d'offres public à venir

Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004. (suite)

Nom du projet :	SIB – Solution informationnelle budgétaire	
Nature du projet :	Développement informatique	
Montant initialement prévu :	656 300 \$	
Plus récents estimés du coût du projet :	656 300 \$	
Sommes totales engagées en date du 30 novembre 2012 :	23 000 \$ (ressources externes) 10 000 \$ (ressources internes) 0 \$ (acquisition)	
	Total : 33 000 \$	
% de réalisation en date du 30 novembre 2012 :	5 %	
Firmes ou OSBL associés au développement du projet		
Nom du fournisseur	Montant total versé	Mode d'octroi du contrat
Fujitsu	23 000 \$	Appel d'offres public

Nom du projet :		SITE EXTRANET DU CF	
Nature du projet :		Refonte du site extranet transactionnel du Contrôleur des finances. (À l'état préalable)	
Montant initialement prévu :		590 000 \$	
Plus récents estimés du coût du projet :		590 000 \$ (Novembre 2012)	
Sommes totales engagées en date du 30 novembre 2012 :		Services professionnels :	0 \$
		Fonctionnement :	0 \$
		Rémunération :	0 \$
		Total :	0 \$
% de réalisation en date du 30 novembre 2012		0 %	

Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004. (suite)

Nom du projet :	TRANSMI - ÉTABLISSEMENTS ET AGENCES DE LA SANTÉ
Nature du projet :	Développement informatique - Transmission électronique des informations financières des établissements et agences de la santé. (À l'état préalable)
Montant initialement prévu :	270 800 \$
Plus récents estimés du coût du projet :	270 800 \$ (Novembre 2012)
Sommes totales engagées en date du 30 novembre 2012 :	Services professionnels : 0 \$ Rémunération : 0 \$
	Total : 0 \$
% de réalisation en date du 30 novembre 2012 (phase 2)	0 %

Projets initiés en 2011-2012

Nom du projet :	CCRG – Conciliation et comptabilisation des recettes gouvernementales	
Nature du projet :	Développement informatique	
Montant initialement prévu :	360 200 \$	
Plus récents estimés du coût du projet :	360 200 \$	
Sommes totales engagées en date du 30 novembre 2012 :	63 881 \$ (ressources externes) 42 075 \$ (ressources internes)	
	Total : 105 956 \$	
% de réalisation en date du 30 novembre 2012 :	30 %	
Firmes ou OSBL associés au développement du projet		
Nom du fournisseur	Montant total versé	Mode d'octroi du contrat
CGI	63 881 \$	Appel d'offres public

**Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004.
(suite)**

Nom du projet :	GID - Gestion intégrée des documents	
Nature du projet :	Projet visant l'acquisition d'un progiciel de gestion des documents	
Montant initialement prévu :	767 686 \$	
Plus récents estimés du coût du projet :	821 000 \$	
Sommes totales engagées en date du 30 novembre 2012 :	19 900 \$ (ressources externes) N/D (ressources internes)	
	Total : 19 900 \$	
% de réalisation en date du 30 novembre 2012 :	0 %	
Firmes ou OSBL associés au développement du projet		
Nom du fournisseur	Montant total versé	Mode d'octroi du contrat
CGI (analyse préliminaire)	19 900 \$	Appel d'offres public

Nom du projet :	MSIFQ - Modernisation du système d'information du Fonds de financement et de Financement-Québec	
Nature du projet :	Développement informatique	
Montant initialement prévu :	2 707 615 \$	
Plus récents estimés du coût du projet :	2 707 615 \$	
Sommes totales engagées en date du 30 novembre 2012 :	978 971 \$ (ressources externes) 106 435 \$ (ressources internes)	
	Total : 1 085 406 \$	
% de réalisation en date du 30 novembre 2012 :	40 %	
Firmes ou OSBL associés au développement du projet		
Nom du fournisseur	Montant total versé	Mode d'octroi du contrat
CGI	674 086 \$	Appel d'offres public
Symbiose (réalisation du projet)	223 254 \$	Appel d'offres public
Fujitsu (réalisation du projet)	81 631 \$	Appel d'offres public

Q-12 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004. (suite)

Projets initiés en 2010-2011

Nom du projet :	GESTION DES ACTIVITÉS INTÉGRÉE AU PROCESSUS D'AFFAIRES
Nature du projet :	Développement informatique
Montant initialement prévu :	160 000 \$
Coût total du projet :	165 300 \$
Sommes totales engagées en date du 30 juin 2012	Total : 165 300 \$
% de réalisation en date du 30 juin 2012	100 % à l'interne

Nom du projet :		TRANSMI - COMMISSIONS SCOLAIRES		
Nature du projet :		Développement informatique - Transmission électronique des informations financières des commissions scolaires.		
Montant initialement prévu :		509 200 \$		
Plus récents estimés du coût du projet :		460 036 \$ (Projet terminé le 31 mai 2012)		
Sommes totales engagées au 31 mai 2012				
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	Total
Services professionnels	0	188 036,13 \$	9 183,33 \$	197 219,46 \$
Rémunération	5 000,00 \$	178 700,00 \$	75 800,00 \$	259 500,00 \$
CSPQ	0	3 317,52 \$	0	3 317,52 \$
Total	5 000,00 \$	370 053,65 \$	84 983,33 \$	460 036,98 \$
% de réalisation de la phase 1		100 %		
Firmes ou OSBL associées au développement du projet				
Nom du fournisseur	Montant versé		Mode d'octroi du contrat	
ORACLE (acquisition 25 licences)	79 975,00 \$		Appel d'offre public	
ORACLE	80 479,46 \$		Appel d'offre public	
TOMONT	36 765,00 \$		Appel d'offre sur invitation	
CSPQ	3 317,52 \$		Frais négociation du CSPQ	

*Le projet TRANSMI qui vise la transmission des informations financières des réseaux de la santé et de l'éducation a été initié en 2010-2011, au coût prévu de 780 000 \$. Son développement s'est fait d'abord en lien avec les commissions scolaires. En 2012-2013, des travaux préalables au projet en regard des établissements et des agences de la santé ont été initiés. Voir fiche intitulée «TRANSMI - ÉTABLISSEMENTS ET AGENCES DE LA SANTÉ ».

Q-13 Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- le mobilier de bureau;
- l'ameublement;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.

PLQ :

- les distributeurs d'eau de source;
- location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles;
- location et entretien de la machine à café;
- location ou achat d'encadrement.

Dépenses*	Total
Photocopies	84 791 \$
Mobilier de bureau	30 829 \$
Distributeurs d'eau de source	105 \$
Frais d'accueil	6 376 \$
Location et entretien des plantes	12 029 \$
Location et entretien de la machine à café	1 640 \$
Location ou achat d'encadrement	1 778 \$
Frais de déplacements :	
- Frais de transport	284 400 \$
- Frais d'hébergement	95 072 \$
- Frais de repas	49 512 \$
	428 984 \$
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement ¹ :	
- au Québec	171 752 \$
- à l'extérieur du Québec	3 335 \$
	175 087 \$

* Au 30 novembre 2012.

¹ Excluant les frais de déplacement mentionnés à la rubrique précédente.

Q-14 Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et pour le ministère et les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2012-2013, de chacune des dépenses suivantes reliées à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés;
- le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

PLQ :

- les coûts de résiliation;
- les ordinateurs portables.

Téléphones cellulaires, BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent

Objet	Total / fournisseurs
Nombre	216
Coût d'acquisition	2 247 \$
Coût d'utilisation	7 819 \$
Coût des contrats téléphoniques	49 571 \$
Coût de résiliation	– Aucun
Fournisseurs	– Méga-Sat (Rogers) – B-Tel inc. (Bell Mobilité) – Rogers direct

Ordinateurs portables, iPad ou autre type de tablette électronique

Type de dépenses	Total
Coût d'acquisition	3 131 \$
Coût d'utilisation	79 \$
Coût des contrats	3 954 \$

Téléavertisseurs

Type de dépenses	Total
Coût d'utilisation	81 \$

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;**
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;**
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;**
- d) le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;**
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires;**
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;**
- g) le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;**
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;**
- i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation;**
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions);**
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions);**
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.**

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014. (suite)

a) et b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.). 35 ans et plus. 35 ans et moins.

Catégories	Hors cadres		Cadres		Profession-nels		Personnel de bureau et techniciens		Ouvriers		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes de moins de 35 ans			1	0,2	41	8,1	9	1,8			51	10,0
Hommes de plus de 35 ans	8	1,6	55	10,8	131	25,7	13	2,6	1	0,2	208	40,9
Total - Hommes	8	1,6	56	11,0	172	33,8	22	4,3	1	0,2	259	50,9
Femmes de moins de 35 ans			1	0,2	43	8,4	20	3,9			64	12,6
Femmes de plus de 35 ans			23	4,5	116	22,8	47	9,2			186	36,5
Total - Femmes			24	4,7	159	31,2	67	13,2			250	49,1
Total hommes + femmes	8	1,6	80	15,7	331	65,0	89	17,5	1	0,2	509	100,0
Total Hommes + Femmes Moins de 35 ans			2	0,4	84	16,5	29	5,7			115	22,6
Total Hommes + Femmes Plus de 35 ans	8	1,6	78	15,3	247	48,5	60	11,8	1	0,2	394	77,4
Grand total	8	1,6	80	15,7	331	65,0	89	17,5	1	0,2	509	100,0
Personnes handicapées de moins de 35 ans												
Personnes handicapées de plus de 35 ans					4	0,8	2	0,4			6	1,2
Total					4	0,8	2	0,4			6	1,2
Anglophones de moins de 35 ans					1	0,2					1	0,2
Anglophones de plus de 35 ans					1	0,2					1	0,2
Total					2	0,4					2	0,4
Autochtones de moins de 35 ans												
Autochtones de plus de 35 ans					2	0,4					2	0,4
Total					2	0,4					2	0,4
Communautés culturelles de moins de 35 ans					11	2,2	1	0,2			12	2,4
Communautés culturelles de plus de 35 ans			3	0,6	32	6,3	2	0,4			37	7,3
Total			3	0,6	43	8,4	3	0,6			49	9,6

Notes : Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique (LFP) L.R.Q., chapitre F-3.1.1 en place au 30 novembre 2012.
Incluant le Fonds de financement.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014. (suite)

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

Catégorie de personnel	Nombre de jours de maladie 2012-2013
Cadres	185
Professionnels	2 055
Pers. de bureau et techniciens	910
Ouvriers	65
Total	3 215

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP en place au 30 novembre 2012.

d) Le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires.

Catégorie de personnel	Heures supplémentaires effectuées	Heures supplémentaires compensées	Heures supplémentaires payées
Hors cadres et cadres	0	0	0
Professionnels	13 172	4 916	8 256
Pers. bureau et techniciens	4 565	1 279	3 286
Ouvriers	0	0	0
Total	20 688	6 947	13 741

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP en place au 30 novembre 2012.

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

Catégorie de personnel	Jours de vacances 2012-2013
Hors cadres et cadres	457
Professionnels	6 139
Pers. de bureau et techniciens	1 702
Ouvriers	20
Total	9 318

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP en place au 30 novembre 2012.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014. (suite)

g) Le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits

i) Le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions).

Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal
Hors cadres		
2012-2013	8	
2011-2012	10	
2010-2011	10	
Cadres		
2012-2013	80	
2011-2012	79	
2010-2011	78	
Professionnels		
2012-2013	328	3
2011-2012	324	3
2010-2011	327	3
Personnel de bureau et techniciens		
2012-2013	88	1
2011-2012	96	1
2010-2011	96	
Ouvriers		
2012-2013	1	
2011-2012	2	
2010-2011	2	

Note : Incluant le Fonds de financement.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014. (suite)

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

Années	Niveau expert	Niveau émérite	Total
2012-2013	121	10	131
2011-2012	120	10	130
2010-2011	125	12	137

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP en place au 30 novembre 2012.

l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

Années	Nombre d'employés
2012-2013	57
2011-2012	62
2010-2011	46

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP en place au 30 novembre 2012.

m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions).

Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal
Hors cadres		
2012-2013	Non disponible	Non disponible
2011-2012	10	0
2010-2011	10	0
Cadres		
2012-2013	Non disponible	Non disponible
2011-2012	85	0
2010-2011	85	0
Professionnels		
2012-2013	Non disponible	Non disponible
2011-2012	454	3
2010-2011	458	3
Personnel de bureau et techniciens		
2012-2013	Non disponible	Non disponible
2011-2012	141	1
2010-2011	157	0
Ouvriers		
2012-2013	Non disponible	Non disponible
2011-2012	2	0
2010-2011	2	0

Notes : Incluant le Fonds de financement.

Pour l'année 2012-2013, à la suite de l'implantation de SGR-2 au Ministère, le système SAGIR ne permet pas encore d'effectuer un suivi réel des postes autorisés.

Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014. (suite)

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du Trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-16 Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 (PLQ : les indemnités de retraites qui seront versées);**
- b) nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**
- c) nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015 (PLQ : les indemnités de retraites qui seront versées);**
- d) nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 (PLQ : les indemnités de retraites qui seront versées).**

11 départs à la retraite / aucune indemnité

- b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.**

4 remplacements pour 11 départs à la retraite

- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015 (PLQ : les indemnités de retraites qui seront versées).**

2013-2014 : 6 départs / aucune indemnité

2014-2015 : 5 départs / aucune indemnité

- d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

Aucun

Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- le coût de la location;
- le coût de location au mètre carré;
- la superficie totale pour chaque local;
- la superficie totale réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le propriétaire de l'espace loué;
- la durée du bail;
- les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2012.

PLQ : le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE, 12, rue St-Louis, Québec (Québec) G1R 5L3	
Superficie louée :	12 705,03 m ²
Coût annuel de location :	3 033 567,60 \$
Durée du bail :	Depuis le 1 ^{er} avril 1987
Propriétaire de l'espace loué :	Société immobilière du Québec (SIQ)
Coûts d'aménagements :	35 365,49 \$

ÉDIFICE MARIE-GUYART, 1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau, Québec (Québec) G1R 5A1	
Superficie louée :	5 291,01 m ²
Coût annuel de location :	1 091 713,08 \$
Durée du bail :	Depuis le 1 ^{er} mai 1986
Propriétaire de l'espace loué :	Société immobilière du Québec (SIQ)
Coûts d'aménagements :	1 933,75 \$

ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT, 8, rue Cook, Québec (Québec) G1R 4J3	
Superficie louée :	6 201,62 m ²
Coût annuel de location :	1 397 713,08 \$
Durée du bail :	Depuis le 1 ^{er} juillet 1991
Propriétaire de l'espace loué :	Société immobilière du Québec (SIQ)
Coûts d'aménagements :	886,17 \$

CENTRE DU COMMERCE MONDIAL, 380, rue St-Antoine ouest, Montréal (Québec) H2Y 3X7	
Superficie louée :	860,65 m ²
Coût annuel de location :	290 057,04 \$
Durée du bail :	8 avril 1992 au 31 décembre 2017
Propriétaire de l'espace loué :	Ivanhoé Cambridge Caisse de dépôt et placement du Québec
Coûts d'aménagements :	14 306,59 \$

**Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes.
(suite)**

5450, Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (Québec) H3T 1Y6

Superficie louée :	163,72 m ²
Coût annuel de location :	33 829,92 \$
Durée du bail :	1 ^{er} mars 2006 au 31 décembre 2012
Propriétaire de l'espace loué :	Gestion 5450 Côte des Neiges Inc.
Coûts d'aménagements :	Aucun

400, boul. St-Martin ouest, bureau 208, Laval (Québec) H7M 3Y8

Superficie louée :	148,73 m ²
Coût annuel de location :	33 480,84 \$
Durée du bail :	1 ^{er} août 2011 au 31 décembre 2012
Propriétaire de l'espace loué :	7865317 Canada Inc.
Coûts d'aménagements :	Aucun

2450, rue Victoria, suite 2, Ste-Julienne (Québec) J0K 2T0

Superficie louée :	198,80 m ²
Coût annuel location :	36 454,20 \$
Durée du bail :	12 novembre 2012 au 30 novembre 2017
Propriétaire de l'espace loué :	Cie Médifice Inc.
Coûts d'aménagements :	9 780,70 \$

Q-18 Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2011 à ce jour.

Cabinet du ministre des Finances
(Raymond Bachand / Nicolas Marceau)

ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE, 12, rue Saint-Louis, Québec (Québec) G1R 5L3

Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2012 : Aucun

Cabinet du ministre des Finances
(Raymond Bachand / Nicolas Marceau)

CENTRE DU COMMERCE MONDIAL, 380, rue St-Antoine ouest, Montréal (Québec) H2Y 3X7

Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2012 : 14 306,59 \$

Bureau de la circonscription d'Outremont
(Raymond Bachand)

5450, Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (Québec) H3T 1Y6

Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2012 : Aucun

Cabinet du ministre délégué aux Finances
(Alain Paquet)

ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT, 8, rue Cook, Québec (Québec) G1R 4J3

Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2012 : Aucun

Cabinet du ministre délégué aux Finances
(Alain Paquet)

COMPLEXE DESJARDINS, tour Nord, secteur D261R0, 150, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal (Québec) H3B 1A7

Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2012 : Aucun

Bureau de la circonscription de Laval-des Rapides
(Alain Paquet)

400, boul. St-Martin ouest, bureau 208, Laval (Québec) H7M 3Y8

Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2012 : Aucun

Bureau de la circonscription de Rousseau :
(Nicolas Marceau)

2450, rue Victoria, suite 2, Ste-Julienne (Québec) J0K 2T0

Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1^{er} avril 2012 : 9 780,70\$

Q-19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013, en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- la liste du personnel politique incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2012;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

**Cabinet du ministre des Finances et du ministre du Revenu
Raymond Bachand**

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d'attache	
Barker-Greene	Cody	Attaché politique	Québec	
Barsalou	Marcello	Attaché politique	Montréal	
Bélanger	Gabrielle	Attachée politique	Québec	
Cloutier	Audrey	Attachée politique	Québec	
Correa-Appleyard	Dolores	Attachée politique	Montréal	
Fournier	Louise	Attachée politique	Québec	
Gingras	Josée	Attachée politique	Montréal	
Godin	Diane	Employée de soutien	Montréal	
Homsy	Mia	Directrice de cabinet adjointe	Montréal	
Houle-Mireault	Jonathan	Attaché politique	Montréal	
Koutchenkov	Philippe	Attaché politique	Montréal	
Larroque	Grégory	Attaché politique	Montréal	
Ouimet	Carl-Philippe	Employé de soutien	Montréal	
Paquet-Brousseau	Diane	Employée de soutien	Québec	
Poulin	Catherine	Attachée politique	Québec	
Proulx	Jean-Sébastien	Attaché politique	Québec	
Sigier	Anne-Françoise	Employée de soutien	Québec	
Sormany	André	Directeur de cabinet	Montréal	
Tremblay	Claire	Attachée politique	Québec	
Vinet	Carole	Attachée politique	Montréal	
Zavaglia	Marisa	Attachée politique	Montréal	

Masse salariale du cabinet : 756 164 \$

Période	Masse salariale autorisée
Du 8 septembre 2010 au 17 novembre 2012	1 200 000 \$ * (CT 209466 daté du 26 octobre 2010)

* Ces montants englobent la masse salariale des membres du personnel de cabinet du ministre des Finances et du ministre du Revenu.

Q-19 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2012-2013. (suite)

**Cabinet du ministre délégué aux Finances
Alain Paquet**

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d'attache	
Bastien	Denise	Employée de soutien	Québec	
Beaulieu Gravel	Marilie	Attachée politique	Montréal	
Bélair	Stéphanie T.	Attachée politique	Montréal	
Desjardins	Guillaume	Attaché politique	Montréal	
Dumais	Mélissa	Directrice de cabinet	Montréal	
Durocher	Hélène	Attachée politique	Montréal	
El Houssaini	Iman	Employée de soutien	Montréal	
El Ouarzadi	Ilyes	Attaché politique	Montréal	
Fortin	Janie	Attachée politique	Montréal	
Gingras	Sylvie	Attachée politique	Montréal	
Le Bertre	René	Attaché politique	Québec	
Leduc	Marie-Catherine	Employée de soutien	Montréal	
Madic	Vera	Attachée politique	Montréal	

Masse salariale du cabinet : 564 811 \$

Période	Masse salariale autorisée
Du 1 ^{er} avril 2012 au 13 mai 2012	475 710 \$ (CT 211631 daté du 19 juin 2012)
Du 14 mai 2012 au 17 novembre 2012	576 710 \$ (CT 211631 daté du 19 juin 2012)

**Cabinet du ministre des Finances et de l'Économie
Nicolas Marceau**

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d'attache	
Archam-Gauthier	Andrée-Ève	Employée de soutien	Montréal	*
Bouchard	Pierre	Attaché politique	Québec	*
Desjardins	Sylvie	Attachée politique	Québec	*
Desrosiers	Line	Employée de soutien	Ste-Julienne	*
Drouin-Laurendeau	Éric	Attaché politique	Ste-Julienne	*
Gibeault	Jean-François	Directeur de cabinet	Québec	*
Guimond	Martin	Attaché politique	Ste-Julienne	*
Joli-Cœur	Luc	Attaché politique	Montréal	*
Lalonde	Mathieu	Attaché politique	Montréal	*
Malenfant	Mélanie	Directrice de cabinet adjointe	Montréal	*
Plamondon	Karine	Employée de soutien	Québec	*
Provost	Catherine	Attachée politique	Ste-Julienne	*
Ramacieri	Alexandre	Attaché politique	Montréal	*
Simoneau	Ginette	Attachée politique	Ste-Julienne	*
Trudel	Jacinthe	Employée de soutien	Québec	*
Vanier	Pierre	Attaché politique	Ste-Julienne	*

* En poste au 30 novembre 2012

Masse salariale du cabinet : 744 356 \$

Période	Masse salariale autorisée
Du 20 septembre 2012 au 18 octobre 2012	1 310 000 \$ (CT 211892 daté du 16 octobre 2012)
Du 19 octobre 2012 au 31 mars 2013	1 425 000 \$ (CT 211956 daté du 6 novembre 2012)

Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère, en indiquant :

- le nom de l'organisme ou de la personne concerné;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le détail du projet visé et le but poursuivi par l'organisme;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Nom	Montant (\$)
BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE DES FINANCES – RAYMOND BACHAND	
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	500
Arts et Reflets	250
Association culturelle et artistique de la Maison Vézina	250
Association des gens d'affaires de Côte-des-Neiges	15 000
Atelier musical Panarmonia	1 000
Centre communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges	1 800
Centre de Répit Philou	6 000
Centre Signes d'Espoir	500
Château Vincent d'Indy	1 000
Club d'âge d'or Parc Delorme	1 200
Club de soccer de Magog	500
Club Optimiste de Matane inc.	500
Communauté Sépharade unifiée du Québec	10 000
Conseil québécois des gais et lesbiennes	100
Corporation du Moot scout 2013	1 000
Dr Clown	400
Exeko	1 500
Fondation de la coopérative étudiante de la faculté de droit de l'Université de Montréal	1 000
Fondation de la Place des Arts	1 000
Fondation de l'Hôpital général juif	1 000
Fondation des amis de l'école Lajoie	5 000
Fondation du Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve	1 000
Fondation Héritage Montréal	8 000
Fondation internationale des cultures à partager	1 000
Fondation Institut de gériatrie de Montréal	4 000
Fondation Marie-Ève Saulnier	500
Fondation Robert Piché	1 000
Guide touristique des régions du Québec	3 000
Jeunes Entreprises du Québec inc.	1 000
La Fondation Générations	250
La Maison Bleue	3 000
La Société canadienne de la Croix-Rouge	2 000
Le Chic Resto Pop inc.	500
Le Groupe de la Veillée	2 000
Le MEG : Le Montréal Électronique Groove inc.	1 000
Le Pignon Bleu, la Maison pour Grandir	500
Les Amis de la montagne	5 000
Les Escales improbables de Montréal	2 000
Les Loups de l'école Curé-Antoine-Labelle	1 000
Le Tour cycliste de l'Abitibi inc.	500
Maison Jean-Monbourquette	800
Mission Chez Nous	500
Montreal Marquis Basketball Club	3 000
Nouveaux Horizons	2 000
Orchestre symphonique de Montréal	2 000
Orchestre symphonique des musiciens du monde	1 000
Playmas Montreal Cultural Association inc.	500
Revue Liberté	1 000
SADC Bellechasse-Etchemins	300
Société d'agriculture du comté d'Argenteuil	500
Société de Musique de Chambre de Montréal	5 000
Tangente inc.	1 000
Théâtre de la Ligue Nationale d'Improvisation inc.	1 000
Théâtre de Quat'Sous inc.	3 000
Théâtre Lyrichorégra 20	5 000
Théâtre PAP	1 000
Théâtre Périscope	500
	114 850

Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre délégué aux Finances. (suite)

Nom	Montant (\$)
BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX FINANCES – ALAIN PAQUET	
Action-logement Lanaudière	500
Alhambra (Québec) inc.	1 000
Alliance des Communautés Culturelles pour l'Égalité dans la Santé et les Services Sociaux au Québec	400
Association culturelle haïtienne « La Perle Retrouvée »	400
Association des personnes handicapées visuelles de Laval	400
Association féminine d'éducation et d'action sociale	400
Association hispanophone de Laval	400
Association internationale des études québécoises	250
Association Panda Thérèse-de-Blainville et des Laurentides	500
Association pour l'intégration communautaire de l'Outaouais	750
Association québécoise des traumatisés crâniens	1 000
Association Réseautage Jeunesse des Laurentides	600
Association sclérose en plaques Laval	500
Atelier Musical Panarmonia	300
Au cœur des familles agricoles	500
C.M.C. – Concours de musique du Canada inc.	500
Caftan les Mille et une Nuits	450
Cancer de l'ovaire Canada	200
Centre de bénévolat et Moisson Laval	1 000
Centre de pédiatrie sociale Laval	1 000
Centre des loisirs des sourds de Montréal inc.	750
Centre d'implication libre de Laval en réadaptation sociale	9 000
Centre Signes d'Espoir	750
Chambre de commerce de Sainte-Adèle	750
Club de handball olympique Spectrum inc.	700
Club de natation Laval	400
Club optimiste St-Eustache Est inc.	300
Club Richelieu Mont-Laurier	500
Comité des résidents du centre d'hébergement Idola St-Jean	1 000
Communautaire	300
Congrès national des Italo-Canadiens, région Québec	500
Conseil québécois des gais et lesbiennes	250
Corporation de développement touristique de New Richmond inc.	500
Corporation du Moot Scout 2013	500
Corporation les Enfants de ma rue	400
Corporation Sports-Québec	400
Coupe internationale « Les enfants jouent pour les enfants »	500
Coupe Soccer internationale de Laval	500
Danse Imédia O.S.B.L.	300
Diapason-Jeunesse	1 500
École Vanguard Québec limitée	400
Éparchie St-Maron de Montréal au Canada	250
Événements art, musique et culture de St-Donat	500
FADOQ – Régions de Québec et Chaudière-Appalaches	500
Fédération des familles et amis de la personne atteinte de maladie mentale	500
FestiBlues International de Montréal	300
Festival l'Oktoberfest des québécois	500
Festivalopéra de Saint-Eustache	500
Fête des vendanges Magog-Orford	500
Fondation Centre de cancérologie Charles-Bruneau	500
Fondation concours musical international de Montréal	500
Fondation CRDI Normand-Laramée	1 000
Fondation de la Place des Arts	1 000
Fondation des aveugles du Québec (F.A.Q.)	750
Fondation du Centre de réadaptation Ubald-Villeneuve	600
Fondation du Centre hospitalier universitaire de Québec	500
Fondation du Collège François-de-Laval	1 000
Fondation du Patro de Charlesbourg	500
Fondation Hôpital Saint-Eustache	500
Fondation Liette Turner	250

Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre délégué aux Finances. (suite)

Nom	Montant (\$)
Fondation Madeli-aide	600
Fondation Marie-Ève Saulnier	500
Fondation OLO	750
Fondation québécoise en santé respiratoire	300
Fondation Serge Marcil	650
Fondation Sir Wilfrid-Laurier	500
Fondation Villa Ignatia Inc.	500
Fonds d'emprunt économique communautaire (Québec)	2 500
Force leadership africain	350
Initiatives culturelles interactives (Ici par les Arts)	250
Institut de Coopération pour l'éducation des adultes ICÉA	300
Institut Pacifique	500
Intégration sociale des enfants handicapés en milieu de garde	500
Jeunesse Lambda	350
L'association de parents d'enfant trisomique-21 Lanaudière	750
La Fabrique de la Paroisse de Holy Name of Jesus	500
La Fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Rouge	300
La Fondation de la Tolérance	300
La Fondation de l'école Peter Hall	600
La Fondation Paul Gérin-Lajoie pour la Coopération internationale	500
La Grande Fête de la Côte-de-Beaupré	250
La Maison L'Esther	1 000
La Marina de Montmagny	500
La Société canadienne de la Croix-Rouge	700
La Traversée Internationale du Lac Memphrémagog (2003) inc.	250
Le Club de l'âge d'or de St-Calixte	500
Le Club de soccer de la Haute Saint-Charles	500
Le Club de Volley-Ball Celtique inc.	400
Le Pavillon Larocque (Hull)	500
Le Regroupement des maisons des jeunes du Québec inc.	500
Le Regroupement pour la Trisomie 21	1 000
Les Amis de la Grange Marcoux	500
Les services communautaires catholiques (F.C.C.S.) Inc.	750
Maison de jeunes : L'Ouverture inc.	500
Maison des grands-parents de Laval	500
Maison des jeunes de Duberger	500
Moelle épinière et motricité Québec	400
Municipalité de Lac-Édouard	1 500
Orchestre à Vents Non Identifié	250
Organisation de Valleyfield des personnes atteintes de cancer	500
Parlement Jeunesse du Québec	500
Parrainage civique de Vaudreuil Soulanges	750
Partage humanitaire	1 500
Pétales Québec	400
Plein Air à Plein Cœur, Projet pour enfants et adolescents de la région de Montréal	750
Regroupement des jeunes gens d'affaires du Québec	1 500
Relais communautaire de Laval	1 000
Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec	1 000
Service National des sauveteurs inc.	500
Simulation du Parlement européen Canada-Québec-Europe	400
Société Alzheimer de Laval	1 000
Société bienveillante des femmes de l'église grecque orthodoxe Saint Nicholas	1 000
Société canadienne de la sclérose en plaques	500
Société canadienne du cancer	250
Société Mer et Monde	300
Sport Laval inc.	500
Studio de danse Messier & Bolduc	500
T.E.D. sans frontières	500
Théâtre du Frêt	400
Troupe Atout-Cœur	500
Vallée Bras-du-Nord, Coop de solidarité	500
Victimaide	500
79 650	

Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre du Revenu. (suite)

Nom	Montant (\$)
BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE DU REVENU – RAYMOND BACHAND	
Art souterrain	1 000
Association des Crétois de Montréal	1 000
Association des industriels d'Anjou	5 000
Association internationale des études québécoises	100
Association pour l'intégration communautaire de l'Outaouais	500
Attitude Locomotive	7 000
Bâtisseurs de la relève inc.	2 000
Canton de Godmanchester	250
Centre artisanal pour la déficience-intellectuelle de l'Outaouais (C.A.D.O.)	500
Centre communautaire Tyndale St-Georges	500
Centre Famille et Ressources ADD	500
Chambre de commerce de Sainte-Adèle	500
Chambre de commerce de Ste-Marguerite-du-Lac-Masson-Estérel	300
Comité de loisirs Cambert	500
Congrès national des Italo-Canadiens, région Québec	500
Corporation de l'exposition agricole du Centre du Québec	1 500
Corporation du 275 ^e anniversaire de Saint-Joseph-de-Beauce	300
Corporation du théâtre Outremont	5 000
Coupe internationale « Les enfants jouent pour les enfants »	500
Danse Imédia-Transatlantique	1 000
Défi sportif des athlètes handicapés	5 000
Enfant-Retour Québec	500
Événements art, musique et culture de St-Donat	500
Fédération professionnelle des préposés aux bénéficiaires du Québec	100
FestiBlues International de Montréal	500
Festival de films CINEMANIA	5 000
Festival du Monde arabe	2 000
Festival forestier St-Raymond – La Grosse bûche	500
Festival international Contes en Îles	250
Fête des vendanges Magog-Orford	200
Fondation Anna-Laberge	500
Fondation Centre de cancérologie Charles-Bruneau	1 000
Fondation concours musical international de Montréal	1 000
Fondation de la Famille Penny et Gordon Echenberg	1 000
Fondation de l'Institut de Tourisme et d'Hôtellerie du Québec	1 500
Fondation du Collège François-de-Laval	500
Fondation Espace pour la vie	2 000
Fondation Le Grand Chemin	500
Fondation Liette Turner	300
Fondation Madeli-aide	1 000
Fondation québécoise du cancer	350
Fondation Serge Marcil	1 000
Fondation Yvon Lamarre	500
Foyer St-Paul de Bury inc.	400
Friperie communautaire Huntingdon	250
Hôpital Général du Lakeshore	1 000
La Fondation de la Tolérance	5 000
La Fondation de l'école Peter Hall	5 000
La Fondation Paul Gérin-Lajoie pour la Coopération internationale	1 000
La Méridienne 1990	400
La Traversée internationale du Lac Memphrémagog (2003) inc.	500
Le Club de soccer de la Haute Saint-Charles	300
Le Pavillon Larocque (Hull)	500
Les Arts Carnavalent	8 000
Les Chevaliers de Colomb du conseil de Saint-Chrysostome no : 3584	750
Les Événements Opus 3 inc.	500
Les Productions Mondial Danse inc.	1 000
L'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal	5 000
L'Organisation Inde-Canada inc.	500
Maison de la famille du Grand Portage	300
Maison des familles de Granby et région	500
Maison des jeunes de Duberger	500

Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre du Revenu. (suite)

Nom	Montant (\$)
Maison Jeunes-Est	500
Marathon Oasis de Montréal	5 000
Marché de Noël de Trois-Rivières	250
Micro-Recyc-Coopération	500
Opéra de Montréal	5 000
Orchestre de la Francophonie	5 000
Organisme de bienfaisance Room to Read Canada	500
Productions Foton	1 000
Projet communautaire de Pierrefonds	500
Projet Communic-Action	250
Quebec Community Groups Network	400
Relations publiques sans Frontières	500
Réseau d'accueil des agents et agentes de la paix (La Vigile)	300
Services sociaux helléniques du Québec	1 000
Simulation du Parlement européen Canada-Québec-Europe	500
Société canadienne de la sclérose en plaques	500
Société canadienne du cancer	100
Théâtre du Rideau Vert	1 000
Université Laval	1 000
Usine C	5 000
Vallée Bras-du-Nord, coop de solidarité	500
	114 850

Q-20 Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013 à même le budget discrétionnaire du ministre des Finances et de l'Économie. (suite)

Nom	Montant (\$)
BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE – NICOLAS MARCEAU	
Adaptavie inc.	500
Alliance Québécoise des Regroupements régionaux pour l'intégration des Personnes Handicapées	1 000
Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc.	1 000
Association des personnes handicapées intellectuelles des Laurentides	2 000
Association du Domaine du Lac des Chutes	5 000
Association québécoise de la dysphasie, Capitale-Nationale	500
Carrefour d'Entraide Drummond inc.	500
Carrefour jeunesse emploi Matawinie	1 000
Centre africain de développement et d'entraide inc.	100
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	400
Centre Multiethnique de Québec inc.	500
Chambre de Commerce et d'Industrie de la MRC de Maskinongé	500
Club 50 ans + de Claude-Robillard	150
Club de l'âge d'or de St-Calixte	5 000
Collège André-Grasset	500
Comité Chômage de Montréal	500
Congrès Armand-Frappier	500
Coopérative de solidarité socioculturelle La Matapédia	5 000
CRÉ Lanaudière	500
Échelon des Pays d'En Haut inc.	1 000
Fondation d'Aide aux Personnes Handicapées du Québec	500
Fondation de l'ATEQ	450
Fondation du CSSS du Sud de Lanaudière	300
Fondation Émergence inc.	500
Fondation Jean-Michel Anctil	100
Force Jeunesse inc.	1 000
Groupe Populaire d'Entrelacs	1 000
Jeunesse au Soleil	500
La Chambre de Commerce et d'industrie d'Abitibi-Ouest	2 500
La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Agathe	500
La Fondation Paul Gérin-Lajoie pour la Coopération internationale	1 000
La Piaule de Val-d'Or inc.	500
Le Noël du Bonheur inc.	500
Le Piolet	500
Les filles et les sciences, un duo électrisant	500
Les petits frères des pauvres	100
Leucan inc.	500
L'Itinéraire	500
L'Oeuvre des Samaritains	500
Maison des Jeunes de Saint-Colomban	250
Parlement Jeunesse du Québec	2 000
Parrainage civique Lanaudière	500
Regroupement des maisons des jeunes du Québec inc.	1 000
Réseau des femmes d'affaires du Québec inc.	500
Savoie, Carol-Ann, athlète	500
Violence Info	500
	43 350

Q-21 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de mise en disponibilité;
- les prévisions pour 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-22 Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2011-2012.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-23 Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme, incluant le cas échéant la Banque de développement économique du Québec, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-24 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

- Le nom de la personne : Pierre Saulnier.
- Le poste occupé : sous-ministre adjoint « 619 ».
- Le salaire : 148 246 \$.
- L'assignation initiale : sous-ministre adjoint aux Finances.
- La date de l'assignation hors structure : 8 mars 2010.
- La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 16 mai 2013.
- Prêté à Investissement Québec.
- Cet organisme rembourse au ministère des Finances le salaire de M. Saulnier.

- Le nom de la personne : Isabelle Jean
- Le poste occupé : sous-ministre adjointe « 619 ».
- Le salaire : 124 765 \$.
- L'assignation initiale : sous-ministre adjointe aux Finances.
- La date de l'assignation hors structure : 15 octobre 2012.
- La date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : 14 octobre 2017.
- Prêtée à la Société des loteries du Québec.
- Cet organisme rembourse au ministère des Finances le salaire de Mme Jean.

Q-25 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);
- l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucune personne du ministère n'est affectée à ce type d'organisme.

Q-26 Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique etc.;
- sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka etc.)

Quantité	Titre	Coût (\$)
1	Actualité (L')	37,95 \$
1	Actualité économique	105,00 \$
13	Affaires (Les)	1 011,32 \$
1	American Economic Review + Licence	1 007,78 \$
1	Asia Pacific Consensus Forecasts	774,41 \$
1	Assurance de personnes au Québec	1 127,00 \$
1	Assurances et gestion des risques	110,00 \$
1	Banking & Finance Law Review	391,50 \$
1	Bankruptcy of Corporations	152,17 \$
1	Banque Stratégie	890,19 \$
1	Benefits Canada	141,93 \$
4	Bloomberg Business Week	380,85 \$
1	Breakfast with Dave	1 149,75 \$
1	Brooking Papers on Economic Activity	113,19 \$
1	CA Magazine	32,20 \$
1	Cahiers de droit	55,00 \$
1	Canada Corporation Law Reports (CD-ROM)	1 870,00 \$
1	Canadian Goods and Services Tax Reporter	1 589,00 \$
1	Canadian Journal of Administrative Law and Practice	401,50 \$
1	Canadian Journal of Economics	317,00 \$
1	Canadian Public Policy	240,00 \$
1	Canadian Securities Law Reports	2 689,00 \$
1	Canadian Tax Library Plan (CD-ROM et Internet)	13 885,00 \$
1	CGA Magazine	26,25 \$
1	Chenelière comptabilité intermédiaire	167,95 \$
1	CICA Handbook Accounting and Insurance	95,00 \$
2	CICA Handbook Public Sector Accounting	190,00 \$
1	CICA Standards and Guidance Collection (DVD)	630,00 \$
10	Code civil du Québec – mise à jour	593,00 \$
1	Code criminel	60,00 \$
5	Code de procédure civile – mise à jour	315,00 \$
1	Collection APFF Impôts et taxes planification	2 370,00 \$
1	Collection fiscale du Québec DVD	5 849,00 \$
1	Collection fiscale du Québec : taxes à la consommation	2 309,00 \$
1	Collection normes et recommandations de l'ICCA	235,00 \$
1	Communication Arts	69,49 \$
1	Consensus Forecasts	2 679,00 \$
1	Contrats des organismes publics québécois	1 127,00 \$
1	Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	967,00 \$
1	Corporation sans but lucratif	209,50 \$
1	Courrier parlementaire	5 000,00 \$
1	Current Economics	317,77 \$
1	Décisions Commission de la fonction publique	165,00 \$
1	Devoir (Le)	183,04 \$
2	Devoir (Le) électronique	370,56 \$
1	Dismal Scientist	559,90 \$
1	Droit corporatif canadien et québécois (CD-ROM)	1 023,00 \$

Q-26 Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun. (suite)

Quantité	Titre	Coût (\$)
4	Droit des affaires	252,00 \$
1	Droit immobilier québécois	1 013,00 \$
1	Droit des compagnies annoté	131,00 \$
1	Duo Manuel – Mem Win CD et DVD	210,00 \$
1	Eastern Door (The) On line	51,00 \$
1	Econlit CD-ROM	4 040,37 \$
1	Economic Modelling	68,79 \$
8	Economist (The)	1 695,13 \$
1	Effectif	35,44 \$
1	Energy and Metal Consensus Forecasts	888,31 \$
1	Études économiques de l'OCDE	990,00 \$
1	Eureka	15 875,00 \$
2	Euromoney magazine	1 431,00 \$
2	Euroweek	10 870,81 \$
1	Événementiel (L')	195,00 \$
1	Expansion (L')	75,36 \$
1	Expansion management review	258,57 \$
3	F.T. Com (Financial Times)	1 160,10 \$
1	Financial reporting in Canada (DVD)	195,00 \$
1	Flash finance.ca	141,09 \$
1	Forces	29,99 \$
2	Foreign Affairs	131,48 \$
1	Foreign Exchange Consensus Forecasts	2 879,99 \$
1	Fortune	89,17 \$
1	Gazette (The)	263,88 \$
1	Gazette (The) électronique	120,00 \$
2	Gazette officielle du Québec, partie 2 Internet	460,00 \$
1	Globe and Mail (The) électronique	183,91 \$
1	Government Accounting Research System (CD-ROM)	402,17 \$
1	GST & Commodity Tax	385,50 \$
1	Guide fiscal CCH	179,00 \$
1	Guide fiscal CCH intégré à Collection Fiscale	2 213,00 \$
2	Harvard Business Review	276,00 \$
1	IASB's eIFRS Online	311,95 \$
1	Infobase lois et règlements du Québec	9 588,00 \$
2	Infopresse	198,00 \$
1	Institutional investor International	545,11 \$
1	International Financial Law Review	1 259,36 \$
1	International Financial Review	1 251,06 \$
1	International VAT Monitor Journal	142,97 \$
1	International VAT Monitor Online Publications	883,63 \$
2	Journal de l'Assurance	104,90 \$
1	Journal de Montréal	135,20 \$
1	Journal de Montréal électronique	39,99 \$
1	Journal de Québec électronique	39,99 \$
1	Journal of Derivatives	561,88 \$
1	Journal of Finance	616,99 \$
1	Journal of Financial Quantitatives Analysis	593,53 \$
1	Journal of Fixed Income (The)	553,86 \$
1	Journal of International Money and Finance	1 469,12 \$
1	Journal of Portfolio Management	986,13 \$
1	Journal of Risk (The)	1 041,34 \$
1	Jurisprudence fiscale québécoise SOQUIJ (DVD et Internet)	2 643,00 \$

Q-26 Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun. (suite)

Quantité	Titre	Coût (\$)
1	Licence de base secteur public Knotia ICCA	95,00 \$
1	Lien multimédia	199,00 \$
1	Maclean's	72,21 \$
1	Manuel de l'ICCA comptabilité	241,50 \$
17	Manuel de l'ICCA comptabilité et certification	1 495,00 \$
18	Manuel de l'ICCA comptabilité secteur public	1 555,00 \$
4	Manuel de l'ICCA normes et recommandations	285,00 \$
1	Manuel des corporations du Québec	575,00 \$
1	Marketing	160,00 \$
1	Martel : La corporation sans but lucratif	209,50 \$
1	Micro-pratique	117,94 \$
1	National Tax Journal	109,22 \$
1	NBER Digest	1 911,50 \$
1	Observateur économique canadien (L')	100,31 \$
1	Oilweek	99,00 \$
1	Perspective	22,04 \$
1	Policy Options	83,30 \$
4	Premium	143,30 \$
1	Presse (La)	240,24 \$
1	Presse (La) électronique	120,00 \$
1	Problèmes économiques	117,80 \$
1	Project Finance	2 615,77 \$
1	Projets de lois publics sanctionnés et présentations Assemblée Nationale	390,00 \$
1	Projets de lois publics sanctionnés et présentations français/anglais Assemblée nationale	735,00 \$
1	Provincial Tax Reports All Provinces	4 652,00 \$
1	Public Finance Review	1 091,82 \$
1	Québec inc.	28,40 \$
1	Québec municipal internet	500,00 \$
1	Realpac IFRS Handbook Member Knotia ICCA	425,00 \$
1	Repère internet 2012	800,00 \$
1	Revue CMA Management	15,75 \$
1	Revue de la Banque du Canada	25,00 \$
1	Revue française de comptabilité	142,97 \$
1	Séries chronologiques Fédération des Chambres immobilières du Québec	300,00 \$
1	Sociétés par actions	575,95 \$
1	Soleil (Le) électronique	120,00 \$
1	Taxfind online	495,00 \$
1	Taxnet.pro	2 136,96 \$
2	Terre de chez nous (La)	163,00 \$
1	Times magazine	103,42 \$
1	Trente	61,99 \$
1	URBA	52,00 \$
1	Value Added Taxation in Europe Online	849,16 \$
1	VC Reporter on-line Service	8 292,00 \$
1	Wall Street Journal (The) Online	107,40 \$
1	Wilmott Magazine	579,75 \$
1	World Securities Law Reports	2 091,50 \$

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- le nom du site Web;
- le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- la fréquence moyenne de mise à jour.

SITE INTERNET DU MINISTÈRE DES FINANCES

(www.finances.gouv.qc.ca)

qui regroupe aussi les sites :

BUDGET

(www.budget.finances.gouv.qc.ca)

et

SECTION INTERNET FONDS DES GÉNÉRATIONS

(www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2006-2007/fonds_generations.asp)

Firme ou professionnel ayant conçu le site

2000-2001

Néomédia (intégration multimédia) et Matteau Parent (conception graphique).

Coûts de construction du site

2000-2001

18 044 \$ (Néomédia : 4 710 \$ et Matteau Parent : 13 334 \$).

Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Description	Coûts 1 ^{er} avril au 30 nov. 2012
Refonte du site Internet	24 500,00 \$ (non récurrent)
Hébergement, infrastructure maintient de l'environnement	53 000,00 \$ (récurrent)
Sécurité entourant la mise en ondes du budget (18 200,00 \$ /budget)	36 400,00 \$
Hébergement annuel et DNS	396,00 \$
Total	114 296,00 \$

Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

En 2006, la Direction des communications a procédé, à l'aide de ressources internes, à une réorganisation du site Internet du Ministère.

Compte tenu de l'évolution des technologies Internet et afin d'être en mesure de mieux répondre aux multiples demandes d'ajout de contenus, une refonte a débuté en 2012 et se poursuivra en 2013-2014.

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site. (suite)

Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Fréquence moyenne de mise à jour.

Le site est mis à jour quotidiennement selon les besoins exprimés par les différentes directions du Ministère.

SITE INTERNET D'ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC
(www.epq.gouv.qc.ca)

Firme ou professionnel ayant conçu le site
IBM.

Coûts de construction du site
Coûts d'entretien seulement depuis la phase de construction qui s'est terminée en l'an 2000.

Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Description	Coûts 1 ^{er} avril au 30 nov. 2012
Ressources (excluant le hardware)	25 000,00 \$
Total	25 000,00 \$

Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Ne s'applique pas.

Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Fréquence moyenne de mise à jour.

L'information est mise à jour sur une base continue (taux, produits, etc.) Le contenu intégral du site est révisé au besoin (environ deux fois par année).

SITE INTERNET DE LA SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT DES
INFRASTRUCTURES LOCALES (SOFIL)

Firme ou professionnel ayant conçu le site

Le site a été conçu à l'interne en 2007.

Coûts de construction du site

Né s'applique pas.

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site. (suite)

Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Description	Coûts 1 ^{er} avril au 30 nov. 2012
Hébergement du site (CSPQ)	600,00 \$
DNS (11,00 \$/mois)	132,00 \$
Total	732,00 \$

Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Aucune refonte n'est prévue.

Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Fréquence moyenne de mise à jour.

Le site est mis à jour sur une base continue.

SITE INTERNET SUR LES CONSULTATIONS
PRÉBUDGÉTAIRES 2011-2012
(<http://consultations.finances.gouv.qc.ca>)

Firme ou professionnel ayant conçu le site

IXmédia en 2009.
IXmédia en 2010.
Amalgame en 2011.

Coûts de construction du site

23 000 \$ pour la construction et l'hébergement du site en 2009.

Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Description	Coûts 1 ^{er} avril au 30 nov. 2012
Mise à jour du site pour les consultations de 2012-2013	0\$
Création d'une plateforme mobile	0 \$
Hébergement annuel et DNS	0 \$
Total	0 \$

Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Le site est réactualisé et personnalisé selon les besoins exprimés et les enjeux de chaque consultation. La dernière consultation en ligne s'est déroulée du 25 octobre 2011 au 27 janvier 2012. L'an dernier, en plus des améliorations usuelles, une plateforme mobile a été ajoutée afin de rejoindre un plus grand nombre de citoyens.

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site. (suite)

Note : Compte tenu du changement de gouvernement, il n'y a pas eu de consultations prébudgétaires à l'automne 2012.

Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Fréquence moyenne de mise à jour.

Annuelle.

**SITE INTERNET GROUPE D'EXPERTS POUR
UN FINANCEMENT AXÉ SUR LES PATIENTS
2012-2013**

(<http://www.santefinancementactivite.gouv.qc.ca/>)

Firme ou professionnel ayant conçu le site

IXmédia en 2012.

Coûts de construction du site

7 900,00 \$.

Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Description	Coûts 1 ^{er} avril au 30 nov. 2012
Mise à jour du site	500,00 \$
Hébergement annuel et DNS	300,00 \$
Total	800,00 \$

Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Ne s'applique pas. Ce site a été créé en 2012.

Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Fréquence moyenne de mise à jour.

Le site est mis à jour mensuellement.

**SITE INTERNET DES GROUPES DE TRAVAIL
ET CONSULTATIONS**

(www.groupe.finances.gouv.qc.ca)

Note : ce portail regroupe les commissions, les consultations et les groupes de travail initiés par le ministère des Finances depuis 2001, et ce, afin de réduire les coûts d'hébergement.

Q-27 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site. (suite)

Il regroupe les sites suivants :

www.gesef.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur l'encadrement du secteur financier
www.gtie.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur l'investissement des entreprises (Rapport Fortin)
www.financementsante.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur le financement du système de santé (Rapport Castonguay)
www.gtaf.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur les aides fiscales aux régions ressources et à la nouvelle économie (Rapport Gagné)
www.desequilibrefiscal.gouv.qc.ca	Commission sur le déséquilibre fiscal
http://gttsp.gouv.qc.ca	Groupe de travail sur la tarification des services publics

Firme ou professionnel ayant conçu le site

Le site a été réalisé à l'interne.

Coûts de construction du site

Ne s'applique pas.

Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Description	Coûts 1 ^{er} avril au 30 nov. 2012
Hébergement du site (CSPQ)	600,00 \$
DNS (11,00 \$/mois)	132,00 \$
Total	732,00 \$

Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)

Les sites Internet des groupes de travail et des consultations ont été regroupés dans un seul site afin de regrouper l'information au même endroit, faciliter les recherches et réduire les frais d'hébergement, résultant d'une économie récurrente de 5000 \$ par an.

Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)

Cette question est jugée non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Fréquence moyenne de mise à jour.

Il s'agit d'un site d'archivage. On y fait des dépôts d'information seulement. Il n'y a aucune mise à jour.

Q-28 Nominations, depuis le 1^{er} avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats octroyés pour chaque mandat;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

Aucune nomination.

Q-29 Pour 2012-2013, les dépenses effectuées par ministère pour les visites et rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Aucune visite ou rencontre ministérielle et sous-ministérielle.

Q-30 Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 :

- les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- le nombre total de demandes reçues;
- le nombre total de demandes rejetées;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

Q-31 La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 31 août 2012 :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Veuillez référer aux réponses des questions 3 et 4 des Renseignements généraux.

Q-32 La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 31 août 2012 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-33 Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-34 Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2013-2014.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

Q-35 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-36 Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Recettes de la SOFIL provenant du gouvernement fédéral	
(en millions de dollars)	
	2012-13
Taxe fédérale sur l'essence	463,5
Total	463,5
 Subventions versées par la SOFIL à partir des transferts fédéraux	
(en millions de dollars)	
	2012-13⁽¹⁾
Projets en matière d'eau potable, d'eaux usées et de voirie locale	335,5
Projets en transport en commun	19,8
Total	355,3

(1) Chiffres préliminaires.

Q-37 Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

<i>Aucune entente.</i>

Q-38 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

2012-2013

Catégorie d'emploi	Nombre de prime	Montant total
Hors cadres	0	0 \$
Cadres	0	0 \$
Conseiller en gestion des ressources humaines	2	7 420 \$
Professionnels	141	230 041 \$
Fonctionnaires	20	30 764 \$
Total	163	268 225 \$

Q-39 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ.

PLQ : incluant des montants versés pour bris de contrat.

Montant des primes de départ incluant les montants versés pour bris de contrat par catégorie d'emploi pour le ministère des Finances et de l'Économie

Pour l'exercice financier 2012-2013, le montant total versé pour l'ensemble du Ministère est de 892 542 \$.

Q-40 Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?

- Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- Fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Q-41 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covoiturage octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- l'échéancier;
- le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.

Q-42 Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- la ou les dates des travaux;
- les coûts;
- le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

La réponse à cette question est incluse aux réponses des questions 17 et 18 des Renseignements généraux.

Q-43 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-44 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Veillez référer aux réponses des questions 15 c) et 15 f) des Renseignements généraux.

Q-45 Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Q-46 Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : la retraite; la démission; la révocation pour incompétence; la révocation pour incapacité; la fin d'emploi; le décès; la mise à pied; la destitution; toute autre raison.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-47 Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle
(Mission Finances)**

Février 2013

**Ministère
des Finances
et de l'Économie**

Québec



MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
(Mission Finances)

Table des matières

Ministère des Finances et de l'Économie

1. Indiquez la somme dépensée en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2. Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et la dépense fiscale réelle (ou la plus probable) au 31 mars 2013 de chacune des mesures ayant un impact sur les revenus du budget 2012-2013 (prévisions budgétaires vs coût observé en fin d'année).
3. Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et la dépense fiscale réelle (ou la plus probable) au 31 mars 2013 des mesures ayant un impact sur les dépenses du budget 2012-2013 (prévisions budgétaires vs coût observé en fin d'année).
4. Au niveau des transferts fédéraux, la ventilation des montants qui composent la rubrique « autres programmes » inscrite au Plan budgétaire pour 2012-2013.
5. Copie de toutes les études et analyses produites en 2012 et en 2013 portant sur les impacts de modifications à la structure fiscale du Québec.
6. Copie de toutes les études et analyses produites et/ou commandées en 2012 et en 2013 par le ministère des Finances (autre que les documents du budget) et portant sur la comparaison de la fiscalité applicable aux sociétés minières au Québec avec d'autres juridictions, dont notamment l'étude de PricewaterhouseCoopers déposée en septembre 2012 concernant le régime minier australien.
7. Copie de toutes les études ou analyses produites et/ou commandées en 2012 et 2013 par le ministère des Finances (autre que les documents du budget) portant sur les impacts de hausses de tarifs, de taxes ou de nouvelles tarifications dans les services publics, dont notamment la question des droits de scolarité au Québec.
8. Évolution détaillée sur cinq ans de chaque source de revenus qui compose les revenus autonomes du gouvernement en détaillant chacune des sources au maximum (exemple : pour les sociétés, donner de façon distincte la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale, chacune des taxes spécifiques et des taxes compensatoires).
9. Coût des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. Détailler le coût pour chacune des mesures comprises dans la stratégie des régions ressources, nombre d'entreprises s'étant prévaluées de la mesure et coût fiscal de la mesure. Déclinaison par région.
10. Taux d'emprunt des émissions de dette en 2012 et 2013. Écarts entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins. Prévisions utilisées sur les taux d'emprunt pour les cinq prochaines années. Prévisions sur l'écart entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins.
11. L'ensemble des sommes prélevées par le gouvernement du Québec auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.) pour chacune des 15 dernières années.
12. Copie de toutes les études ou analyses produites et/ou commandées en 2012 et 2013 par le ministère des Finances concernant le coût de la création du nouveau congé d'impôt pour les investissements, annoncé au Budget 2013-2014, incluant :
 - le détail des projets d'investissements visés, des compagnies visées.

13. Copie de toutes les études ou analyses produites et/ou commandées en 2012 et 2013 par le ministère des Finances concernant la suspension de la mise en œuvre du crédit d'impôt aux travailleurs expérimentés, annoncée au Budget 2013-2014.
14. Copie de toutes les études ou analyses produites et/ou commandées en 2012 et 2013 par le ministère des Finances concernant les nouvelles mesures fiscales destinées à l'industrie biopharmaceutique, annoncées au Budget 2013-2014, incluant :
 - le détail des projets d'investissements visés, des compagnies visées.

Demande transmise par la mission Économie

- 26 (2) Comparaison pour l'année 2012 du TEMI (taux effectif marginal d'imposition) du Québec, du Canada et des autres provinces canadiennes, des États-Unis et des pays du G8.

Demande transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)

- A-24 Prime au travail :
 - état de la situation
 - budget des trois dernières années
 - budget projeté pour 2013-2014
 - nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
 - objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013
- J-10 Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévision pour 2013-2014. Préciser :
 - a. personne vivant seule
 - b. couple
 - c. famille monoparentale
 - d. famille biparentale
 - e. famille homoparentale
 - f. définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme
 - g. définition du concept « lien d'emploi » pour le programme
- M-23 Quelle est la dépense prévue, le nombre de bénéficiaire et le coût moyen du crédit d'impôt pour la solidarité.

Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP)

► Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers

15. Nom des membres de la direction, postes occupés, rémunération détaillée (rémunération fixe et variable, primes de départ et prestations de retraite) et avantages sociaux.
16. Pour chaque classe d'emplois, quels sont les indicateurs utilisés pour fixer le niveau de la rémunération variable.
17. Pourcentage et valeur nominale des actifs de la caisse investis au Québec, ventilés par portefeuille pour chacune des dix dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.
18. Pourcentage et valeur nominale des actifs de la caisse investis au Canada, ventilés par portefeuille pour chacune des dix dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.
19. Pourcentage et valeur nominale des actifs de la caisse investis à l'extérieur du Canada, ventilés par portefeuille pour chacune des dix dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.
20. Date de nomination et échéance du mandat pour chacun des administrateurs de la caisse.
21. Composition de chaque comité du conseil d'administration.

22. Valeur marchande du placement de la caisse dans BAA au 31 décembre 2012.
23. Pour chacune des cinq dernières années (au 31 décembre), valeur totale des PCAA/BTAA détenus par la caisse.
24. Répartition d'actif au 31 décembre pour les dix dernières années.
25. Pour chacune des dix dernières années, le total du passif de la caisse, le ratio passif sur actif total et l'utilisation du passif par catégorie de placement.
26. Liste des contrats octroyés par la caisse en 2012 à des firmes de recrutement en mentionnant la date de l'octroi, le mandat, le profil recherché, le nom de la firme, le montant, la durée du mandat et le mode d'octroi.
27. Pour 2012 et 2013, liste des réceptions, fêtes et activités sociales dont une partie ou la totalité des coûts est défrayée par la caisse avec le montant défrayé pour chacune de ces occasions, le nombre de personnes invitées, la date et le motif.
28. Pour chacune des trois dernières années, le nombre d'employés ayant quitté la caisse, ventilé par motif (retraite, congédiement, départ volontaire), montant des primes de départ et autres indemnités accordées dans le cadre de ces départs.
29. Pour chacune des trois dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de la caisse, ventilé par catégorie d'emplois.
30. Pour chacune des trois dernières années, le total des dépenses de la caisse pour des services de communication/relations publiques, en précisant les sommes allouées à des ressources internes et les mandats donnés à l'externe.
31. Pour chacune des trois dernières années, le total des dépenses de la caisse pour des activités de représentation.
32. Pour chacune des trois dernières années, au 31 décembre, le nombre et le montant total des placements de la caisse dans les paradis fiscaux, en se référant à liste des paradis fiscaux non coopératifs de l'OCDE.
33. Liste des investissements dans des compagnies exploitant des mines, à jour en 2013. Montant de l'investissement de départ, valeur actuelle.

Société des alcools du Québec (SAQ)

► Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers

34. Détails de la politique salariale de la SAQ, rémunération, bonis et avantages sociaux.
35. Pour chacune des cinq dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de la SAQ, ventilé par catégorie d'emplois.
36. La variation moyenne de prix, par catégorie de produit, entre 2012 et 2013.
37. Variation de prix entre 2012 et 2013 pour chacun des dix produits les plus vendus par la SAQ en 2012.
38. Nom des membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.
39. Comparaison des prix entre le Québec et les autres provinces canadiennes, par type de produits et par gamme de prix.
40. Liste des 50 produits les plus vendus par la SAQ en 2012 en précisant, pour chacun de ces produits, les quantités vendues, le prix, la variation de prix entre 2012 et 2013, le pourcentage des ventes totales que chacun de ces produits représente ainsi que la devise utilisée pour le paiement au producteur ou au distributeur qui transige avec la SAQ.
41. Valeur de la transaction moyenne pour chacune des cinq dernières années.
42. Détail des ajustements salariaux accordés en 2012-2013 par catégorie d'emplois.

43. Nombre, type, durée, sujets des formations offertes par la SAQ à ses employés en 2012 et nombre de participants.
44. Nombre de jours de formation moyen suivi par les employés de la SAQ, ventilé par catégorie d'emplois.
45. Le détail des coûts engendrés par l'augmentation de la taxe spécifique sur les boissons alcooliques annoncée au Budget 2013-2014, dont notamment et non limitativement:
 - les coûts reliés aux inventaires;
 - les coûts reliés au changement de tout matériel promotionnel (campagne publicitaire, affichage sur les sites internet, pancartes, coupons, etc.);
 - les coûts administratifs, les coûts de transition;
 - les coûts reliés à la suppression de toute information;
 - les coûts reliés aux heures supplémentaires et l'embauche de personnel afin de se conformer aux mesures du Budget 2013-2014; et
 - tout autre coût le cas échéant.

Loto-Québec

► Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

46. Détails de la politique salariale rémunération, bonis et avantages sociaux.
47. Pour chacune des cinq dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de Loto-Québec, ventilé par catégorie d'emplois.
48. Nom des membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.
49. Décomposition des revenus de Loto-Québec, par secteur d'activité et par produit, pour les cinq dernières années.
50. Rendement de chacun des Ludoplex, en précisant le nombre d'appareils.
51. Nombre d'appareils de loterie vidéo pour chacune des cinq dernières années, ventilé par type d'établissement (Ludoplex, bars, etc.).
52. Liste des dix sites regroupant le plus d'appareils de loterie vidéo, en mentionnant le nombre d'appareils.
53. Copie de toutes les études ou analyses produites et/ou commandées en 2012 et 2013 par le ministère des Finances concernant les impacts sociaux et financiers de la modification réglementaire, annoncée au Budget 2013-2014, sur le nombre maximal d'appareils de loterie vidéo autorisé par licence d'exploitant de site incluant :
 - le détail des estimations justifiant les revenus additionnels escomptés de 50M\$ en 2013-2014 et de 90M\$ en 2014-2015.
54. Pour chacun des casinos du Québec en 2012-2013, les revenus ventilés par type de jeu et le taux de redistribution par type de jeu.
55. Pour chaque mois depuis la mise en service, donner les statistiques d'utilisation du jeu en ligne (nombre d'utilisateurs, revenus totaux, dépense moyenne par utilisateur, nombre d'utilisateurs qui ont atteint la mise maximale autorisée).
56. Quels sont les coûts totaux d'implantation et d'exploitation du jeu en ligne.
57. Pour chacune des dix dernières années, les statistiques d'utilisation du pari sportif, ventilé par type de pari. Donner notamment le nombre de mises annuelles, les revenus totaux, le taux de redistribution.

Q-1 Indiquez la somme dépensée en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Dépenses 2012-13 au 30 novembre 2012 (excluant la rémunération) : 2 173 107 \$

Frais d'opérations : 3 052 \$
Réunion, frais déplacement, formation, carburant, etc.

Acquisitions d'équipement et matériels : 923 525 \$
Imprimantes, disques durs, renouvellement de licences, etc.

Services professionnels et techniques : 1 246 530 \$

- Internes :

- CSPQ : 765 942 \$
- MDEIE : 8 736 \$

- Externes : 471 852 \$

*Fournisseurs (liens réseau et internet, services soutien aux licences, etc.)
et consultants en informatique*

Q-2 Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et la dépense fiscale réelle (ou la plus probable) au 31 mars 2013 de chacune des mesures ayant un impact sur les revenus du budget 2012-2013 (prévisions budgétaires vs coût observé en fin d'année).

IMPACT FINANCIER DES MESURES DU BUDGET 2012-2013

Mesures affectant les revenus

(en millions de dollars)

	Impact financier pour le gouvernement
	Budget 2012-2013
– Réduction de la taxe sur la masse salariale pour favoriser l'emploi des travailleurs âgés de 65 ans ou plus	—
– Bonification du crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans une région ressource éloignée	—
– Réduction des taux du crédit d'impôt relatif aux ressources	—
– Bonification des taux du crédit d'impôt relatif aux ressources en contrepartie d'une participation	—
– Révision des droits d'inscription et de renouvellement des claims	—
– Incitatifs à la transformation du minerai	—
– Bonification du crédit d'impôt à l'investissement	-1,0
– La mise en place du nouveau régime forestier : l'augmentation des redevances	—
– Rehaussement du plafond annuel d'émission de Fondation	-6,3
– Crédit d'impôt relatif aux frais d'émission d'actions lors d'un PAPE dans le cadre du RÉA II	-0,8
– Crédit d'impôt relatif à la diversification des marchés des entreprises manufacturières québécoises	-1,5
– Ajustements au crédit d'impôt pour la production de titres	-0,7
– Amélioration du régime d'investissement coopératif	-1,0
– Reconduction du mécanisme de ristourne à impôt différé	—
– Aide fiscale au démarrage d'une société de gestion de portefeuille	-1,0
– Mise en place d'un crédit d'impôt remboursable favorisant la modernisation de l'offre d'hébergement touristique	-4,0
– Mise en place d'un crédit d'impôt remboursable pour la production d'événements ou d'environnements multimédias présentés à l'extérieur du Québec	-1,3
– Hausse du plafond du crédit d'impôt remboursable pour la production de spectacles à l'égard des comédies musicales	-0,3
– Élargissement de la bonification applicable à certaines productions cinématographiques ou télévisuelles de langue française	-0,1
– Bonification du crédit d'impôt pour maintien à domicile d'une personne âgée	-3,0
– Mise en place d'un nouveau crédit d'impôt remboursable pour l'achat de bien visant à prolonger l'autonomie des aînés	-5,0
– Création d'un nouveau crédit d'impôt remboursable pour les frais de séjour dans une unité transitoire de récupération fonctionnelle	-1,5
– Bonification pour les conjoints admissibles du montant de base du crédit d'impôt remboursable pour les aidants naturels d'une personne majeure	-1,5
– Élimination de la taxe sur la masse salariale sur les cotisations versées par l'employeur aux fonds fiscalisés	-0,5
– Impact des nouvelles initiatives contre l'évasion fiscale affectant les revenus	5,0
TOTAL	-25,2

Notes : Un montant négatif indique un coût pour le gouvernement.

La dépense réelle pour 2012-2013 n'est pas encore disponible. Par conséquent, la dépense probable demeure inchangée par rapport à ce qui avait été estimé.

Q-3 Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et la dépense fiscale réelle (ou la plus probable) au 31 mars 2013 des mesures ayant un impact sur les dépenses du budget 2012-2013 (prévisions budgétaires vs coût observé en fin d'année).

MESURES BUDGÉTAIRES, PAR MINISTÈRE
(en millions de dollars)

	Budget 2012-2013
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	
• 150 M\$ d'investissements dans les programmes de rénovation et d'adaptation de domicile	—
• AccèsLogis Québec - 2 000 unités	—
• AccèsLogis Québec/Chantier de l'économie sociale - 500 unités	-0,2
• Bonification des CLD pour l'entrepreneuriat	-3,3
• Fonds de développement régional (FDR)	-17,0
• Logement abordable Québec - 500 unités pour le volet privé	—
• Ceintures vertes : Accompagner les communautés métropolitaines de Montréal et de Québec dans l'implantation de leur ceinture verte	-8,0
Sous-total	-28,5
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	
• Aliments du Québec	-4,0
• Plan d'amélioration de la compétitivité du secteur des pêches et de l'aquaculture commerciale	-2,0
• Produits alimentaires régionaux	-1,0
• Soutien à la recherche (CIRANO)	-0,3
• Soutien au développement de la transformation alimentaire	-3,0
• Amélioration de la santé et du bien-être animal	-1,0
Sous-total	-11,3
Conseil exécutif	
• Centre de la francophonie dans les Amériques	-1,0
• Fonds de développement régional (FDR)	-2,0
• Renouvellement du Fonds d'initiatives autochtones (FIA)	-8,0
Sous-total	-11,0
Culture, Communications et Condition Féminine	
• Hausse du soutien aux institutions muséales	-2,5
• Placements Culture - volet musées d'État	-1,0
• Soutien additionnel au CALQ - Appui au fonctionnement	-0,3
• Soutien additionnel au CALQ - Soutien au secteur de la danse	-1,2
• Soutien au fonctionnement des Musées McCord et Stewart	-1,0
• Mise en œuvre de la stratégie en numérique	-2,0
• Soutien aux médias communautaires	-1,0
Sous-total	-9,0
Développement durable, Environnement et Parcs	
• Acquisition de connaissances sur le milieu marin du golfe du Saint-Laurent	-1,0
• Appuyer les actions du milieu pour lutter contre le vieillissement des lacs	-1,0
• Investissement de 35 M\$ dans les parcs et les réserves de la Sépaq	-2,0
Sous-total	-4,0

Q-3 Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et la dépense fiscale réelle (ou la plus probable) au 31 mars 2013 des mesures ayant un impact sur les dépenses du budget 2012-2013 (prévisions budgétaires vs coût observé en fin d'année). (suite)

MESURES BUDGÉTAIRES, PAR MINISTÈRE
(en millions de dollars)

	Budget 2012-2013
Développement économique, Innovation et Exportation	
• Appui au développement des attraits touristiques	-6,0
• Appui aux exportations dans le secteur forestier	-1,0
• Appui aux exportations pour le secteur agroalimentaire	-1,0
• Bonification des CLD pour l'entrepreneuriat	-14,2
• Bonification des CLD pour l'entrepreneuriat	—
• Création d'une grappe minière (MRN)	-0,2
• Enveloppe d'appariement pour les CLD	—
• Export Québec : Ouverture à de nouveaux secteurs	—
• Fondation du Maire de Montréal : contribution à un fonds d'appariement avec le secteur privé - Subvention pour prêt	-1,7
• Fonds de 3 M\$ de développement Emploi-Montréal (FDEM) PIF	-0,9
• Fonds de développement régional - BCN	-0,8
• Maximiser les retombées pour les entreprises québécoises - Portail	-1,0
• Mise en place d'un programme de soutien à l'entrepreneuriat chez les travailleurs d'expérience	-1,0
• Nouveau volet : ESSOR 2.0	—
• Programme favorisant la capitalisation des entreprises de l'économie sociale	—
• Soutien aux entreprises d'économie sociales en aide domestique pour le développement de meilleures pratiques d'affaires	-0,4
• Transformation de la société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches : 80 M\$ pour les régions de la Capitale Nationale et de Chaudière-Appalaches	—
• Créer PME 2.0	-2,0
• Montréal, ville de mode et de créativité	-2,5
Sous-total	-32,7
Éducation, Loisir et Sport	
• Appuyer la formation d'appoint pour les immigrants	-0,8
• Financement additionnel des centres de loisirs communautaires	-1,0
• Mise en œuvre de Placements Sports pour le financement des fédérations sportives	-2,0
• Soutien au Défi Sportif AlterGo	-0,5
Sous-total	-4,3

Q-3 Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et la dépense fiscale réelle (ou la plus probable) au 31 mars 2013 des mesures ayant un impact sur les dépenses du budget 2012-2013 (prévisions budgétaires vs coût observé en fin d'année). (suite)

MESURES BUDGÉTAIRES, PAR MINISTÈRE

(en millions de dollars)

	Budget 2012-2013
Emploi et Solidarité sociale	
• Adaptation de l'organisation du travail afin de favoriser le maintien en emploi	-2,0
• Amélioration de la diffusion d'information sur le marché du travail et de l'offre de stages	-1,0
• Appui supplémentaire pour accroître la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre en entreprise	-2,0
• Bonification - volet Interconnexion Montréal métropolitain	-1,5
• Bonification de l'aide à l'embauche de travailleurs d'expérience mis à pied	-4,0
• Bonification du programme Alternative jeunesse	-2,0
• Bonification du programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME)	-2,0
• Investissement de 361 M\$ sur trois ans de la Commission des partenaires du marché du travail pour l'initiative Investissement-Compétences	—
• Mise en place du programme Mon premier emploi au Québec : accompagnement des nouveaux arrivants	-2,0
• Mise en place du régime volontaire d'épargne retraite pour 2 millions de travailleurs	-2,0
• Nouveau volet Interconnexion régions	-0,7
• Sensibilisation de la population et des acteurs du marché du travail	-1,0
Sous-total	-20,2
Famille et Aînés	
• Autres mesures pour améliorer les services de proximité	-2,2
• Amélioration des Carrefours d'information pour les aînés	-0,8
• Hausse du soutien aux organismes communautaires Famille et haltes-garderies	-2,0
• Initiatives de travail de milieu auprès des aînés vulnérables	-2,0
• Nouveau programme Québec Amis des aînés	-2,0
• Programme de surveillance pour les jeunes handicapés	-0,3
Sous-total	-9,3
Finances	
• Centre d'expertise en lutte à la criminalité financière	-0,2
• Élargissement du mandat de la Société d'investissement dans la diversification de l'exploration (SIDEX)	—
• Financement axé sur les patients : mise en place d'un groupe d'experts et soutien financier d'initiatives concrètes	-2,0
• Nouvelles mesures de lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	-5,0
• Soutien à la recherche sur les politiques publiques (CIRANO)	-
Sous-total	-7,2

Q-3 Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et la dépense fiscale réelle (ou la plus probable) au 31 mars 2013 des mesures ayant un impact sur les dépenses du budget 2012-2013 (prévisions budgétaires vs coût observé en fin d'année). (suite)

MESURES BUDGÉTAIRES, PAR MINISTÈRE

(en millions de dollars)

	Budget 2012-2013
Immigration et Communautés culturelles	
• Mieux réussir l'immigration	—
• Mise en place du programme Mon premier emploi au Québec : Accompagnement des nouveaux arrivants	—
• Nouveau volet du programme Passerelle	-0,5
Sous-total	-0,5
Justice	
• Indemnisation des victimes d'actes criminels	-0,5
Sous-total	-0,5
Relations internationales	
• Accroître les opportunités d'affaires via le réseau des bureaux du Québec à l'étranger	-1,5
• Financement de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse	-1,5
Sous-total	-3,0
Ressources naturelles et Faune	
• Chantier sur la forêt feuillue	-1,0
• Création d'Investissement-Québec Ressources	—
• Élargissement du programme "Rénoclimat" pour la rénovation domiciliaire écoénergétique incluant les logements locatifs	—
• Étude pour une desserte de gaz naturel sur la Côte-Nord en remplacement du mazout	—
• Modification au régime d'octroi des permis d'exploration pour permettre des prises de participation du gouvernement	—
• Négociation de prises de participation du gouvernement	—
• Plan de restauration des sites contaminés (Passifs environnementaux)	—
• Plan d'intervention contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette	-2,0
• Programme de connaissance géographique	-2,0
• Stratégie d'utilisation du bois dans la construction au Québec	-1,0
Sous-total	-6,0
Secrétariat du Conseil du trésor	
• Améliorer la prestation de services aux entreprises	-1,0
Sous-total	-1,0
Tourisme	
• Hausse de 12,5 M\$ à 17,5 M\$ du financement des festivals et des événements touristiques	-2,5
Sous-total	-2,5
IMPACT TOTAL	-151,0

Note : La dépense réelle pour 2012-2013 n'est pas encore disponible. Par conséquent, la dépense probable demeure inchangée par rapport à ce qui avait été estimé.

Q-4 Au niveau des transferts fédéraux, la ventilation des montants qui composent la rubrique « autres programmes » inscrite au Plan budgétaire pour 2012-2013.

DÉTAIL DE LA RUBRIQUE « AUTRES PROGRAMMES » DES REVENUS DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
(en millions de dollars)

	2012-2013 ^P
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	287,0
Intégration des immigrants	287,0
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	82,8
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	36,9
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45,9
SÉCURITÉ PUBLIQUE	-2,3
Aide financière - catastrophes	-2,3
FINANCES	-301,8
Transfert fiscal au titre de l'ancien programme d'allocations aux jeunes	-732,0
Bilinguisme	38,5
Programme canadien de prêts aux étudiants	280,4
Droit à l'exportation du bois d'œuvre	15,0
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	60,7
Subside basé sur la population	5,3
Compensation fédérale à l'égard de l'élimination de la taxe sur le capital	0,0
Financement de base de Chantiers Canada	9,9
Fonds pour le recrutement de policiers	18,3
Autre revenus découlant des fiducies	2,1
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	125,4
Enseignement aux enfants indiens	125,4
JUSTICE	28,1
Conseillers juridiques auprès des autochtones	0,5
Informations concernant les sentences	0,0
Enregistrement des actions en divorce	0,0
Aide juridique	27,2
Mesures québécoises de justice familiale	0,3
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	758,7
Entente relative au marché du travail (EDMT)	643,0
Entente Canada-Québec sur le marché du travail 2008-2014 (EMT)	115,7
TRANSPORTS	0,3
Entretien de chemins fédéraux	0,1
Aménagement d'aéroports (amortissement revenus reportés)	0,2
Total des autres programmes	978,1

P : Prévvision du budget du Québec de novembre 2012.

Q-5 Copie de toutes les études et analyses produites en 2012 et en 2013 portant sur les impacts de modifications à la structure fiscale du Québec.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-6 Copie de toutes les études et analyses produites et/ou commandées en 2012 et en 2013 par le ministère des Finances (autre que les documents du budget) et portant sur la comparaison de la fiscalité applicable aux sociétés minières au Québec avec d'autres juridictions, dont notamment l'étude de PricewaterhouseCoopers déposée en septembre 2012 concernant le régime minier australien.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-7 Copie de toutes les études ou analyses produites et/ou commandées en 2012 et 2013 par le ministère des Finances (autre que les documents du budget) portant sur les impacts de hausses de tarifs, de taxes ou de nouvelles tarifications dans les services publics, dont notamment la question des droits de scolarité au Québec.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-8 Évolution détaillée sur cinq ans de chaque source de revenus qui compose les revenus autonomes du gouvernement en détaillant chacune des sources au maximum (exemple : pour les sociétés, donner de façon distincte la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale, chacune des taxes spécifiques et des taxes compensatoires).

REVENUS CONSOLIDÉS
ÉVOLUTION DES REVENUS PAR SOURCE
(en millions de dollars)

	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13 ^P
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU					
REVENUS AUTONOMES⁽¹⁾					
IMPÔTS SUR LES REVENUS ET LES BIENS					
IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS	17 103	16 459	17 913	18 980	19 368
COTISATIONS AU FONDS DES SERVICES DE SANTÉ	5 631	5 797	5 974	6 246	6 507
IMPÔTS DES SOCIÉTÉS					
- Impôt sur le revenu ⁽²⁾	2 278	2 169	2 393	2 864	n.d.
- Taxe sur le capital ⁽²⁾	797	553	271	99	n.d.
- Taxe sur les services publics (TSP)	368	375	349	345	n.d.
- Taxe sur primes d'assurance	356	390	398	350	n.d.
- Taxe compensatoire ⁽³⁾	117	114	228	236	n.d.
- Sous-total aux impôts des sociétés	3 916	3 601	3 639	3 894	4 209
SOUS-TOTAL	26 650	25 857	27 526	29 120	30 084
TAXES À LA CONSOMMATION					
VENTES AU DETAIL	10 472	10 473	11 468	13 159	14 964
TABAC	594	664	764	802	757
BOISSONS ALCOOLIQUES	430	433	446	440	471
AUTRES	17	16	-9	18	18
SOUS-TOTAL	11 513	11 586	12 669	14 419	16 210
DROITS ET PERMIS					
RESSOURCES NATURELLES					
- Ressources forestières	2	3	3	3	-11
- Ressources minières	6	97	304	333	241
- Ressources hydrauliques	1	5	3	4	3
- Sous-total, ressources naturelles	9	105	310	340	233
AUTRES	243	249	275	263	272
SOUS-TOTAL	252	354	585	603	505
REVENUS DIVERS					
VENTES DE BIENS ET SERVICES	428	448	438	366	372
INTÉRÊTS	635	387	438	455	501
AMENDES, CONFISCATIONS ET RECOUVREMENTS	661	619	731	560	600
SOUS-TOTAL	1 724	1 454	1 607	1 381	1 473
REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT					
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	806	867	915	1 000	1 021
LOTO-QUÉBEC	1 375	1 252	1 247	1 196	1 221
HYDRO-QUÉBEC	3 098	2 943	2 478	2 545	2 625
AUTRES	-266	-184	198	8	53
SOUS-TOTAL	5 013	4 878	4 838	4 749	4 920
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	45 152	44 129	47 225	50 272	53 192
TRANSFERTS FÉDÉRAUX					
PÉRÉQUATION	8 028	8 355	8 552	7 815	7 391
PAIEMENT DE PROTECTION				369	362
TRANSFERTS POUR LA SANTÉ	3 740	4 148	4 309	4 511	4 762
TRANSFERT POUR L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET LES AUTRES PROGRAMMES SOCIAUX	1 267	1 461	1 455	1 488	1 479
AUTRES PROGRAMMES	988	1 197	1 109	1 060	978
COMPENSATION POUR L'HARMONISATION DE LA VENTE DU QUÉBEC (TVQ) À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS)					733
AFFECTATION AU FINESSS D'UNE PARTIE DE LA COMPENSATION POUR L'HARMONISATION DE LA TVQ À LA TPS					
TOTAL DES TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA	14 023	15 161	15 425	15 243	15 705
TOTAL DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX	14 023	15 161	15 425	15 243	15 705
TOTAL DES REVENUS AU FONDS GÉNÉRAL	59 175	59 290	62 650	65 515	68 897
ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES, FONDS SPÉCIAUX ET RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION ⁽⁴⁾					
FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES	7 015	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
FONDS SPÉCIAUX	n.d.	6 751	7 221	8 218	8 865
ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES	n.d.	17 336	17 154	18 028	18 993
RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION	n.d.	33 664	34 560	35 836	36 642
FONDS DES GÉNÉRATIONS	587	725	760	840	879
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES	966	1 152	1 616	1 477	1 368
TRANSFERTS LIÉS AU RÉGIME FISCAL	4 686	5 878	6 096	6 016	6 215
AJUSTEMENTS DE CONSOLIDATION	798	-46 192	-47 194	-49 517	-51 234
SOUS-TOTAL	14 052	19 314	20 213	20 898	21 728
TOTAL DES REVENUS CONSOLIDÉS	73 227	78 604	82 863	86 413	90 625

P : Prévisions.

(1) Les données ont été redressées afin de refléter la création du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) et le Fonds relatif à l'administration fiscale (FRAF), ainsi que la comptabilisation de la provision pour créances douteuses (PCD) à l'encontre des revenus budgétaires.

(2) Après répartition des crédits d'impôt à l'encontre des revenus d'impôt sur le revenu et de la taxe sur le capital.

(3) Depuis le 1^{er} juillet 1992, les institutions financières présentes au Québec sont assujetties à une taxe compensatoire.

(4) Pour 2008-2009, les données pour les fonds spéciaux et les organismes autres que budgétaires sont présentées globalement.

Q-9 Coût des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014. Détailler le coût pour chacune des mesures comprises dans la stratégie des régions ressources, nombre d'entreprises s'étant prévaluées de la mesure et coût fiscal de la mesure. Déclinaison par région.

COÛTS

Fiscalité des entreprises

- Pour les années 2011-2012 et 2012-2013, le total des mesures fiscales aux régions ressources est estimé à 116 M\$ et 94 M\$ respectivement.
 - La diminution s'explique notamment par l'impact de la fin du congé fiscal pour les PME manufacturières au 31 décembre 2010.

MESURES FISCALES AUX RÉGIONS RESSOURCES, 2011-2012 ET 2012-2013

Mesures fiscales	Nombre d'entreprises ⁽¹⁾	Montant d'aide (M\$)	
		2011-2012	2012-2013
Crédit d'impôt pour les activités de transformation	600	38	27
Crédit d'impôt pour la Gaspésie et certaines régions maritimes	80	13	13
Crédit d'impôt pour la Vallée de l'aluminium	60	6	6
Congé fiscal pour les PME manufacturières	1 000	16	—
Crédit d'impôt à l'investissement	1 000	43	48
TOTAL	—	116	94

(1) Nombre moyen d'entreprises réclamant l'aide fiscale. À noter que certaines entreprises peuvent bénéficier de plus d'une mesure fiscale.

Source : Prévisions du MFEQ.

Q-10 Taux d'emprunt des émissions de dette en 2012 et 2013. Écarts entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins. Prévisions utilisées sur les taux d'emprunt pour les cinq prochaines années. Prévisions sur l'écart entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins.

TAUX DE RENDEMENT SUR LES OBLIGATIONS À 10 ANS EN 2012-2013⁽¹⁾
(en pourcentage)

	Taux Québec	Taux Ontario	Écart Québec-Ontario
Janvier 2012	2,97	2,90	0,07
Février 2012	2,99	2,93	0,06
Mars 2012	3,12	3,08	0,04
Avril 2012	3,15	3,11	0,04
Mai 2012	2,99	2,94	0,05
Juin 2012	2,87	2,80	0,07
Juillet 2012	2,79	2,69	0,10
Août 2012	2,96	2,82	0,14
Septembre 2012	2,92	2,81	0,11
Octobre 2012	2,92	2,81	0,11
Novembre 2012	2,88	2,78	0,10
Décembre 2012	2,91	2,81	0,10
Janvier 2013 ⁽²⁾	2,98	2,90	0,08
Moyenne	2,96	2,88	0,08

(1) Moyennes de données quotidiennes.

(2) Moyenne des données au 23 janvier 2013

Source : PC-Bond.

Les informations suivantes sont publiées par le ministère des Finances dans les documents budgétaires.

MARCHÉS FINANCIERS CANADIENS
(taux en pourcentage)

	2011	2012	2013	2014
Taux cible du financement à un jour	1,0	1,0	1,0	1,4
Bons du Trésor Canada – 3 mois	0,9	1,0	1,0	1,4
Obligations Canada – 10 ans	2,8	1,9	2,4	3,2

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

Q-11 L'ensemble des sommes prélevées par le gouvernement du Québec auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.) pour chacune des 15 dernières années.

- Le tableau ci-après présente les prélèvements effectués auprès des sociétés minières pour les années 2000 à 2011.
 - Les données présentées dans ce tableau sont établies en fonction des déclarations des exploitants et compilées sur une base d'année civile selon leur date de fin d'exercice financier.
 - Les prélèvements à l'égard des sociétés minières pour 2010 et 2011 sont des données préliminaires.

PRÉLÈVEMENTS FISCAUX DIRECTS EFFECTUÉS AUPRÈS DES SOCIÉTÉS MINIÈRES
(prélèvements fiscaux et régime de droits miniers, en millions de dollars)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 ^P	2011 ^P
Prélèvements fiscaux												
Nombre de sociétés	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	389	454	452	439	443	n.d.
Impôt à payer sur le revenu des sociétés	3	6	11	4	16	27	40	31	71	7	75	n.d.
Taxe sur le capital	36	38	59	29	28	31	32	33	27	20	7	n.d.
Cotisation des employeurs au FSS	39	40	45	32	32	32	37	39	44	43	41	n.d.
Sous-total - prélèvements fiscaux	78	83	115	65	76	90	109	103	142	70	123	N.D
Régime d'impôt minier												
Nombre de sociétés ¹	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	166	188	215	207	208	221
Sociétés productrices												
Valeur brute de production	2578	2573	2423	2226	2567	2654	3137	3785	4722	3983	5754	7266
Profit minier	104	96	25	31	137	277	454	335	837	494	1992	2326
Impôt minier déclaré	25	20	19	14	24	43	68	49	114	62	279	351
Crédits de droits réclamés	-7	-5	-7	-2	-3	-4	-4	-3	-5	-1	-4	-1
Impôt minier net: sociétés productrices	18	15	13	11	21	39	64	46	108	61	275	351
Sociétés juniors												
Crédits de droits réclamés	-2	-3	-4	-4	-8	-8	-13	-21	-28	-15	-12	-14
Sous-total - régime d'impôt minier (net)	16	12	8	8	13	31	51	25	81	45	263	337
TOTAL DES PRÉLÈVEMENTS	93	95	124	73	89	121	160	128	223	115	386	n.d.

P : Les prélèvements fiscaux pour 2010 sont préliminaires et les données de 2011 concernant le régime d'impôt minier sont préliminaires.

- (1) Le nombre de sociétés correspond au nombre des sociétés distinctes ayant produit une déclaration de droits miniers incluant notamment les sociétés juniors (exploration). Chacune de ces sociétés est considérée pour les prélèvements au régime fiscal des sociétés. Par contre, le nombre de sociétés minières considérées pour le calcul des prélèvements fiscaux est supérieur au nombre de sociétés visées par le régime d'impôt miniers, pour plusieurs raisons. Par exemple : certaines entreprises minières œuvrant en exploration ne font de déclaration de droits miniers; une mine est exploitée par une société et cette dernière peut faire partie d'un groupe de sociétés, qui elles font toutes partie du secteur minier; des entreprises du secteur minier peuvent ne pas être assujetties au régime minier (sable, carrière, etc.).

Q-12 Copie de toutes les études ou analyses produites et/ou commandées en 2012 et 2013 par le ministère des Finances concernant le coût de la création du nouveau congé d'impôt pour les investissements, annoncé au Budget 2013-2014, incluant :

- le détail des projets d'investissements visés, des compagnies visées.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-13 Copie de toutes les études ou analyses produites et/ou commandées en 2012 et 2013 par le ministère des Finances concernant la suspension de la mise en œuvre du crédit d'impôt aux travailleurs expérimentés, annoncée au Budget 2013-2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-14 Copie de toutes les études ou analyses produites et/ou commandées en 2012 et 2013 par le ministère des Finances concernant les nouvelles mesures fiscales destinées à l'industrie biopharmaceutique, annoncées au Budget 2013-2014, incluant :

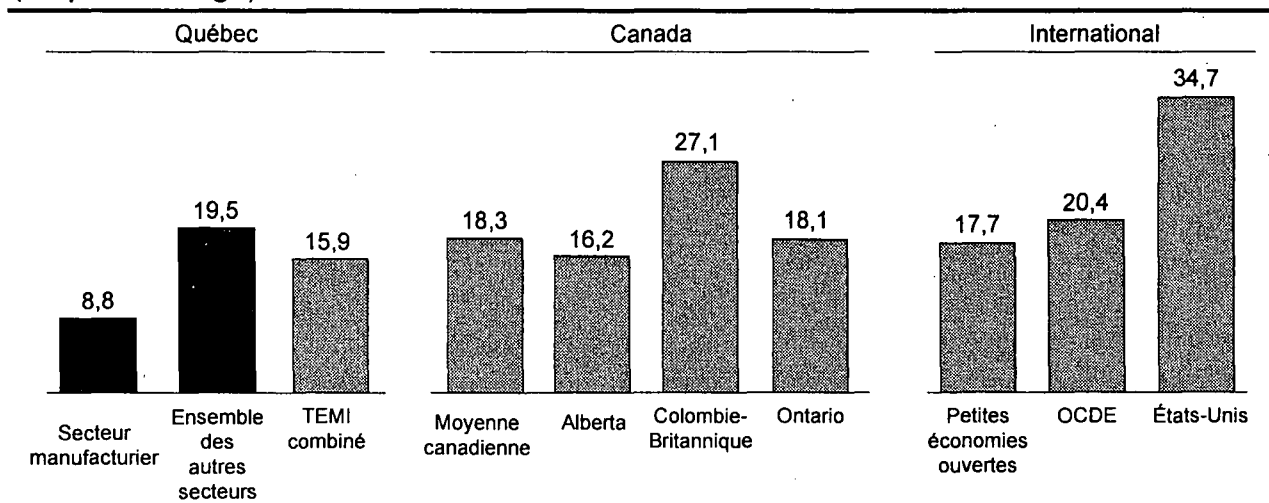
- le détail des projets d'investissements visés, des compagnies visées.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-26 Comparaison pour l'année 2012 du TEMI (taux effectif marginal d'imposition) du Québec, du Canada et des autres provinces canadiennes, des États-Unis et des pays du G8.

- Les TEMI sont présentés dans une perspective prospective, c'est-à-dire en tenant des modifications à venir à la fiscalité.
- Les TEMI actuellement utilisés aux fins des comparaisons sont ceux prévus pour 2014.

COMPARAISON DES TAUX EFFECTIFS MARGINAUX D'IMPOSITION SUR L'INVESTISSEMENT (TEMI) – 2014
(en pourcentage)



Note : TEMI présenté dans le cadre du Discours sur le budget 2012-2013.

A-24 Prime au travail :

- **État de situation**
- **Budget des trois dernières années**
- **Budget projeté pour 2013-2014**
- **Nombre de personnes jointes par le programme pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013**
- **Objectifs et résultats pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013**

ÉTAT DE LA SITUATION

- Le budget 2004-2005 a prévu la mise en place, à compter de 2005, d'un crédit d'impôt attribuant une Prime au travail¹ qui vise deux objectifs, soit :
 - soutenir et valoriser l'effort de travail;
 - inciter les personnes à quitter l'aide sociale pour intégrer le marché du travail.
- La Prime au travail prend la forme d'un crédit d'impôt remboursable et comporte trois volets :
 - la Prime au travail générale depuis 2005;
 - la Prime au travail adaptée aux personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi depuis 2008;
 - le Supplément à la Prime au travail pour les prestataires de longue durée quittant l'aide financière de dernier recours depuis le 1^{er} avril 2008.
- Le détail des trois composantes de la prime au travail est présenté aux annexes 1 à 3.

BUDGET DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

- Les sommes allouées à la prime au travail correspondent au coût fiscal de la mesure qui atteint :
 - 357 M\$ en 2010;
 - 338 M\$ en 2011;
 - 329 M\$ en 2012.

PRINCIPALES STATISTIQUES (CLIENTÈLE ET COÛT)

- En 2012, plus de 500 000 ménages bénéficieront de la Prime au travail pour un montant total de 329 M\$ dont :
 - 318 M\$ pour la prime générale;
 - 6 M\$ pour la prime au travail adaptée aux personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi.
 - 5 M\$ pour le supplément aux prestataires de longue durée quittant l'aide financière de dernier recours.

¹ La Prime au travail a remplacé le programme d'Aide aux parents pour leurs revenus de travail (APPORT).

A-24 Prime au travail : (suite)

COÛT DE LA PRIME AU TRAVAIL
(en millions de dollars)

	2010		2011		2012	
	Nombre	Coût	Nombre	Coût	Nombre	Coût
Prime au travail générale	553 881	347	527 541	327	512 684	318
Prime au travail adaptée ⁽¹⁾	7 672	5	8 474	6	8 390	6
Supplément à la prime au travail ⁽²⁾	4 712	5	4 616	5	4 606	5
Total	—	357	—	338	—	329

(1) Adaptée aux personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi.
(2) Pour les prestataires de longue durée quittant l'aide financière de dernier recours.
Source : Dépenses fiscales, ministère des Finances du Québec.

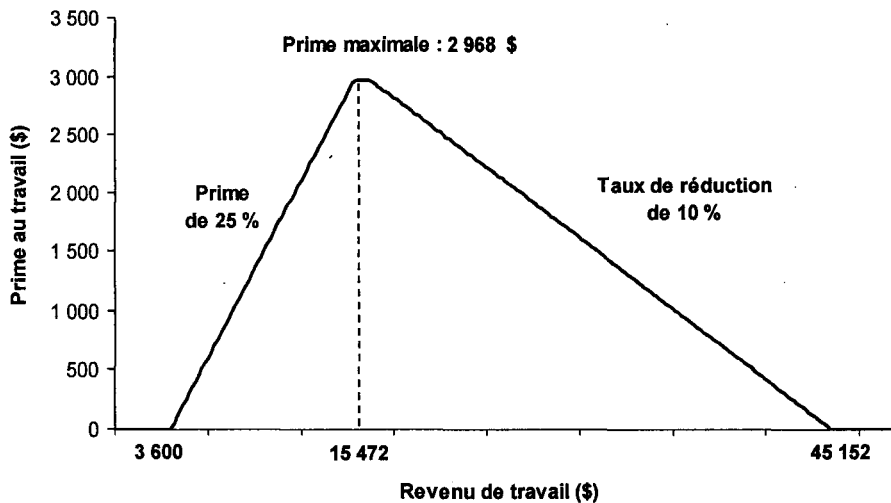
A-24 Prime au travail : (suite)

ANNEXE 1

— Fonctionnement de la prime au travail générale —

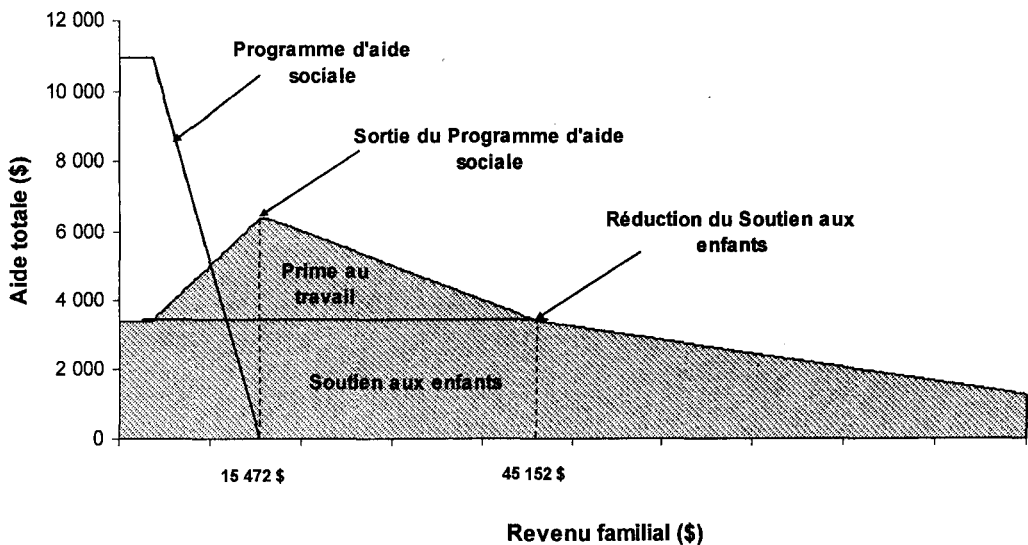
- La Prime au travail permet à un ménage de majorer son revenu de travail.
 - Par exemple, pour un couple avec enfants, la prime accorde une majoration du revenu de travail de 25 % pour atteindre un montant maximal de 2 968 \$ lorsque le revenu de travail s'établit à 15 472 \$.
 - Au-delà de ce seuil, le montant maximal est réduit de 10 % du revenu familial excédentaire.

PRIME AU TRAVAIL GÉNÉRALE SELON LE REVENU DE TRAVAIL COUPLE AYANT DEUX ENFANTS (3 ET 4 ANS) ET UN REVENU – 2012



- La Prime au travail générale est intégrée avec le Soutien aux enfants et le programme d'aide sociale.

INTÉGRATION DE LA PRIME AU TRAVAIL GÉNÉRALE, DU SOUTIEN AUX ENFANTS ET DU PROGRAMME D'AIDE SOCIALE COUPLE AYANT DEUX ENFANTS (3 ET 4 ANS) ET UN REVENU — 2012 (en dollars)



[illegible]

A-24 Prime au travail : (suite)

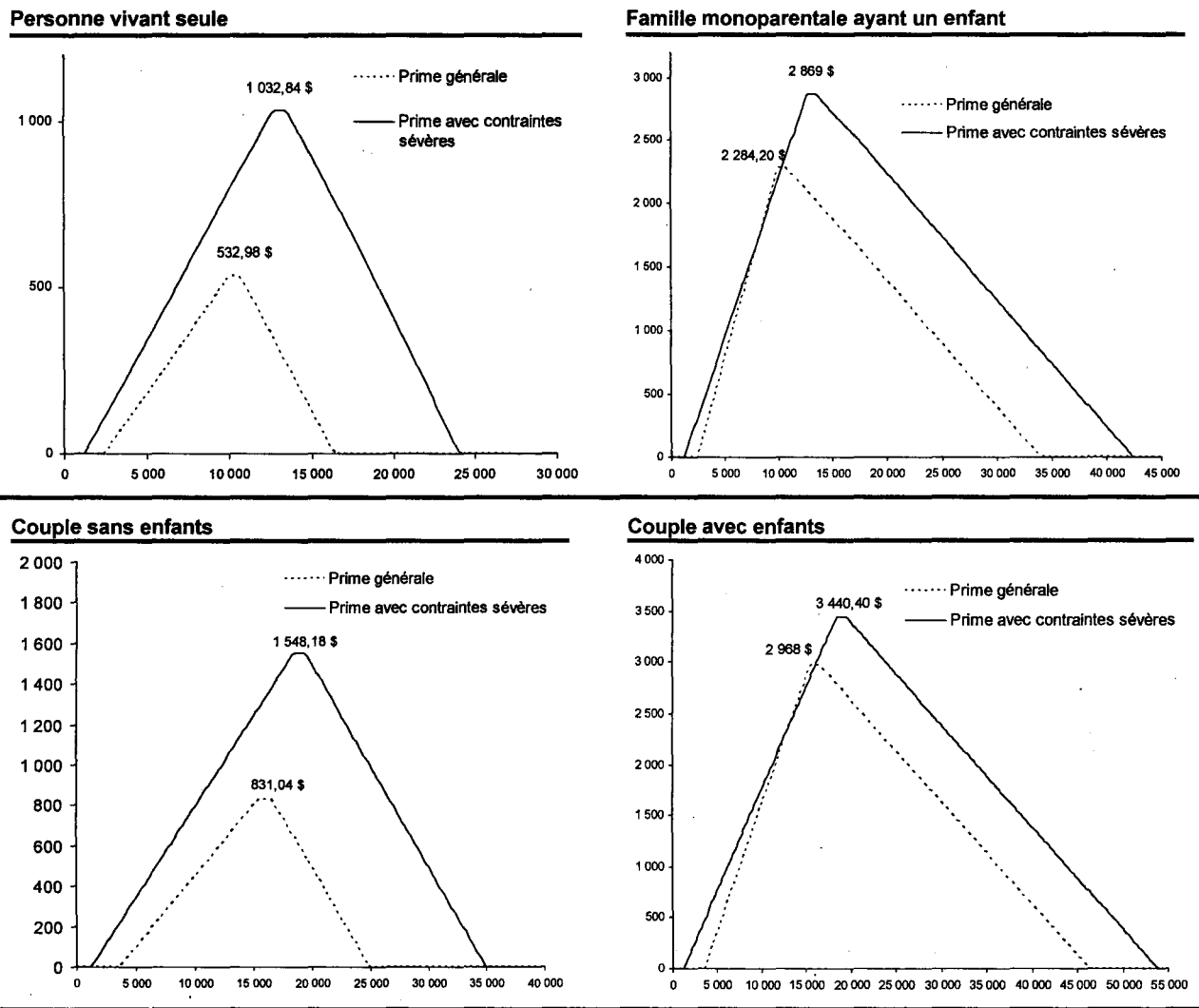
ANNEXE 2

— Prime au travail adaptée aux personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi —

- Le Budget 2008-2009 a prévu la mise en place, à compter de l'année d'imposition 2008, d'une nouvelle Prime au travail pour les personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi, y compris les personnes handicapées.
- Cette mesure permet de reconnaître que les personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi ou une déficience grave doivent souvent franchir des obstacles importants lorsqu'ils intègrent le marché du travail. Elle vise deux objectifs :
 - bonifier l'aide versée par le gouvernement du Québec à ces travailleurs;
 - intégrer la Prime au travail au Programme de solidarité sociale.
- Pour une année donnée, la nouvelle Prime au travail s'adresse aux ménages :
 - ayant reçu une prestation du Programme de solidarité sociale pour au moins un mois au cours de l'une des cinq dernières années;
 - dont un des membres est admissible, pour l'année, au crédit d'impôt non remboursable pour déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques.
- La Prime au travail adaptée aux personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi permet à un ménage de majorer son revenu de travail.
 - Par exemple, pour un couple avec enfants, la prime adaptée accorde une majoration du revenu de travail de 20 % pour atteindre un montant maximal de 3 440,40 \$ lorsque le revenu de travail s'établit à 18 402 \$.
 - Au-delà de ce seuil, le montant maximal est réduit de 10 % du revenu familial excédentaire.

A-24 Prime au travail : (suite)

ILLUSTRATION DE L'AIDE ACCORDÉE PAR LA PRIME AU TRAVAIL BONIFIÉE
POUR LES PERSONNES PRÉSENTANT DES CONTRAINTES SÉVÈRES À
L'EMPLOI – 2012



A-24 Prime au travail : (suite)

PARAMÈTRES DE LA PRIME AU TRAVAIL ADAPTÉE

	2008	2009	2010	2011	2012
Prime maximale reconnue (en \$)					
Personne seule	1 003,14	1 020,42	1 024,92	1 024,92	1 032,84
Couple sans enfants	1 476,54	1 512,54	1 519,74	1 522,44	1 548,18
Famille monoparentale	2 786,50	2 834,50	2 847,00	2 847,00	2 869,00
Couple avec enfants	3 281,20	3 361,20	3 377,20	3 383,20	3 440,40
Taux déterminé (en %)					
Personne seule	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0
Couple sans enfants	9,0	9,0	9,0	9,0	9,0
Famille monoparentale	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
Couple avec enfants	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
Revenu de travail exclu (en \$)					
Personne seule	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
Couple sans enfants	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
Famille monoparentale	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
Couple avec enfants	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
Seuil de réduction (en \$)					
Personne seule	12 346	12 538	12 588	12 588	12 676
Couple sans enfants	17 606	18 006	18 086	18 116	18 402
Famille monoparentale	12 346	12 538	12 588	12 588	12 676
Couple avec enfants	17 606	18 006	18 086	18 116	18 402
Taux de réduction (en %)					
Personne seule	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Couple sans enfants	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Famille monoparentale	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Couple avec enfants	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0

A-24 Prime au travail : (suite)

ANNEXE 3

— Supplément à la Prime au travail pour les prestataires de longue durée quittant l'aide financière de dernier recours —

- Le Budget 2008-2009 a prévu la mise en place, à compter de 2008, d'un nouveau Supplément à la Prime au travail pour les prestataires de longue durée quittant les programmes d'aide financière de dernier recours.
- Ce supplément vise à favoriser l'intégration de ces prestataires sur le marché du travail en leur donnant les moyens financiers pour surmonter les coûts importants de transition vers l'emploi.

CLIENTÈLE VISÉE

- Le Supplément à la Prime au travail s'adresse aux adultes :
 - ayant au moins 36 mois de présence à l'aide financière de dernier recours au cours des 42 mois précédant la sortie du ménage de l'aide financière de dernier recours;
 - qui bénéficient du carnet de réclamation (carnet de médicaments) à la sortie de l'aide financière de dernier recours en raison du fait que l'inadmissibilité à l'aide résulte des revenus de travail gagnés par le ménage;
 - qui ont gagné un revenu de travail de 200 \$ au cours du mois.
- Dans le cas d'un couple, les deux conjoints pourraient être admissibles au supplément si ceux-ci respectent individuellement ces critères.
- Contrairement, à la Prime au travail qui est calculée par ménage, le supplément est attribué sur une base individuelle.

Prestation

- Le Supplément à la Prime au travail s'établit à 200 \$ par mois, pour une période maximale de 12 mois consécutifs (2 400 \$ pour la période maximale).
 - Le supplément n'est pas réduit en fonction du revenu net du bénéficiaire.
 - Dans le cas d'un couple dont les deux conjoints sont admissibles, les prestations pourront atteindre un maximum de 4 800 \$.
- Le supplément est versé dans les 15 jours du mois suivant celui pour lequel il est accordé, ce qui a pour avantage :
 - d'inciter les bénéficiaires à demeurer plus longtemps sur le marché du travail;
 - d'éviter des recouvrements auprès des bénéficiaires.
- Lorsque l'individu augmente ses heures de travail, le supplément atténue l'effet de la réduction de la Prime au travail et de la PFRT.

J-10 Ventilation détaillée des montants accordées par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévision pour 2013-2014. Préciser :

- a. **Personne vivant seule**
- b. **Couple**
- c. **Famille monoparentale**
- d. **Famille biparentale**
- e. **Famille homoparentale**
- f. **Définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme**
- g. **Définition du concept « lien d'emploi » pour le programme**

PRIME AU TRAVAIL GÉNÉRALE (QUESTION A. À E.)

**RÉPARTITION DE LA PRIME AU TRAVAIL GÉNÉRALE
SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE ET LE TYPE DE MÉNAGE — 2010**
(en millions de dollars)

	Personne seule (a.)	Couple (b.)	Famille mono- parentale (c.)	Famille biparentale (d.)	Famille homo- parentale (e.)	Total
01 - Bas-St-Laurent	2,0	0,1	2,4	3,1	n.d.	7,6
02 - Saguenay-Lac- St-Jean	3,2	0,2	3,4	3,5	n.d.	10,3
03 - Québec	8,7	0,7	7,2	6,4	n.d.	23,1
04 - Mauricie	3,0	0,3	3,9	3,5	n.d.	10,7
05 - Estrie	3,7	0,4	4,6	5,5	n.d.	14,2
06 - Montréal	26,9	4,6	22,3	48,1	n.d.	101,8
07 - Outaouais	4,1	0,3	4,2	5,0	n.d.	13,7
08 - Abitibi- Témiscamingue	1,4	0,1	1,9	1,5	n.d.	4,9
09 - Côte-Nord	0,8	0,02	1,2	0,6	n.d.	2,7
10 - Nord-du- Québec	0,4	0,03	0,7	0,6	n.d.	1,7
11 - Gaspésie, Iles- de-la-Madeleine	0,7	0,1	1,4	1,1	n.d.	3,3
12 - Chaudière- Appalaches	4,6	0,5	4,8	5,9	n.d.	15,7
13 - Laval	5,5	0,6	4,5	9,4	n.d.	20,0
14 - Lanaudière	5,6	0,7	6,9	7,3	n.d.	20,5
15 - Laurentides	6,9	0,8	8,8	9,1	n.d.	25,6
16 - Montérégie	17,4	2,6	18,2	20,9	n.d.	59,1
17 - Centre-du- Québec	2,6	0,3	3,6	4,5	n.d.	11,1
Indéterminée	0,3	0,03	0,3	0,3	n.d.	0,9
Total	97,8	12,4	100,2	136,5	n.d.	346,8

J-10 Ventilation détaillée des montants accordées par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévision pour 2013-2014. (suite)

**RÉPARTITION DE LA PRIME AU TRAVAIL GÉNÉRALE
SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE ET LE TYPE DE MÉNAGE — 2011**
(en millions de dollars)

	Personne seule (a.)	Couple (b.)	Famille mono- parentale (c.)	Famille biparentale (d.)	Famille homo- parentale (e.)	Total
01 - Bas-St-Laurent	1,9	0,1	2,2	2,8	n.d.	7,1
02 - Saguenay-Lac- St-Jean	3,1	0,2	3,3	3,2	n.d.	9,7
03 - Québec	8,3	0,6	6,8	5,9	n.d.	21,6
04 - Mauricie	2,8	0,3	3,7	3,2	n.d.	10,0
05 - Estrie	3,5	0,4	4,4	5,1	n.d.	13,3
06 - Montréal	25,9	4,3	21,3	44,9	n.d.	96,4
07 - Outaouais	4,0	0,3	4,0	4,6	n.d.	12,9
08 - Abitibi- Témiscamingue	1,4	0,1	1,8	1,4	n.d.	4,6
09 - Côte-Nord	0,8	0,02	1,2	0,5	n.d.	2,5
10 - Nord-du- Québec	0,4	0,03	0,7	0,6	n.d.	1,7
11 - Gaspésie, Iles- de-la-Madeleine	0,7	0,1	1,4	1,0	n.d.	3,1
12 - Chaudière- Appalaches	4,4	0,4	4,5	5,3	n.d.	14,7
13 - Laval	5,4	0,6	4,3	8,7	n.d.	18,9
14 - Lanaudière	5,4	0,7	6,6	6,7	n.d.	19,4
15 - Laurentides	6,6	0,8	8,4	8,4	n.d.	24,2
16 - Montérégie	16,7	2,4	17,3	19,2	n.d.	55,7
17 - Centre-du- Québec	2,5	0,3	3,4	4,1	n.d.	10,4
Indéterminée	0,2	0,03	0,3	0,3	n.d.	0,8
Total	94,0	11,6	95,6	126,0	n.d.	327,1

J-10 Ventilation détaillée des montants accordées par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévision pour 2013-2014. (suite)

**RÉPARTITION DE LA PRIME AU TRAVAIL GÉNÉRALE
SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE ET LE TYPE DE MÉNAGE — 2012**
(en millions de dollars)

	Personne seule (a.)	Couple (b.)	Famille mono- parentale (c.)	Famille biparentale (d.)	Famille homo- parentale (e.)	Total
01 - Bas-St-Laurent	1,9	0,1	2,2	2,8	n.d.	7,0
02 - Saguenay- Lac-St-Jean	3,0	0,2	3,2	3,1	n.d.	9,5
03 - Québec	8,0	0,6	6,6	5,7	n.d.	20,9
04 - Mauricie	2,7	0,3	3,6	3,1	n.d.	9,8
05 - Estrie	3,4	0,4	4,3	4,9	n.d.	13,0
06 - Montréal	25,1	4,1	20,8	44,0	n.d.	94,0
07 - Outaouais	3,8	0,3	3,9	4,5	n.d.	12,5
08 - Abitibi- Témiscamingue	1,3	0,1	1,8	1,4	n.d.	4,5
09 - Côte-Nord	0,8	0,0	1,2	0,5	n.d.	2,5
10 - Nord-du- Québec	0,4	0,0	0,7	0,6	n.d.	1,6
11 - Gaspésie, Îles- de-la-Madeleine	0,7	0,1	1,4	1,1	n.d.	3,2
12 - Chaudière- Appalaches	4,2	0,4	4,4	5,2	n.d.	14,2
13 - Laval	5,2	0,6	4,1	8,4	n.d.	18,4
14 - Lanaudière	5,2	0,6	6,5	6,6	n.d.	18,9
15 - Laurentides	6,4	0,8	8,2	8,2	n.d.	23,5
16 - Montérégie	16,2	2,4	16,9	18,7	n.d.	54,1
17 - Centre-du- Québec	2,4	0,3	3,3	4,0	n.d.	10,1
Indéterminée	0,2	0,03	0,3	0,3	n.d.	0,8
Total	91,0	11,2	93,4	122,9	n.d.	318,5

J-10 Ventilation détaillée des montants accordées par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévision pour 2013-2014. (suite)

PRIME AU TRAVAIL ADAPTÉE (QUESTION A. À E.)

**RÉPARTITION DE LA PRIME AU TRAVAIL ADAPTÉE
SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE ET LE TYPE DE MÉNAGE — 2010**
(en millions de dollars)

	Personne seule (a.)	Couple (b.)	Famille mono- parentale (c.)	Famille biparentale (d.)	Famille homo- parentale (e.)	Total
01 - Bas-St-Laurent	0,04	0,02	0,05	0,04	n.d.	0,16
02 - Saguenay-Lac- St-Jean	0,08	0,02	0,02	0,10	n.d.	0,22
03 - Québec	0,21	0,05	0,11	0,15	n.d.	0,51
04 - Mauricie	0,04	0,02	0,01	0,07	n.d.	0,15
05 - Estrie	0,04	0,07	0,04	0,11	n.d.	0,26
06 - Montréal	0,40	0,12	0,15	0,40	n.d.	1,07
07 - Outaouais	0,12	0,06	0,04	0,06	n.d.	0,28
08 - Abitibi- Témiscamingue	0,02	0,00	0,01	0,04	n.d.	0,07
09 - Côte-Nord	0,01	0,01	0,02	0,02	n.d.	0,06
10 - Nord-du- Québec	0,00	0,00	0,01	0,02	n.d.	0,03
11 - Gaspésie, Iles- de-la-Madeleine	0,02	0,02	0,00	0,06	n.d.	0,10
12 - Chaudière- Appalaches	0,20	0,09	0,02	0,14	n.d.	0,46
13 - Laval	0,08	0,01	0,03	0,13	n.d.	0,25
14 - Lanaudière	0,08	0,02	0,06	0,12	n.d.	0,27
15 - Laurentides	0,10	0,04	0,07	0,16	n.d.	0,37
16 - Montérégie	0,32	0,09	0,11	0,40	n.d.	0,91
17 - Centre-du- Québec	0,04	0,00	0,03	0,08	n.d.	0,15
Indéterminée	0,01	0,00	0,00	0,01	n.d.	0,02
Total	1,83	0,65	0,76	2,10	n.d.	5,33

J-10 Ventilation détaillée des montants accordées par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévision pour 2013-2014. (suite)

**RÉPARTITION DE LA PRIME AU TRAVAIL ADAPTÉE
SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE ET LE TYPE DE MÉNAGE — 2011**
(en millions de dollars)

	Personne seule (a.)	Couple (b.)	Famille mono- parentale (c.)	Famille biparentale (d.)	Famille homo- parentale (e.)	Total
01 - Bas-St-Laurent	0,05	0,02	0,05	0,05	n.d.	0,18
02 - Saguenay-Lac- St-Jean	0,09	0,02	0,03	0,11	n.d.	0,24
03 - Québec	0,24	0,06	0,12	0,16	n.d.	0,58
04 - Mauricie	0,05	0,03	0,01	0,07	n.d.	0,16
05 - Estrie	0,04	0,08	0,05	0,12	n.d.	0,28
06 - Montréal	0,45	0,13	0,17	0,45	n.d.	1,21
07 - Outaouais	0,14	0,06	0,04	0,06	n.d.	0,31
08 - Abitibi- Témiscamingue	0,03	0,00	0,01	0,04	n.d.	0,08
09 - Côte-Nord	0,01	0,01	0,02	0,02	n.d.	0,07
10 - Nord-du- Québec	0,00	0,00	0,01	0,02	n.d.	0,03
11 - Gaspésie, Iles- de-la-Madeleine	0,03	0,02	0,00	0,07	n.d.	0,12
12 - Chaudière- Appalaches	0,22	0,10	0,02	0,16	n.d.	0,51
13 - Laval	0,09	0,01	0,03	0,15	n.d.	0,28
14 - Lanaudière	0,08	0,02	0,07	0,13	n.d.	0,30
15 - Laurentides	0,12	0,04	0,09	0,17	n.d.	0,41
16 - Montérégie	0,36	0,09	0,12	0,44	n.d.	1,02
17 - Centre-du- Québec	0,05	0,00	0,03	0,08	n.d.	0,16
Indéterminée	0,01	0,00	0,00	0,01	n.d.	0,02
Total	2,08	0,69	0,87	2,31	n.d.	5,95

J-10 Ventilation détaillée des montants accordées par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévision pour 2013-2014. (suite)

**RÉPARTITION DE LA PRIME AU TRAVAIL ADAPTÉE
SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE ET LE TYPE DE MÉNAGE — 2012**
(en millions de dollars)

	Personne seule (a.)	Couple (b.)	Famille mono- parentale (c.)	Famille biparentale (d.)	Famille homo- parentale (e.)	Total
01 - Bas-St-Laurent	0,05	0,02	0,06	0,05	n.d.	0,18
02 - Saguenay-Lac- St-Jean	0,09	0,02	0,03	0,11	n.d.	0,24
03 - Québec	0,24	0,06	0,12	0,16	n.d.	0,59
04 - Mauricie	0,05	0,03	0,01	0,07	n.d.	0,15
05 - Estrie	0,04	0,07	0,05	0,12	n.d.	0,28
06 - Montréal	0,45	0,13	0,18	0,45	n.d.	1,20
07 - Outaouais	0,14	0,06	0,04	0,06	n.d.	0,30
08 - Abitibi- Témiscamingue	0,03	0,00	0,01	0,05	n.d.	0,08
09 - Côte-Nord	0,01	0,00	0,02	0,02	n.d.	0,06
10 - Nord-du- Québec	0,00	0,00	0,01	0,02	n.d.	0,03
11 - Gaspésie, Iles- de-la-Madeleine	0,03	0,02	0,00	0,07	n.d.	0,12
12 - Chaudière- Appalaches	0,22	0,10	0,02	0,16	n.d.	0,50
13 - Laval	0,09	0,01	0,03	0,15	n.d.	0,28
14 - Lanaudière	0,08	0,02	0,07	0,13	n.d.	0,30
15 - Laurentides	0,12	0,04	0,09	0,17	n.d.	0,41
16 - Montérégie	0,37	0,09	0,12	0,44	n.d.	1,02
17 - Centre-du- Québec	0,05	0,00	0,03	0,08	n.d.	0,16
Indéterminée	0,01	0,00	0,00	0,01	n.d.	0,02
Total	2,08	0,67	0,88	2,31	n.d.	5,95

J-10 Ventilation détaillée des montants accordées par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévision pour 2013-2014. (suite)

SUPPLÉMENT À LA PRIME AU TRAVAIL (QUESTION A. À E.)

**RÉPARTITION DU SUPPLÉMENT À LA PRIME AU TRAVAIL
SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE ET LE TYPE DE MÉNAGE — 2010**
(en millions de dollars)

	Personne seule (a.)	Couple (b.)	Famille mono- parentale (c.)	Famille biparentale (d.)	Famille homo- parentale (e.)	Total
01 - Bas-St-Laurent	0,04	0,01	0,06	0,02	n.d.	0,13
02 - Saguenay-Lac- St-Jean	0,27	0,09	0,09	0,07	n.d.	0,51
03 - Québec	0,35	0,00	0,09	0,08	n.d.	0,52
04 - Mauricie	0,14	0,02	0,09	0,03	n.d.	0,28
05 - Estrie	0,17	0,00	0,04	0,03	n.d.	0,25
06 - Montréal	0,59	0,13	0,26	0,28	n.d.	1,27
07 - Outaouais	0,02	0,00	0,07	0,05	n.d.	0,14
08 - Abitibi- Témiscamingue	0,09	0,00	0,01	0,03	n.d.	0,13
09 - Côte-Nord	0,04	0,00	0,04	0,02	n.d.	0,11
10 - Nord-du- Québec	0,00	0,00	0,00	0,00	n.d.	0,00
11 - Gaspésie, Îles- de-la-Madeleine	0,06	0,00	0,04	0,01	n.d.	0,11
12 - Chaudière- Appalaches	0,11	0,01	0,05	0,01	n.d.	0,17
13 - Laval	0,05	0,00	0,03	0,03	n.d.	0,11
14 - Lanaudière	0,13	0,03	0,06	0,04	n.d.	0,26
15 - Laurentides	0,15	0,02	0,07	0,02	n.d.	0,27
16 - Montérégie	0,20	0,01	0,18	0,07	n.d.	0,45
17 - Centre-du- Québec	0,11	0,01	0,07	0,02	n.d.	0,22
Indéterminée	0,02	0,00	0,00	0,01	n.d.	0,03
Total	2,53	0,35	1,25	0,81	n.d.	4,94

J-10 Ventilation détaillée des montants accordées par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévision pour 2013-2014. (suite)

**RÉPARTITION DU SUPPLÉMENT À LA PRIME AU TRAVAIL
SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE ET LE TYPE DE MÉNAGE — 2011**
(en millions de dollars)

	Personne seule (a.)	Couple (b.)	Famille mono- parentale (c.)	Famille biparentale (d.)	Famille homo- parentale (e.)	Total
01 - Bas-St-Laurent	0,04	0,01	0,06	0,02	n.d.	0,13
02 - Saguenay-Lac- St-Jean	0,27	0,09	0,09	0,06	n.d.	0,51
03 - Québec	0,35	0,00	0,09	0,07	n.d.	0,52
04 - Mauricie	0,14	0,02	0,09	0,03	n.d.	0,28
05 - Estrie	0,17	0,00	0,04	0,03	n.d.	0,25
06 - Montréal	0,60	0,13	0,26	0,27	n.d.	1,27
07 - Outaouais	0,02	0,00	0,07	0,05	n.d.	0,13
08 - Abitibi- Témiscamingue	0,09	0,00	0,01	0,03	n.d.	0,13
09 - Côte-Nord	0,04	0,00	0,04	0,02	n.d.	0,11
10 - Nord-du- Québec	0,00	0,00	0,00	0,00	n.d.	0,00
11 - Gaspésie, Iles- de-la-Madeleine	0,05	0,00	0,04	0,01	n.d.	0,11
12 - Chaudière- Appalaches	0,11	0,01	0,05	0,00	n.d.	0,17
13 - Laval	0,05	0,00	0,03	0,03	n.d.	0,11
14 - Lanaudière	0,13	0,03	0,06	0,04	n.d.	0,26
15 - Laurentides	0,16	0,02	0,07	0,02	n.d.	0,26
16 - Montérégie	0,20	0,01	0,18	0,07	n.d.	0,45
17 - Centre-du- Québec	0,11	0,01	0,07	0,02	n.d.	0,21
Indéterminée	0,02	0,00	0,00	0,01	n.d.	0,03
Total	2,54	0,34	1,25	0,79	n.d.	4,92

J-10 Ventilation détaillée des montants accordées par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévision pour 2013-2014. (suite)

**RÉPARTITION DU SUPPLÉMENT À LA PRIME AU TRAVAIL
SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE ET LE TYPE DE MÉNAGE — 2012**
(en millions de dollars)

	Personne seule (a.)	Couple (b.)	Famille mono- parentale (c.)	Famille biparentale (d.)	Famille homo- parentale (e.)	Total
01 - Bas-St-Laurent	0,04	0,01	0,06	0,02	n.d.	0,13
02 - Saguenay-Lac- St-Jean	0,27	0,09	0,09	0,06	n.d.	0,51
03 - Québec	0,35	0,00	0,09	0,07	n.d.	0,52
04 - Mauricie	0,14	0,02	0,09	0,03	n.d.	0,28
05 - Estrie	0,17	0,00	0,05	0,03	n.d.	0,25
06 - Montréal	0,60	0,13	0,27	0,26	n.d.	1,26
07 - Outaouais	0,02	0,00	0,07	0,05	n.d.	0,13
08 - Abitibi- Témiscamingue	0,09	0,00	0,01	0,03	n.d.	0,13
09 - Côte-Nord	0,04	0,00	0,04	0,02	n.d.	0,11
10 - Nord-du- Québec	0,00	0,00	0,00	0,00	n.d.	0,00
11 - Gaspésie, Iles- de-la-Madeleine	0,05	0,00	0,04	0,01	n.d.	0,11
12 - Chaudière- Appalaches	0,11	0,01	0,05	0,00	n.d.	0,17
13 - Laval	0,05	0,00	0,03	0,03	n.d.	0,11
14 - Lanaudière	0,13	0,03	0,06	0,04	n.d.	0,25
15 - Laurentides	0,16	0,02	0,07	0,02	n.d.	0,27
16 - Montérégie	0,20	0,01	0,18	0,06	n.d.	0,45
17 - Centre-du- Québec	0,11	0,01	0,07	0,02	n.d.	0,21
Indéterminée	0,02	0,00	0,00	0,01	n.d.	0,03
Total	2,55	0,34	1,26	0,77	n.d.	4,92

J-10 Ventilation détaillée des montants accordées par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants pour 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et prévision pour 2013-2014. (suite)

DÉFINITIONS (QUESTIONS F. ET G.)

Revenu d'emploi

- Le revenu de travail d'un ménage désigne le revenu d'un particulier et celui de son conjoint admissible qui provient de l'occupation d'une charge ou d'un emploi ou de l'exploitation d'une entreprise.

Lien d'emploi

- Un lien d'emploi est établi entre un employé et employeur pour la durée d'un contrat de travail. Le lien d'emploi doit considérer le fait que l'employé est subordonné à l'employeur et n'effectue pas un travail autonome.

M-23 Quelle est la dépense prévue, le nombre de bénéficiaire et le coût moyen du crédit d'impôt pour la solidarité.

- Le crédit d'impôt pour la solidarité (CIS) est entré en vigueur en 2011. Le premier versement du crédit d'impôt a été effectué en juillet 2011.
 - En 2011, le CIS a accordé près de 700 M\$ à 2,2 millions de bénéficiaires;
- En 2012, le CIS a accordé 1,6 G\$ à 2,7 millions de bénéficiaires.

CRÉDIT D'IMPÔT POUR LA SOLIDARITÉ – DÉPENSE, NOMBRE DE MÉNAGES BÉNÉFICIAIRES ET DÉPENSE MOYENNE (2011 ET 2012)

	2011 ⁽¹⁾	2012 ⁽²⁾
Coût de la dépense fiscale (en M\$)	699	1 620
Ménages bénéficiaires (en M)	2,2	2,7
Coût moyen (en \$)	318	600

(1) Juillet à décembre 2011.

(2) Janvier à décembre 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**Demande de renseignements particuliers
de la 2e Opposition
(Mission Finances)**

Février 2013

**Ministère
des Finances
et de l'Économie**

Québec 

MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE LA 2^E OPPOSITION
(Mission Finances)

Table des matières

Ministère des Finances et de l'Économie

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013, indiquer :
 - la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :
 - le lieu ;
 - le coût ;
 - la ou les dates de participation ;
 - le nombre de participants ;
 - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - le nom de la formation ou de l'activité.
3. Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013, en indiquant pour chacun :
 - son mandat ;
 - la liste des membres ;
 - le budget dépensé ;
 - le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
 - les résultats atteints.
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2012-2013. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.
7. Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
9. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013.

10. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 :
 - a) la liste de tous les concours et tirages effectués ;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.
11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013 :
 - le nom de toutes les campagnes;
 - les coûts de ces campagnes;
 - le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
 - les dates de diffusion de la campagne;
 - les objectifs visés par chaque campagne.
12. Pour 2012-2013, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :
 - a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
 - c) le montant qui leur a été accordé.
13. Liste des groupes consultés lors des consultations prébudgétaires qui ont précédés le dépôt du Budget 2012-2013 de mars 2012 et celui de 2013-2014 de novembre 2012. Principales recommandations émises par ces groupes pour chacun des deux budgets.
14. Liste des organismes présents lors du huis clos du Budget 2012-2013 et du Budget 2013-2014.
15. Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, pour les dix dernières années.
16. Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds des Générations incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, depuis sa création.
17. La politique de placement détaillée du Ministère des Finances à l'égard du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) pour l'année 2012-2013, ainsi que tous les changements apportés à cette politique depuis les dix dernières années.
18. La politique de placement détaillée du Ministère des Finances à l'égard du Fonds des Générations pour l'année 2012-2013, ainsi que tous les changements apportés à cette politique depuis sa création.
19. Liste des rendements quotidiens, incluant les pertes et les gains, pour les activités courantes de front office, incluant les activités de couverture de taux de change, de gestion des taux d'intérêt par les produits dérivés, le financement municipal et octroyé, le financement sur les marchés canadiens et sur les marchés internationaux, et finalement les activités de gestion de liquidité reliées aux fonds d'amortissement, pour l'année 2012-2013.
20. Pour le gouvernement, évolution du coût d'emprunt moyen pondéré depuis 2000, ventilé par catégorie de dette.
21. Ventilation par ministère et organisme du 1,1 milliard de dépassement de dépenses identifié en août 2012 et rendu publique en octobre 2012.
22. Ventilation par ministères, organismes et fonds spéciaux des « écarts par rapport aux objectifs de dépenses du budget 2012-2013 » de 829 millions en 2013-2014 et de 1 625 millions en 2014-2015 tel que présenté à la page A-19 du budget 2013-2014.
23. Détail des plans pour respecter les objectifs en 2013-2014 et 2014-2015 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.

24. Répartition des 200 millions de réduction des dépenses pour chacun des organismes et fonds spéciaux en 2013-2014 pour :
 - Organismes et fonds spéciaux subventionnés (100MS)
 - Organismes et fonds spéciaux essentiellement financés par des revenus autonomes
25. Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes :
 - Hausse des taxes spécifique sur le tabac
 - Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées
 - Hausse de la contribution des institutions financières
 - Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000\$.
26. Liste et copie de toutes les études ou analyses produites en 2011 et 2012 ainsi que les coûts totaux associés à chacune de ces études.
27. Liste détaillée des revendications financières particulières non réglées du Québec envers le gouvernement fédéral.
28. Étude ou mesure d'efficacité pour le programme d'aide aux régions ressources depuis son implantation. Précisez les coûts annuels réels de chacune des mesures fiscales de la stratégie des régions ressources par région, les résultats économiques de chaque région, ou toute autre mesure de performance.
29. Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et 2013-2014 et la dépense fiscale réelle au 31 mars 2012 et au 31 mars 2013 de chacune des mesures ayant un impact sur les revenus du budget 2012-2013 et 2013-2014 (prévisions budgétaires vs coût observés en fin d'année)
30. Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et 2013-2014 et la dépense fiscale réelle au 31 mars 2012 et au 31 mars 2013 de chacune des mesures ayant un impact sur les dépenses du budget 2012-2013 et 2013-2014 (prévisions budgétaires vs coût observés en fin d'année)
31. Au niveau des transferts fédéraux, la ventilation des montants qui composent la rubrique « autres programmes » inscrite au plan budgétaire 2013-2014
32. Copie de toutes les études et analyses produite en 2011 et 2012 par le ministère des Finances et de l'économie portant sur la comparaison de la fiscalité applicable aux sociétés minières.
33. Évolution détaillée sur 5 ans de chaque source de revenus qui compose les revenus autonomes du gouvernement en détaillant chacune des sources au maximum (exemple : pour les sociétés, donnée de façon distincte la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale, chacune des taxes spécifiques et compensatoires)
34. Coût des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2012-2013 et prévision pour 2013-2014. Détailler le coût pour chacune des mesures comprises dans la stratégie des régions ressources, nombre d'entreprises s'étant prévaluées de la mesure et coût fiscal de la mesure. Déclinaison par région
35. Taux d'emprunt des émissions de dette en 2012 et 2013. Écart entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins. Prévision utilisées sur les taux d'emprunt pour les 5 prochaines années
36. L'ensemble des sommes prélevées par le gouvernement du Québec auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.) pour chacune des 5 dernières années. Spécifier le nombre de minière pour chacune des catégories.
37. Quelle est la dépense fiscale totale et la dépense budgétaire totale (en incluant les dépenses d'investissement) du gouvernement, relatives à l'industrie minière pour chacune des 5 dernières années. Spécifier le nombre de minière pour chacune des catégories.
38. Le total des profits avant impôt déclarés par les sociétés minières au Québec pour chacune des 5 dernières année en spécifiant le nombre de minière par année.

39. Élasticité observée entre les revenus autonomes et le PIB nominal pour chacune des 10 dernières années.
40. Quel est l'impact financier net pour le gouvernement de la règle des 15 ans dans le domaine pharmaceutique et quel est l'impact des mesures proposées dans le budget 2013-2014?
41. Copie de toutes les analyses ou études portant sur la fiscalité des entreprises au Québec produites en 2012-2013.
42. Comparaison du TEMI (taux effectif marginal d'imposition) du Québec, du Canada, des autres provinces Canadiennes et des États-Unis.
43. Évaluation des pertes fiscales de l'État reliées à la contrebande de tabac, au milieu de la restauration et à celui de la construction en 2010-2011. Évolution pour chaque année depuis 2003.
44. Quels sont les incitatifs ou conditions mis en place afin de permettre aux personnes de 55 à 70 ans de demeurer sur le marché du travail?
45. Dans quelle mesure le ministère pense-t-il contrer les effets de la désindexation des régimes de retraite des retraités de l'État ainsi que la perte de pouvoir d'achat des retraités bénéficiaires d'un régime complémentaire de retraite? Quelles mesures ont été ou seront mises en place?
46. Quelles sont les mesures financières (chiffrées) mises en place depuis 2006 pour contrer la désindexation des régimes de retraite?

Société des alcools du Québec (SAQ)

► Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers

47. Coût relatif à l'implantation de la hausse sur la taxe spécifique sur les boissons alcoolisées annoncé le 20 novembre 2012. Spécifier :
 - Le temps supplémentaire (succursale et bureau)
 - Le personnel supplémentaire pour effectuer les changements de prix
 - Les coûts de mise à jour de logiciel informatique
 - Les retards dans les délais de livraison
 - Tout autre coût lié à cette mesure
48. Durant la période de tampon (de 21 novembre au 5 décembre) où la SAQ a assumé les frais de la hausse des taxes des clients en succursale, combien de bouteilles ont été vendu durant cette période pour chacune des catégories (vin, spiritueux et bière) et quels ont été les coûts assumés par la SAQ.
49. Durant cette même période tampon, combien de bouteilles ont été vendu à des clients de type bar et restaurateur pour chacune des catégories (vin, spiritueux et bière) et quel ont été les coûts assumés par les clients.
50. Note d'analyse, étude ou mesures envisagées dans les 5 dernières années pour faciliter la mise en marché des produits québécois.
51. Détail des revenus et des coûts de la vente en ligne pour les 3 dernières années.
52. Évolution annuelle depuis 2003, ventilé par type d'emploi :
 - a) du nombre d'employés de la SAQ,
 - b) des salaires horaires,
 - c) des avantages sociaux,
 - d) de la rémunération variable,
 - e) des bonis accordés,
 - f) de la masse salariale totale de la SAQ,
 - g) pour chacun des points mentionnés ci haut, mentionner la variation annuelle en pourcentage
53. Pour la rémunération variable et les bonis, indiquez les critères d'octroi, par catégorie d'emploi ainsi que le nombre de personnes en ayant bénéficié par catégorie d'emploi.

54. Le détail des charges d'exploitation depuis 2003.
55. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquelles ont participé les employés de la SAQ au cours de l'année 2011-2012 et 2012-2013. Indiquer :
 - a) le lieu ;
 - b) le coût ;
 - c) la ou les dates de participation ;
 - d) le nombre de participants ;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
56. Détails de l'évolution de la marge brute de la SAQ pour les cinq dernières années, ventilées par catégorie de produit. Précisez la portion fixe et la portion ad valorem.
57. Liste de prix d'achat et de prix de vente des 50 plus grands vendeurs en 2012 et préciser le nombre d'unité vendu.
58. Nom de tous les administrateurs et des membres de la direction de la Société, le poste occupé, leur rémunération totale, en incluant les bonis, indemnités de départ et avantages sociaux pour les 3 dernières années.
59. Copie des états financiers de Twist depuis sa création.
60. Détail de la politique salariale de la SAQ, rémunération, bonis et avantages sociaux.
61. Détail de la politique de fixation des prix par catégorie (les vins, spiritueux et bières).
62. La variation moyenne de prix, par catégorie de produit, entre 2012 et 2013 ainsi que la variation sur 3 ans et 5 ans.
63. Variation de prix entre 2012 et 2013 pour chacun des 10 produits vendus par la SAQ en 2012.
64. Comparaison des prix entre le Québec et les autres provinces canadiennes par type de produits et par gamme de prix.
65. Valeur de la transaction moyenne pour chacune des 5 dernières années.
66. Détail des ajustements salariaux accordés en 2012-2013 par catégorie d'emploi.
67. Nombre de jour de formation moyen suivi par les employés de la SAQ ventilé par catégorie d'emplois.

Loto-Québec

► Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

68. Pour chacun des avantages sociaux suivants, montrer l'évolution des sept dernières années des coûts totaux ainsi que le nombre de personnes bénéficiaires par catégorie d'emploi du ou des :
 - a) Programme de rémunération incitative;
 - b) Remboursement de frais de déplacement;
 - c) Subventions des stationnements;
 - d) Trois programmes accessoires (bilan de santé, consultation financière et conditionnement physique);
 - e) Remboursement des frais d'association;
 - f) Remboursement des frais encourus pour l'achat et la location de vêtements (ventilée les frais des conjoints et des employés);
 - g) Programme d'aide personnelle;
 - h) Garderie en milieu de travail;
 - i) Programme de planification à la retraite;
 - j) Programme de reconnaissance;
 - k) Régime de soin dentaire;
 - l) Régime de soin de la vue;
 - m) Congés avec traitements (ventilé par catégorie).

69. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquelles ont participé les employés de Loto-Québec au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :
 - a) le lieu ;
 - b) le coût ;
 - c) la ou les dates de participation ;
 - d) le nombre de participants ;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
70. La masse salariale totale ventilée en fonction du salaire de base, des avantages sociaux et des bonis par catégorie d'emploi pour les sept dernières années. Indiquez aussi le nombre d'employés pour chaque catégorie.
71. Détails de la politique salariale de rémunération, des bonis et des avantages sociaux.
72. Nom de tous les administrateurs et des membres de la direction de la Société, le poste occupé, leur rémunération totale, en incluant les bonis, indemnités de départ et avantages sociaux pour les 3 dernières années.
73. Ventilation des revenus de Loto-Québec par région, par secteur d'activité et par produit pour chacune des 5 dernières années.
74. Nombre d'appareils de loterie vidéo pour chacune des cinq dernières années, ventilées par région et par type d'établissement.
75. Détail des revenus et dépenses pour chacun des casinos pour 2011-2012 et 2012-2013.
76. Rendement de chacun des Ludoplex en précisant le nombre d'appareils.
77. Liste des 10 sites regroupant le plus d'appareils de loterie vidéo, en mentionnant le nombre d'appareils.
78. Le détail des charges d'exploitation des 10 dernières années.
79. Pour chaque mois depuis la mise en service d'espacejeux.com, donner les statistiques d'utilisation du jeu en ligne :
 - Nombre d'utilisateurs
 - Revenus totaux
 - Dépense moyenne par utilisateur
 - Nombre d'utilisateur ayant atteint la mise maximale
 - Etc.
80. Quels sont les coûts d'implantation et de maintien du jeu en ligne par Loto-Québec?
81. Pour chacune des 10 dernières années, les statistiques d'utilisation du pari sportif, ventilé par type de pari. Donner notamment le nombre le nombre de mises annuelles, les revenus totaux, le taux de redistribution.
82. Le détail de l'assouplissement de la réglementation qui encadre la distribution des appareils de Loto-Québec et son impact sur les revenus et dépenses de Loto-Québec.
83. Le détail des travaux effectués au casino de Montréal (coût, fournisseurs, échéance initiale et finale, etc.).
84. Copie du plan pour parvenir aux demandes de 50M\$ en 2013-2014 et de 90M\$ de 2014-2015 du gouvernement du Québec. Détail sur les coûts de l'offensive publicitaire envisagée.
85. Copie de l'enquête interne menée par le département de la Sécurité et les services comptable de KPMG sur les allégations visant François Lafleur.
86. Copie des comptes de dépenses de M. Pierre Bibeau pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.

Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP)

► Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers

87. Évolution annuelle des 10 dernières années, ventilée par type d'emploi, de :
 - a) du nombre d'employés de la CDPQ,
 - b) des salaires horaire,
 - c) des avantages sociaux,
 - d) de la rémunération variable,
 - e) des bonis accordés,
 - f) des montants dédiés à la rétention du personnel,
 - g) de la masse salariale totale de la CDPQ,
 - h) pour chacun des points mentionnés ci haut, mentionner la variation annuelle en pourcentage
88. Pour la rémunération variable et les bonis, indiquer les critères d'octroi, par catégorie d'emploi ainsi que le nombre de personnes en ayant bénéficié par catégorie d'emploi.
89. Le détail des charges d'exploitation des 10 dernières années.
90. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquelles ont participé les employés de la CDPQ au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :
 - g) le lieu ;
 - h) le coût ;
 - i) la ou les dates de participation ;
 - j) le nombre de participants ;
 - k) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - l) le nom de la formation ou de l'activité.
91. Nom de tous les administrateurs et des membres de la direction de la Société, le poste occupé, leur rémunération totale (fixe et variable), en incluant les bonis, indemnités de départ et avantages sociaux pour les 3 dernières années en incluant la date de nomination et échéance du mandat.
92. Composition de chaque comité du conseil d'administration.
93. Répartition de l'actif et rendement annuel par catégorie au 31 décembre des dix dernières années.
94. Pour chacune des dix dernières années, le total du passif et le ratio « passif sur actif total » et l'utilisation du passif par catégorie de placement.
95. Évolution pour les dix dernières années des montants annuels totaux en matière de recrutement.
96. Liste des contrats octroyés en 2011 et en 2012 à des firmes de recrutement en mentionnant la date de l'octroi, le mandat et sa durée, le profil recherché, le nom des firmes soumissionnaires, le nom de la firme retenue, le montant et le mode d'octroi du contrat.
97. Pour 2011, 2012 et 2013, liste des réceptions, fêtes et activités sociales dont une partie des coûts ou la totalité des coûts ont été défrayés par la Caisse. Mentionner le coût total ainsi que la portion attribuable à la Caisse.
98. Pour chacune des six dernières années, le nombre d'employés ayant quitté la Caisse, ventilé par motif (retraite, congédiement, départ volontaire, etc.), montant des primes de départ et autres indemnités accordées par catégorie d'emploi.
99. Pour chaque classe d'emplois, quels sont les indicateurs utilisés pour fixer le niveau de la rémunération variable.
100. Pourcentage et valeur nominal des actifs de la caisse investis au Québec, ventilés par portefeuille pour chacune des 10 dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.

101. Pourcentage et valeur nominal des actifs de la caisse investis au Canada, ventilés par portefeuille pour chacune des 10 dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.
102. Pourcentage et valeur nominal des actifs de la caisse investis à l'extérieur du Canada, ventilés par portefeuille pour chacune des 10 dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.
103. Valeur marchande des placements de la Caisse dans les BAA au 31 décembre 2012.
104. Pour chacune des 5 dernières années (au 31 décembre 2008 à 2012), valeur totale des PCAA/BTAA détenus par la caisse.
105. Pour chacune des 5 dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de la caisse, ventilé par catégorie d'emplois.
106. Pour chacune des 10 dernières années, le total des dépenses de la caisse pour des services de communication/relation publiques en précisant les sommes allouées à des ressources internes et les mandats donnés à l'externe.
107. Pour chacune des 10 dernières années, le total des dépenses de la caisse pour des activités de représentation.
108. Pour chacune des 10 dernières années, au 31 décembre, le nombre et le montant des placement de la caisse dans les paradis fiscaux en se référant à la liste des paradis fiscaux de non coopératifs de l'OCDE.
109. Liste des investissements dans les compagnies exploitants des mines au 31 décembre 2012. Montant de l'investissement de départ et valeur actuelle pour chacun.
110. Rendement total en dollars et en pourcentage (capital et dividendes) du placement de la caisse dans Québecor Média.

Agence du Revenu

► Voir le document de l'Agence du revenu- Renseignements particuliers

111. Bilan des changements depuis la création de l'agence du revenu en incluant les économies récurrente et non récurrentes.
112. Bilan du plan de lutte à l'évasion fiscale pour le travail au noir dans la construction, le commerce illicite du tabac et les crimes économiques et financiers depuis 2005.
113. Nombre de cadres au ministère et pourcentage par rapport au nombre total d'employés.
114. Nombre d'ETC en 2012-2013 et prévision pour 2013-2014.
115. Nombre et pourcentage d'employés en 2012-2013 affecté à :
 - La vérification
 - À la perception fiscale
 - À récupération fiscale
116. Prévisions d'embauche et les augmentations salariales ventilées par catégorie d'employés pour 2012-2013.
117. Nombre d'employés affectés à la perception de la TVQ et de la TPS pour 2011-2012 et 2012-2013.
118. Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS pour 2011-2012 et 2012-2013.
119. Montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ en 2011-2012 et 2012-2013.

120. Concernant la contrebande de tabac en 2011-2012 et en 2012-2013, indiquez :
 - le nombre de personnes attirées à la lutte contre la contrebande de tabac,
 - le nombre de saisies de produits de contrebande ainsi que la valeur des saisies,
 - le nombre d'inspections pour le contrôle de la contrebande,
 - le nombre et le montant des amendes distribuées pour la lutte contre la contrebande.Ventiler par régions administratives. Évolution des totaux de chacun des points depuis 2005.
121. Ventilation des amendes envoyées pour la lutte contre le travail au noir, la lutte contre le commerce illicite et la lutte contre les crimes économiques depuis 2005 par année. Pour chacune de ces catégories, ventilation par année des montants récupérés.
122. Nombre d'inspections faites dans le milieu de la restauration pour la problématique de l'évasion fiscale en 2012-2013. Évolution depuis 2005.
123. Montant des amendes distribuées dans le milieu de la restauration pour la problématique de l'évasion fiscale en 2012-2013. Évolution depuis 2005.
124. Nombre d'employés au ministère du Revenu attirés à l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration en 2012-2013. Évolution depuis 2005.
125. Taux d'absentéisme en 2012-2013 pour les employés du ministère du Revenu, avec ventilation en fonction des postes occupés et des motifs de l'absence. Évolution depuis 2005.
126. Prévisions d'ajouts d'employés professionnels en vue de remplir le mandat d'intensification des efforts pour contrer l'évasion fiscale :
 - a. Plan d'embauche
 - b. Prévision du nombre d'embauche par année, jusqu'en 2015-2016.
 - c. Nombre de professionnels présentement affectés à l'évasion fiscale
 - d. Nombre d'embauche annuelle en depuis 2006.
127. Le coût et la durée de la formation d'un nouveau professionnel affecté au mandat de lutte à l'évasion fiscale.
128. Nombre de nouveaux enquêteurs engagés par le ministère ou tout organisme qui en relève en 2012-2013, et dont le mandat est la lutte à l'évasion fiscale.
129. Évolution depuis 2005 du nombre de dossiers qui ont fait l'objet d'une contestation ainsi que l'évolution des coûts relatifs à ces oppositions. Ventilation par année.
130. Pourcentage des décisions maintenues face aux contestations ainsi que le délai de traitement moyen. Ventilation par année depuis 2005.
131. Total des sommes récupérées par l'utilisation de l'indice de richesse versus les coûts relatifs à cet utilisation.
132. Concernant les vérificateurs fiscaux, pour 2012-2013:
 - a. Nombre d'embauches;
 - b. Nombre d'heures moyen de formation;
 - c. Nombre de départs (ventilé par raison du départ);
 - d. Nombre d'année d'expérience dans le domaine.
133. Bilan global du projet «module d'enregistrement des ventes» depuis son implantation.
134. Évolution du nombre d'inspecteurs à l'agence et de la masse salariale s'y rattachant depuis l'année financière 2007-2008.
135. Fournir les critères de performance ou objectifs de rendement chiffrés que les employés du ministère du Revenu doivent atteindre, par catégorie d'emploi, par ancienneté, et par région. Spécifier tout changement à ces critères ou objectifs avec la création de l'Agence du Revenu.
136. Copie de la politique salariale de 2012-2013.
137. Nombre de déclaration de revenu obtenue par Internet ou pourcentage.

138. Montant investi pour le développement des services électroniques en 2012-2013.
139. Pourcentage des déclarations des particuliers traités dans un délai de 14 jours en 2012-2013.
140. Cibles et taux d'atteinte pour chacun des engagements ministériel.
141. Taux de roulement du personnel.
142. Nombre de contribuables ayant touché des crédits d'impôts.
143. Nombre et valeur totale des crédits d'impôt remboursable octroyés pour l'achat ou la location d'un véhicule neuf écoénergétique.
144. Délai moyen pour le traitement d'un dossier de pension alimentaire.
145. Statistiques quant aux bénéficiaires de pension alimentaires
146. Dossier de pension alimentaire pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet
147. Évolution des effectifs affectés à la perception de la pension alimentaire
148. Bilan de la refonte du système informatique du Registraire des entreprises, en incluant les coûts, le nombre de plainte et les délais de traitements.
149. Délai moyen pour les déclarations d'immatriculation et pour les constitutions LSA
150. Nombre et nature des plaintes reçues par mois en 2011-2012 et 2012-2013.
151. Concernant la lutte contre la planification fiscale abusive, effectifs de la direction, budget, nombre de dossiers traités et montant récupéré.
152. Concernant le comité ACCES construction, effectifs, budget, et nombre d'interventions.
153. Nombre total de chercheurs qui bénéficient du congé fiscal pour chercheur étranger et montant déboursé

Volet Économie

154. Pour 2012-2013, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :
 - le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention
 - le nom du ou des organismes bénéficiaires
 - le montant qui leur a été accordé.
155. Liste de dépenses pour l'organisation de la tournée des régions du Québec de la ministre effectuée à l'automne 2012 :
 - Les endroits et dates du départ et du retour;
 - Copie des rapports de tournée;
 - Le coût ventilé (déplacement, hébergement, repas, etc.);
 - Les personnes et organismes rencontrés.
156. Somme totale consacrée pour l'objectif « obtenir du financement ». Indiquer également la liste des entreprises et organismes bénéficiaires et le montant accordé, ventilé par sous-catégorie :
 - a. achat d'équipement
 - b. agrandissement, construction
 - c. capital de risque
 - d. commercialisation
 - e. démarrage
 - f. design
 - g. exportation
 - h. main-d'œuvre

- i. nouveau produit, nouvelle technologie
 - j. ouverture d'un bureau à l'étranger
 - k. promotion de la science et de la technologie
 - l. R-D et innovation
 - m. réalisation d'une étude
 - n. valorisation et transfert de la recherche
157. Somme totale consacrée pour l'objectif « s'améliorer ». Indiquer également la liste des entreprises et organismes bénéficiaires et le montant accordé, ventilé par sous-catégorie :
- a. design
 - b. développement durable
 - c. exportation
 - d. finances
 - e. formation et perfectionnement
 - f. innovation
 - g. management
 - h. marketing et vente
 - i. production
 - j. R-D
 - k. ressources humaines
158. Somme totale consacrée pour l'objectif « créer des liens ». Indiquer également la liste des entreprises et organismes bénéficiaires et le montant accordé, ventilé par sous-catégorie :
- a. missions commerciales
 - b. projet ACCORD
 - c. projets de recherche internationaux
 - d. répertoires
 - e. réseaux de recherche
 - f. salons, expositions et conférences
 - g. visites industrielles
159. Somme totale consacrée pour l'objectif « se conformer ». Indiquer également la liste des entreprises et organismes bénéficiaires et le montant accordé, ventilé par sous-catégorie :
- a. accords et litiges commerciaux
 - b. boissons alcooliques
 - c. coopératives
 - d. douanes américaines
 - e. heures d'ouverture des commerces
 - f. matériaux de rembourrage
 - g. normes internationales
160. Somme totale consacrée pour l'objectif « exporter ». Indiquer également la liste des entreprises et organismes bénéficiaires et le montant accordé, ventilé par sous-catégorie :
- a. ABC de l'exportation
 - b. accords et litiges commerciaux
 - c. accueil au Québec d'acheteurs étrangers
 - d. aide à l'exportation
 - e. données statistiques
 - f. missions commerciales
 - g. occasions d'affaires
 - h. ouverture d'un bureau à l'étranger
 - i. par pays
 - j. par secteur d'activité
 - k. personnes-ressources
161. Somme totale consacrée pour l'objectif « s'informer ». Indiquer également la liste des entreprises et organismes bénéficiaires et le montant accordé, ventilé par sous-catégorie :
- a. commerce de détail
 - b. coopératives
 - c. créneaux d'excellence
 - d. développement durable
 - e. emplois au Ministère
 - f. entrepreneuriat
 - g. faire affaires avec les gouvernements
 - h. par région
 - i. par secteur d'activité
 - j. politiques, stratégies, plans d'action

- k. portraits régionaux
 - l. prix et concours
 - m. projet ACCORD
 - n. promotion de la science et de la technologie
 - o. propriété intellectuelle
 - p. recherche et innovation
 - q. répertoires
 - r. sécurité civile
162. Montants totaux accordés aux entreprises en 2012-2013 pour chacun des programmes suivants, incluant le nombre de demandes reçues et le nombre de demandes acceptées. Ventilé par région, par année et par secteur :
- a. Fonds d'aide aux municipalités monoindustrielles
 - b. Fonds de soutien au développement des créneaux d'excellence
 - c. Fonds local d'investissement (FLI)
 - d. Programme d'aide à l'entrepreneuriat (PAEN)
 - e. Programme d'aide aux entreprises (PAE)
 - f. Programme d'attraction et de rétention des investissements en recherche (PARIR)
 - g. Programme de démonstration de technologies vertes (PDTV)
 - h. Programme de soutien à la recherche (PSR)
 - i. Programme de soutien à la valorisation et au transfert (PSVT)
 - j. Programme de soutien aux partenariats et aux filières industrielles (PSPFI)
 - k. Programme de soutien aux projets économiques (PSPE)
 - l. Programme d'appui stratégique à l'investissement (PASI)
 - m. Programme d'appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence
 - n. Programme ESSOR
 - o. Programme d'appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté
 - p. Programme NovaScience
 - q. Programme UBIFRANCE/QUÉBEC
 - r. Programmes d'accords industriels (PAI)
 - s. Recherche Québec — Fondation canadienne pour l'innovation
163. Coûts moyens et totaux des différentes mesures fiscales suivantes, ainsi que le nombre de bénéficiaires en 2012-2013 :
- Congé d'impôt sur le revenu pour une nouvelle société dédiée à la commercialisation d'une propriété intellectuelle
 - Congé fiscal pour chercheurs étrangers
 - Congé fiscal pour experts étrangers
 - Crédit d'impôt pour le design de produits fabriqués industriellement
 - Crédit d'impôt remboursable pour un projet de recherche précompétitive en partenariat privé
 - Industrie maritime
 - Reconnaissance à titre de consortium de recherche admissible
 - Régime d'investissement coopératif
 - Ristourne à impôt différé
164. Pour chacun des sous-points aux questions 22 et 23, expliquer et détailler les mesures de performance, d'efficacité ou de rendement des programmes, fonds, et mesures fiscales.
165. Suivi détaillé du nombre d'emplois créés annuellement et maintenu par les différents programmes du MDEIE et des entités relevant du ministère pour les six dernières années.
166. Expliquer les différentes mesures prises par le MDEIE, le ministère des Relations internationales et Investissement Québec pour éviter les doublages, notamment en matière de prospection des investisseurs étrangers.
167. Concernant le réseau ANGES Québec, les sommes déboursées et détaillées par le gouvernement dans le programme depuis sa création.
168. Concernant la Stratégie québécoise de l'entrepreneuriat, coûts détaillés de la consultation.

169. Détails et avancement du projet d'entente de partenariat économique entre le Canada et l'Union Européenne. Ventilation des sommes octroyées pour la conclusion de cette entente pour 2012 et prévisions pour 2013. Liste générale des points négociés ainsi que le statut de chacun de ceux-ci.
170. Nombre de missions commerciales menées en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) en précisant :
 - le lieu;
 - la durée;
 - le nombre et le nom des employés du MDEID et d'Investissement Québec qui ont participé à ces missions;
 - le coût de la mission pour le gouvernement et IQ
 - le nombre et le nom d'entreprises participantes
 - les résultats quantifiables obtenus
171. Copie des études, analyses, recherches, sondages scénarios ou projections concernant l'impact sur l'économie du Québec des solutions financières et/ou programmes d'IQ et du MDEIE réalisés en 2012.
172. Copie des études, analyses, recherches et états de situation produits par le ministère depuis le 1^{er} janvier 2012 sur les difficultés éprouvées par le secteur manufacturier au Québec ou un de ses sous-secteurs.
173. Copie des études, analyses, recherches et états de situation produits par le ministère depuis le 1^{er} janvier 2012 sur le secteur de l'aéronautique au Québec.
174. Les effectifs des bureaux régionaux du MDEIE en 2012-2013.
175. Organigramme du MDEIE.
176. Copie de toutes les analyses ou études portant sur la fiscalité des entreprises au Québec produites en 2012
177. Copie de toute étude produite en 2012 et portant sur l'évolution du nombre, de la taille ou de l'importance des sièges sociaux au Québec.
178. Concernant les centre locaux de développement, indiquer les sommes versées aux MRC par le ministère pour les CLD en 2012-2013. Vérifier les montants par région administrative et par CLD.
179. Total des sommes distribuées par les CLD en 2012-2013 avec indication de la part de ces sommes destinée à des garanties de prêt pour les Fonds locaux d'investissements. Ventiler les montants par bénéficiaire, par CLD et par date d'obtention.
180. Liste des montants et des bénéficiaires de prêt, de prêt participatif, de garantie de prêt, de cautionnement, d'acquisition d'obligations ou autres titres d'emprunt, de participation au capital-actions et au capital social des Fonds locaux d'investissement en ventilant par région administrative et par circonscription pour les trois dernières années.
181. Tous les documents, notes, rapports, états de situation produits en 2012 faisant le bilan de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation. Ventilation des sommes accordées selon les actions prévues de la stratégie.
182. Montants alloués par le MDEIE et par les autres participations gouvernementales à chaque Centre de liaison et de transfert (CLT).
183. Montants alloués par le MDEIE et par le MELS à chaque Centre collégial de transfert de technologie (CCTT).
184. Nombre de demandes et nombre de certificats émis de congé fiscal pour chercheur étranger et des chercheurs qui bénéficient du congé fiscal pour expert étranger en 2012.

185. Pour chacun des grands fonds subventionnaires, le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, le Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies, le Fonds de recherche en santé, préciser les montants totaux alloués au soutien aux étudiants chercheurs, que ce soit directement, par l'intermédiaire de bourses ou indirectement, soit par les équipes de recherche ou les centres de recherche subventionnés.
186. Concernant le crédit d'impôt remboursable pour un projet de recherche précompétitive en partenariat privé :
 - nombre de projets profitant du crédit d'impôt en 2012
 - nombre de nouvelles demandes reçues en 2012
 - nombre de nouvelles demandes acceptées en 2012
187. Concernant le visa pour les consortiums de recherche précompétitive :
 - nombre d'entreprises profitant du crédit d'impôt en 2012
 - nombre de nouvelles demandes reçues en 2012
 - nombre de nouvelles demandes acceptées en 2012
188. Concernant le crédit d'impôt sur le design industriel :
 - nombre d'entreprises profitant du crédit d'impôt en 2012
 - nombre de nouvelles demandes reçues en 2012
 - nombre de nouvelles demandes acceptées en 2012
189. Concernant le crédit d'impôt pour le design de mode :
 - nombre d'entreprises profitant du crédit d'impôt en 2012
 - nombre de nouvelles demandes reçues en 2012
 - nombre de nouvelles demandes acceptées en 2012
190. Liste des projets appuyés et montants alloués par Génome Québec.
191. Ventilation des montants accordés dans le cadre du Programme de soutien de l'industrie forestière (PSIF) depuis 2008. Ventilés par région, par année et par bénéficiaire.
192. Liste de toutes les activités de recherche ou programmes menés par d'autres ministères ou organismes gouvernementaux, état de la situation sur ces activités, dont notamment : les sommes engagées, le personnel affecté à ces projets ou les programmes et rapports d'évaluation.
193. Concernant le Programme de soutien à la recherche, volet Soutien à des initiatives internationales de recherche et d'innovation : liste des projets subventionnés. Indiquer le domaine de recherche et les pays participants.

Investissement Québec

► Voir le document d'Investissement Québec- Renseignements particuliers

194. Pour toutes les personnes qui ont occupé un poste au comité de direction au cours de l'année 2012 :
 - Postes occupés;
 - Rémunération détaillée (rémunération fixe et variable, primes de départ et des prestations de retraite);
 - avantages sociaux.
195. Montant total des interventions d'IQ en 2012 et pour les cinq années précédentes, ventilé par région et par secteur.
196. En 2012, pour chacune des solutions financières d'IQ (et/ou programmes) :
 - nombre de demandes;
 - nombre de demandes acceptées
 - taux d'intérêt moyen
 - liste des entreprises aidées
 - montants octroyés
 - investissements totaux moyen
 - liste des entreprises aidées
 - montants octroyés
 - investissements totaux générés
 - nombre d'emplois créés ou à créer

- répartition par région
 - état de situation complet et à jour sur chacun des programmes.
197. État de situation détaillée concernant la mise en place des Fonds d'intervention économique régional (FIER) en spécifiant pour les 4 volets (FIER-soutien, FIER-régions, FIER-partenaires, FIER) :
- a. les FIER qui sont actuellement en place en région
 - b. les sommes gouvernementales investies et les sommes de partenaires;
 - c. les demandes d'accréditation qui sont actuellement à l'étude;
 - d. le nombre d'entreprises qui à ce jour ont reçu une aide financière le montant de l'aide et nombre d'emplois créés.
198. Concernant l'aide possible à la Société Générale sous la forme d'un crédit d'impôt pour la création de 23 emplois, indiquer les montants totaux possiblement en cause dans le dossier ainsi que l'état d'avancement de la demande.
199. Liste des entreprises ayant bénéficiées d'une aide financière et dont le chiffre d'affaires dépasse 2 millions. Indiquer le nom de l'entreprise, le montant accordé ainsi que la nature du projet et le type d'aide.
200. Concernant le programme RENFORT, ventilation de tous les montants octroyés en 2012, incluant :
- a. Nom de l'entreprise;
 - b. Localisation de l'entreprise;
 - c. Secteur de l'entreprise;
 - d. Montant annuel versé;
 - e. Indiquer si l'entreprise est en activité.
201. Concernant le Programme d'appui stratégique à l'investissement (PASI), ventilation de tous les montants octroyés en 2012 en incluant :
- a. Nom de l'entreprise;
 - b. Localisation de l'entreprise;
 - c. Secteur de l'entreprise;
 - d. Montant versé;
 - e. Indiquer si l'entreprise est en activité.
202. Concernant le « Fonds d'amorçage d'entreprises technologiques du Québec » :
- a. Le nom des fonds sélectionnés;
 - b. Les noms de chaque administrateur de ces fonds;
 - c. Investissements fait par chacun de ces fonds depuis leur sélection, incluant le nom de l'entreprise et le montant investi;
 - d. Le nom et les administrateurs des fonds ayant soumis une proposition;
 - e. La composition du comité de sélection.
203. Liste des sociétés dans lesquelles IQ détient une participation financière en 2012 :
- La date d'acquisition;
 - La valeur nominale à l'achat;
 - Le pourcentage de participation;
 - Valeur nominale actuelle ou au moment de la disposition;
 - Ventilation par région;
 - Ventilation par secteur;
 - Nom des représentants d'IQ dans chacune des sociétés concernées;
 - Nombre d'emplois dans ces sociétés.
204. Liste des entreprises dont la participation totale d'IQ est supérieure à 25 %, spécifier le taux, le montant de la participation, la région administrative, le nom du représentant au CA.
205. Listes des entreprises et organismes qui ont fait l'objet de provisions, de pertes ou de radiations en 2012. Mentionner le montant initial de l'investissement, la date de l'investissement initial, le type d'aide, la nature du projet, le montant de la provision, perte ou radiation.

206. Liste des projets qui ont suscité, en 2012, des investissements de l'étranger, la ventilation de ces investissements, le montant de l'aide accordée et le nombre d'emplois créés :
 - Par provenance géographique;
 - Par secteur;
 - Par région d'implantation;
 - Par secteur d'activités.
207. Liste de toutes les décisions prises en vertu de l'article 19 de la Loi sur IQ, indiquant pour 2012 :
 - L'entreprise;
 - Ventilé par secteur et région
 - Le type d'aide;
 - Le montant octroyé et le coût total des projets;
 - Le nombre d'emplois créés.
208. Liste de toutes les interventions financières qui ont, en 2012, nécessité une approbation ministérielle ou gouvernementale en vertu de l'article 8 de la Loi sur IQ.
209. Liste des aides financières accordées en 2012 en vertu de l'Article 22.1 de la Loi sur IQ.
210. Pour 2012, provisions pour pertes associées à chaque programme en nominal et en pourcentage, préciser la part qui incombe au FDE et au gouvernement.
211. Rendement obtenu en 2012 sur les activités financées par le Fonds du développement économique (mandats gouvernementaux) d'une part et sur les activités autonomes d'IQ d'autre part.
212. Évolution, depuis 2003, du nombre d'employés au sein de l'organisme, ventilé par type d'emploi.
213. Toutes les séances de formations, de perfectionnement, séminaires, ou colloques, suivis par les employés en 2012. Pour chaque formation, indiquez :
 - a. Titre de la formation;
 - b. But de la formation;
 - c. Endroit;
 - d. Nombre d'employé y ayant assisté;
 - e. Coût.
214. Évolution pour les dix dernières années des montants annuels totaux en matière de recrutement.
215. Liste des contrats octroyés en 2011-2012 et en 2012-2013 à des firmes de recrutement en mentionnant la date de l'octroi, le mandat et sa durée, le profil recherché, le nom des firmes soumissionnaires, le nom de la firme retenue, le montant et le mode d'octroi du contrat.

Q-1 Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013, indiquez :

- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Le Ministère a acheminé cette question aux organismes concernés.

Q-2 Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :

- le lieu ;
- le coût ;
- la ou les dates de participation ;
- le nombre de participants ;
- le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- le nom de la formation ou de l'activité.

Voir annexe ci-jointe.

Nom fournisseur	Sous-thème	Activité	Coût	Nb Participants	Lieu	Date
AFFQ- Association des femmes en finance du Québec	Finances	Conférence sur les Accords de Bâle vers un système financier plus sûr	382 \$	5	Québec	2012-05-08
AFI expertise inc.	Informatique	Formation en informatique	65 \$	1	Québec	2012-05-09
AFI expertise inc.	Bureautique	Formation en bureautique	450 \$	1	Québec	2012-06-07
AFI expertise inc.	Bureautique	Formation en bureautique	115 \$	1	Québec	2012-06-18
AFI expertise inc.	Bureautique	Formation en bureautique	295 \$	1	Québec	2012-06-15
AFI expertise inc.	Bureautique	Formation en bureautique	460 \$	2	Québec	2012-06-11
AFI expertise inc.	Bureautique	Formation en bureautique	230 \$	1	Québec	2012-09-13
APFF - Ass. de planification fiscale & financière	Fiscalité	Symposium sur les taxes à la consommation	1 630 \$	2	La Malbaie	2012-05-27
APFF - Ass. de planification fiscale & financière	Fiscalité	Congrès annuel 2012	615 \$	1	Montréal	2012-10-03
APFF - Ass. de planification fiscale & financière	Fiscalité	Conférence sur la pratique professionnelle et la planification financière personnelle intégrée	20 \$	1	Québec	2012-09-20
ASDEQ - Association des économistes québécois	Économique	Congrès 2012 : La prospérité au Québec	8 455 \$	16	Montréal	2012-05-03
ASDEQ - Association des économistes québécois	Économique	Conférence Travailler plus longtemps et épargner suffisamment	280 \$	4	Montréal	2012-04-18
ASDEQ - Association des économistes québécois	Abonnements/cotisations	Achat de 10 forfaits 2012-2013	2 800 \$	10	Québec	2012-09-13
ASDEQ - Association des économistes québécois	Économique	Politique monétaire Canada	140 \$	2	Québec	2012-10-26
ASIQ - Ass. Sécurité de l'information du Qc	Administration	Colloque québécois - sécurité de l'information 2012	1 790 \$	2	Pointe-au-Pic	2012-11-15
Ass. canadienne recherche services & pol. santé	Santé	Innover pour un système de qualité performant	499 \$	1	Montréal	2012-05-30
Ass. des prof. de la vérification et du contrôle des systèmes d'inf.	Informatique	Formation en informatique	375 \$	5	Québec	2012-04-12
Ass. des prof. de la vérification et du contrôle des systèmes d'inf.	Informatique	Formation en informatique	375 \$	6	Québec	2012-10-18
Ass. des prof. de la vérification et du contrôle des systèmes d'inf.	Finances	Achat de 6 forfaits pour 2012-2013	1 440 \$	6	Québec	2012-09-15
Ass. qué. d'établissements de santé et serv. sociaux	Finances	Séminaire Financement à l'activité : théorie à la pratique	800 \$	2	Montréal	2012-11-08

Q-02 Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère au cours de l'année 2012-2013.

Nom fournisseur	Sous-thème	Activité	Coût	Nb Participants	Lieu	Date
Ass. québécoise de l'industrie touristique	Finances	Assises du Tourisme 2012	180 \$	1	Sherbrooke	2012-05-28
Ass. sur l'accès et la protection de l'information (A.A.P.I.)	Autre	Congrès de l'AAPI	617 \$	1	Québec	2012-04-26
Association canadienne des compagnies d'assurances	Finances	Conférence Conformité et plaintes des consommateurs	914 \$	2	Montréal	2012-05-09
Association des archivistes du Québec	Administration	Congrès de l'AAQ	1 105 \$	3	Lévis	2012-04-30
Association des archivistes du Québec	Informatique	Gestion stratégique de l'information	140 \$	2	Québec	2012-10-18
Association du Barreau Canadien	Droit-Relation de travail	Rendez-vous corporatif 2012	103 \$	1	Montréal	2012-09-27
Association francophone pour le savoir (ACFAS)	Économique	Congrès de l'ACFAS	305 \$	1	Montréal	2012-03-25
Association PCS/International	Finances	The 2012 International Casemix Summer School	2 165 \$	1	Estonie	2012-06-11
ASTED-Ass. avancement sciences et techniques documentation	Méthodologie	Formation en méthodologie	500 \$	2	Québec	2012-04-27
Barreau du Québec	Droit-Relation de travail	Information juridique: l'absence à la surabondance	45 \$	1	Québec	2012-03-01
Barreau du Québec	Droit-Relation de travail	Révision judiciaire	104 \$	1	Québec	2012-05-25
Barreau du Québec	Droit-Relation de travail	Droit immobilier: aperçu des pièges et controverses	69 \$	1	Québec	2012-07-19
Barreau du Québec	Droit-Relation de travail	L'arrêt Dunsmuir: des changements en profondeur?	138 \$	2	Québec	2012-07-20
Barreau du Québec	Droit-Relation de travail	Éléments de préparation et techniques de rédaction	204 \$	1	Québec	2012-10-19
C.F.C. Dolmen inc.	Méthodologie	Formation en méthodologie	829 \$	1	Québec	2012-05-02
Camiq inc.	Ressources humaines	Développement organisationnel	2 735 \$	30	Québec	2012-2013
CCH - Wolters Kluwer	Administration	Colloque CCH	445 \$	1	Québec	2012-03-30
CEALS	Cours d'anglais	Cours d'anglais	26 140 \$	229	Québec	2012-2013
CEFRIO	Économique	Conférence Les perspectives du numérique pour l'économie	80 \$	1	Québec	2012-06-12
Centre Microbur enr.	Écrit	Formation en rédaction	3 000 \$	8	Québec	2012-05-02

Q-02 Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère au cours de l'année 2012-2013.

Nom fournisseur	Sous-thème	Activité	Coût	Nb Participants	Lieu	Date
CPA-Ordre des comptables professionnels agréés Québec	Comptabilité	Quoi de neuf à surveiller manuel compt sect. public	250 \$	5	Québec	2012-11-01
CPA-Ordre des comptables professionnels agréés Québec	Abonnements/cotisations	Achat de 9 passes 2012-2013	15 991 \$	9	Québec	2012-11-12
CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Administration	Journée des acquisitions	177 \$	1	Québec	2012-10-03
CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Autre	Approche intégrée du management des connaissances	349 \$	1	Québec	2012-05-29
CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Autre	Capitalisation des savoirs requis dans l'action	680 \$	2	Québec	2012-05-28
CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Autre	Leadership et contexte politico administratif	65 \$	1	Québec	2012-09-21
CSPQ - Centre de services partagés du Québec	PFGP	Programme de formation à la gestion publique	12 285 \$	4	Québec	2012-2013
CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Droit-Relation de travail	Actes illicites sur Internet : prévention, détection	195 \$	1	Québec	2012-04-24
CSPQ - Centre de services partagés du Québec	Bureautique	Formation en bureautique	3 752 \$	14	Québec	2012-09-26
CSPQ - Centre de services partagés du Québec	LAGG	Formation en leadership	8 550 \$	2	Québec	2012-10-31
Énap-École nationale d'administration publique	Collégial et universitaire	ENP-9226 - PAPE*	275 \$	1	Québec	2012-06-05
Énap-École nationale d'administration publique	Collégial et universitaire	ENP-7505 - PAPE*	325 \$	1	Québec	2012-06-05
Énap-École nationale d'administration publique	Collégial et universitaire	ENP-7303 et ENP-7433 - PAPE*	510 \$	1	Québec	2012-08-20
Énap-École nationale d'administration publique	Collégial et universitaire	ENP-9325 - PAPE*	275 \$	1	Québec	2012-11-12
Fédération québécoise des municipalités	Fiscalité	La tarification des services municipaux	80 \$	1	Québec	2012-04-17
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Autre	Colloque 2012 - Cap sur l'avenir	130 \$	1	Québec	2012-06-01
GP-Québec	Informatique	Estimation des projets informatiques	75 \$	1	Québec	2012-02-02
GP-Québec	Informatique	Colloque GP-Québec 2012	500 \$	2	Québec	2010-10-24
IGF - Institut de la gestion financière	Finances	L'avenir des régimes de retraite inscrip. facturées	315 \$	7	Québec	2012-05-23
IGF - Institut de la gestion financière	Abonnements/cotisations	Achat de 31 forfaits 2012-2013	8 370 \$	1	Québec	2012-10-19

Nom fournisseur	Sous-thème	Activité	Coût	Nb Participants	Lieu	Date
IGF - Institut de la gestion financière	Économique	Conférence en économie	225 \$	5	Québec	2012-10-24
Insight Information Co	Fiscalité	Gestion des ressources naturelles et du territoire	3 390 \$	2	Québec	2012-09-24
Institut canadien des comptables agréés	Finances	Information financière - secteur public	995 \$	1	Ottawa	2012-10-10
Institut d'administration publique de Québec	Finances	Achat de 2 forfaits 2012-2013	600 \$	1	Québec	2012-10-10
Institut de Finance mathématique de Montréal	Économique	Numerical approaches for the eval. of securities	790 \$	2	Montréal	2012-06-06
Institut de Médiation et d'arbitrage du Québec	Santé	Harcèlement psychologique : bilan et perspectives	375 \$	1	Montréal	2012-11-15
Institut de recherche en politiques publiques	Finances	Financer les soins : ass. publique ou privée	50 \$	1	Montréal	2012-10-02
Institut économique de Montréal	Économique	Idées de réforme pour le système de santé Qc	60 \$	1	Montréal	2012-09-19
Jeune Barreau de Québec	Finances	Rôle de l'autorité des marchés financiers	20 \$	1	Québec	2012-06-12
Journal de l'assurance	Finances	Congrès de l'assurance et de l'investissement 2012	155 \$	1	Montréal	2012-11-21
Manuri Formation	Administration	Formation en administration	626 \$	1	Québec	2012-05-28
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Économique	Positionnez-vous sur l'échiquier Plan Nord	1 040 \$	1	Montréal	2012-09-27
Minister of Finance - gouv. of New Brunswick	Économique	Conférence intergouvernementale sur le budget	175 \$	1	Frédéricton (N.-B.)	2012-08-19
Ministère du travail	Économique	L'évolution des milieux de travail au Québec	150 \$	1	Montréal	2012-04-30
OCAQ - Ordre des comptables agréés du Québec	Comptabilité	Journée des CPA dans le secteur public	100 \$	1	Québec	2012-06-08
Opus 3 inc. (Organisation d'événements)	Vérification interne	Conférence nationale l'IA	2 200 \$	2	Montréal	2012-09-23
Ordre des comptables en management accrédité Qc	Titre professionnel	CMA - modules 4, 5, 6 - PAPE*	3 150 \$	1	Québec	2012-11-13
Ordre des comptables professionnels agréés du QC	Comptabilité	Achat de 4 passes multi-abonnés 2012-2013	1 999 \$	2	Québec	2012-09-24
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Droit-Relation de travail	Enquêter sur un grief dans les règles de l'art	95 \$	1	Québec	2012-06-29
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Droit-Relation de travail	De l'arbitrage à la médiation... à la facilitation	195 \$	1	Québec	2012-06-19

Q-02 Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère au cours de l'année 2012-2013.

Nom fournisseur	Sous-thème	Activité	Coût	Nb Participants	Lieu	Date
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Droit-Relation de travail	Un argumentaire convaincant pour dossiers strat.	325 \$	1	Québec	2012-08-07
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Ressources humaines	Congrès 2012 - ACGRH	1 190 \$	1	Montréal	2012-10-04
PRMIA-Prof. risk manager international association	Titre professionnel	PRM - Examen IV - PAPE*	192 \$	1	Québec	2012-11-12
PRMIA-Prof. risk manager international association	Titre professionnel	PRM - Examen IV - PAPE*	191 \$	1	Québec	2012-11-15
Productions Mot à Mot, Les	Autre	Stratégies de gestion des équipes	1 027 \$	9	Québec	2012-10-18
Régie des rentes du Québec	Finances	Colloque votre expertise et leur retraite	395 \$	1	Montréal	2012-09-27
Régie des rentes du Québec	Finances	Perpectives démo. écon. et financières	175 \$	1	Québec	2012-11-29
Regroupement de réseaux en santé des personnes	Santé	Colloque 2012 - Mobiliser et préserver la santé	375 \$	1	Québec	2012-05-01
Réseau Action TI	Informatique	Journée de l'informatique du Québec	200 \$	1	Québec	2012-11-19
Réseau d'éthique organisationnel du Québec (REOQ)	Éthique	Les risques éthiques dans les organisations	225 \$	1	Québec	2012-06-04
Services conseils Hardy (Les)	Informatique	Introduction au logiciel SAS	1 344 \$	1	Québec	2012-05-08
Services conseils Hardy (Les)	Informatique	Langage SAS intermédiaire	4 032 \$	3	Québec	2012-07-16
Société canadienne de science économique	Économique	Congrès 2012 Société canadienne science économique	990 \$	4	Montréal	2012-05-09
Société canadienne d'hypothèques et de logement	Économique	Perspectives du marché de l'habitation	140 \$	1	Québec	2012-11-27
Solutions Web PaCo inc.	Ressources humaines	Formation d'accréditation TRIMA	125 \$	1	Québec	2012-04-18
Solutions Web PaCo inc.	Ressources humaines	Formation d'accréditation TRIMA	125 \$	1	Québec	2012-04-19
Solutions Web PaCo inc.	Ressources humaines	Formation d'accréditation TRIMA	125 \$	1	Québec	2011-10-12
Solutions Web PaCo inc.	Ressources humaines	Formation d'accréditation TRIMA	125 \$	1	Québec	2012-08-29
Solutions Web PaCo inc.	Ressources humaines	Formation d'accréditation TRIMA	125 \$	1	Québec	2012-08-21
Solutions Web PaCo inc.	Ressources humaines	Formation d'accréditation TRIMA	125 \$	1	Québec	2012-08-28

Nom fournisseur	Sous-thème	Activité	Coût	Nb Participants	Lieu	Date
Solutions Web PaCo inc.	Ressources humaines	Formation d'accréditation TRIMA	125 \$	1	Québec	2012-11-05
Solutions Web PaCo inc.	Ressources humaines	Formation d'accréditation TRIMA	125 \$	1	Québec	2012-08-21
Solutions Web PaCo inc.	Ressources humaines	Formation d'accréditation TRIMA	125 \$	1	Québec	2012-11-12
Sommet international des coopératives	Économique	Sommet international 2012	3 449 \$	2	Québec	2012-10-06
Technologia	Informatique	Formation en informatique	1 295 \$	1	Québec	2012-09-29
Technologia	Informatique	Formation en informatique	750 \$	1	Québec	2012-11-07
Téluq	Collégial et universitaire	ADM-1015 - PAPE*	291 \$	1	Québec	2012-07-05
Téluq	Collégial et universitaire	ADM-1013 - PAPE*	291 \$	1	Québec	2012-08-15
Téluq	Collégial et universitaire	ADM-1015 et FIN-1200 - PAPE*	532 \$	1	Québec	2012-08-15
Téluq	Collégial et universitaire	ADM-1002 - PAPE*	291 \$	1	Québec	2012-09-05
Téluq	Titre professionnel	CGA-FIN-6070 - PAPE*	257 \$	1	Québec	2012-10-04
Téluq	Collégial et universitaire	COM-5000 - PAPE*	371 \$	1	Québec	2012-09-18
Téluq	Collégial et universitaire	RIN 2013 - PAPE*	291 \$	1	Québec	2012-10-31
Université de Sherbrooke	Collégial et universitaire	ADF-801 - PAPE*	272 \$	1	Sherbrooke	2012-06-18
Université de Sherbrooke	Collégial et universitaire	IRF-818 - PAPE*	256 \$	1	Sherbrooke	2012-10-02
Université de Sherbrooke	Collégial et universitaire	ADF-807 - PAPE*	268 \$	1	Sherbrooke	2012-10-12
Université du Québec à Rimouski	Collégial et universitaire	ADM-25097 - PAPE*	263 \$	1	Québec	2012-07-12
Université du Québec à Rimouski	Collégial et universitaire	ADM-25097 - PAPE*	293 \$	1	Québec	2012-07-11
Université Laval	Collégial et universitaire	CTB-2100 - PAPE*	279 \$	1	Québec	2012-06-05
Université Laval	Collégial et universitaire	DRT 1060 - PAPE*	343 \$	1	Québec	2012-06-05

Q-02 Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère au cours de l'année 2012-2013.

Nom fournisseur	Sous-thème	Activité	Coût	Nb Participants	Lieu	Date
Université Laval	Collégial et universitaire	MAT 1910 - PAPE*	279 \$	1	Québec	2012-06-05
Université Laval	Collégial et universitaire	CTB-6039 et MNG-6088 - PAPE*	558 \$	1	Québec	2012-06-05
Université Laval	Collégial et universitaire	CTB-6086 - PAPE*	279 \$	1	Québec	2012-06-05
Université Laval	Titre professionnel	CTB-3101 - PAPE*	279 \$	1	Québec	2012-06-29
Université Laval	Collégial et universitaire	CTB-3101et CTB-3104 - PAPE*	558 \$	1	Québec	2012-07-12
Université Laval	Collégial et universitaire	ADM-3050 - PAPE*	253 \$	1	Québec	2012-09-13
Université Laval	Collégial et universitaire	CTB-1001 - PAPE*	253 \$	1	Québec	2012-09-05
Université Laval	Collégial et universitaire	MNG-6029 - PAPE*	253 \$	1	Québec	2012-09-18
Université Laval	Titre professionnel	CTB-6092 - PAPE*	253 \$	1	Québec	2012-10-19
Versalys	Méthodologie	Formation en méthodologie	1 185 \$	1	Québec	2012-05-28
Versalys	Bureautique	Formation en bureautique	220 \$	1	Québec	2012-06-26
Versalys	Bureautique	Formation en bureautique	110 \$	1	Québec	2012-06-12

Q-3 Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Veillez référer à la réponse de la question 1 de l'Opposition officielle.

- Q-4 Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013, en indiquant pour chacun :**
- son mandat ;
 - la liste des membres ;
 - le budget dépensé ;
 - le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
 - les résultats atteints.

- Le ministère des Finances a participé en 2012-2013 aux travaux de 21 comités interministériels.
- Les avis et recommandations de ces comités interministériels sont confidentiels au sens des articles 34 et 37 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.
- Il est à noter que lorsque des frais ont pu être encourus dans le cadre des travaux de comités interministériels, ils ont été, pour ce qui est du ministère des Finances, comptabilisés dans les frais de déplacement des fonctionnaires.

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
1) ACCES (construction, tabac et alcool) — Comités	Travaux entourant la lutte contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction, du tabac et des boissons alcooliques	Différents ministères et organismes	MFEQ, MSP
2) Adaptation des politiques d'emplois au vieillissement — Comité interministériel	Travaux portant sur l'adaptation des politiques d'emplois au vieillissement	n.d.	MESS
3) Boissons alcooliques — Comité interministériel	Travaux touchant l'industrie des boissons alcooliques	MFEQ, MAPAQ, RACJ, SAQ	MFEQ
4) Changements climatiques — Comité interministériel	Coordination et suivi de la mise en œuvre du Plan d'action en changements climatiques	Ministères et organismes du gouvernement du Québec	MDDEP
5) Compensation des conséquences des déficiences, incapacités et situations de handicap — Comité interministériel	Travaux pour la compensation des conséquences des déficiences, incapacités et situations de handicap	OPHQ, MFEQ, MESS, MSSS	OPHQ
6) Crimes économiques et financiers à incidence fiscale (ACCEF) — Comité	Travaux portant sur la criminalité économique et financière à incidence fiscale au Québec	MFEQ, MSP, MRQ, DPCP, MRQ, SQ	MFEQ (AMF)
7) Développement de l'industrie touristique — Comité interministériel	Travaux visant le développement de l'industrie touristique	Ministères et organismes du gouvernement du Québec	MTO
8) Évaluation du plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 — Comité interministériel	Évaluation des actions visant à lutter contre la pauvreté	Ministères et organismes du gouvernement du Québec	MESS
9) Fiscalité — Comité fédéral-provincial	Travaux relatifs à la politique fiscale ayant des enjeux communs au niveau fédéral et interprovincial	Provinces et gouvernement fédéral	MFEQ
10) Harmonisation de la TVQ à la TPS — Comité interministériel	Assurer la réalisation des travaux requis dans les ministères et les organismes pour l'harmonisation des taxes.	MFEQ, SCT, CSPQ, RQ	SCT
11) Infrastructures — Comité interministériel	Suivi des programmes et/ou des projets du Plan Chantiers Canada et du plan d'action économique, nouveau plan fédéral	MCCCF, MAMROT, MELS, MCE, MTQ, MFEQ, SCT	SCT

Q-4 Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013, en indiquant pour chacun : (suite)

Nom du comité	Brève description	Liste des membres (si disponible)	Ministère responsable
12) Ministres responsables de la réglementation des valeurs mobilières — Conseil provincial-territorial	Travaux menés afin de mettre en place des stratégies et des plans d'action pour améliorer le cadre réglementaire des valeurs mobilières	Ministères responsables des valeurs mobilières de toutes les provinces et territoires sauf l'Ontario.	s-o
13) Négociation du pacte fiscal — Comité	Travaux de préparation et de suivi des négociations d'un nouveau pacte fiscal avec les municipalités	MFEQ, MAMROT, MTQ, SCT	MFEQ, MAMROT
14) Réhabilitation des sites contaminés au gouvernement du Québec et la comptabilisation des passifs environnementaux — Comité interministériel	Mise en œuvre des politiques gouvernementales pour la réhabilitation des sites contaminés et la comptabilisation des passifs environnementaux	MFEQ, MTQ, MRN, MDDEP, SCT	MFEQ
15) Révision du soutien financier aux enfants placés — Comité de travail interministériel	Révision du soutien financier accordé aux enfants placés hors du foyer familial	MFEQ, MSSS, RRQ, MFA, MICC	MFEQ
16) Révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum — Comité interministériel	Comité sur l'évolution du salaire minimum	MTRAV, MFEQ, MESS	MTRAV
17) Services financiers — Comité	Comité créé en vertu du chapitre 7 (services financiers) de l'Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario	MFEQ et ministère des Finances de l'Ontario	MFEQ et M
18) Situation des entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD) — Comité interministériel	Formulation de recommandations en vue d'optimiser les interventions dans ce domaine	MAMROT, MSSS, MESS, MFA, MCCCCF, MICC, MFEQ, RQ	MAMROT
19) Stratégie sur l'entrepreneuriat	Travaux de suivi de la mise en place de la stratégie sur l'entrepreneuriat	Ministères et organismes du gouvernement du Québec	MFEQ
20) Transferts — Sous-comité	Travaux techniques concernant les principaux transferts fédéraux	Finances Canada et ministères des Finances de chaque province	Finances Canada

Q-5 Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-6 Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2012-2013. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-7 Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.

Q-8 Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Coûts associés à la traduction de documents

Mandats	Traducteurs	Montant
Révision et traduction Comptes publics - volumes 1 - 11 - 111 - 1V	Alison McGain	3 988,73 \$
Traduction de l'anglais au français - Citation manitobaine pour communiqués anglais vers français, valeurs mobilières	Composition Sainte-Foy	111,00 \$
Formulaire 18 K – traductions contrats	Edgar	7 106,02 \$
Planification et traduction budget 2013-2014	Pierre Larochelle	8 800,00 \$
Traductions diverses – communiqués – notes – lettres – Bulletins d'information – Rapports mensuels	Traductions Roger Ryan	52 278,52 \$
Traductions diverses – rapports – lettres – communiqués	Traductions Terrance Hughes	4 907,22 \$
Traduction budget 2013-2014	Centre de services partagés du Québec	81 772,43 \$
Comptes publics – ajustements	Dialangue	141,75 \$
Total		159 105,67 \$

Pour la période du 2012-04-01 au 2012-11-30

Publications traduites en anglais du 1^{er} avril au 30 novembre 2012

- MONTHLY REPORT ON FINANCIAL TRANSACTIONS AS AT DECEMBER 31, 2011
Subtitle : Volume 6, Number 8
Date : 2012-04-05
- MONTHLY REPORT ON FINANCIAL TRANSACTIONS AS AT JANUARY 31, 2012
Subtitle : Volume 6, Number 9
Date : 2012-05-04
- INFORMATION BULLETIN
Subtitle : Measures relating to the stock savings plan II and to the lodging tax
Date : 2012-05-18
Numbering : 2012-3
- INFORMATION BULLETIN
Subtitle : Changes to Québec's tax system pursuant to the undertakings to harmonize it with the federal tax system applicable in 2013
Date : 2012-05-31
- MONTHLY REPORT ON FINANCIAL TRANSACTIONS AS AT FEBRUARY 29, 2012
Subtitle :
Date : 2012-06-08
Numbering : Volume 6, Number 10
- ANNUAL ACTION PLAN FOR HANDICAPPED PERSONS - 2012-2013 EDITION
Subtitle :
Date : 2012-06-26
- ECONOMIC AND FINANCIAL PROFILE OF QUÉBEC
Subtitle :
Date : 2012-07-03
Numbering : 2012 Edition
- MONTHLY REPORT ON FINANCIAL TRANSACTIONS PRELIMINARY AS AT MARCH 31, 2012
Subtitle :
Date : 2012-07-06
Numbering : Volume 6, Number 11

Q-8 Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts. (suite)

9. INFORMATION BULLETIN
Subtitle : Harmonization with certain measures of the federal budget of March 29, 2012
Date : 2012-07-06
Numbering : 2012-5
10. MONTHLY REPORT ON FINANCIAL TRANSACTIONS AS AT MAY 31, 2012
Subtitle :
Date : 2012-08-10
Numbering : Volume 7, Number 1
11. MONTHLY REPORT ON FINANCIAL TRANSACTIONS AS AT JUNE 30, 2012
Subtitle :
Date : 2012-10-05
Numbering : Volume 7, Number 2
12. PARAMETERS OF THE PERSONAL INCOME TAX SYSTEM FOR 2013
Subtitle :
Date : 2012-11-08
13. MONTHLY REPORT ON FINANCIAL TRANSACTIONS AS AT JULY 31, 2012
Subtitle :
Date : 2012-11-20
Numbering : Volume 7, Number 3
14. INVESTING FOR OUR PROSPERITY: THE GOVERNMENT'S ECONOMIC VISION
Subtitle : 2013-2014 Budget
Date : 2012-11-20
15. 2103-2014 BUDGET
Subtitle : Historical data
Date : 2012-11-20
16. 2013-2014 BUDGET
Subtitle : Budget at a Glance
Date : 2012-11-20
17. 2013-2014 BUDGET
Subtitle : 2013-2014 Budget Plan
Date : 2012-11-20
18. 2013-2014 BUDGET
Subtitle : Budget Speech
Date : 2012-11-20
19. PUBLIC ACCOUNTS 2011-2012
Subtitle : Information concerning remuneration, suppliers and beneficiaries: fiscal year ended March 31, 2012
Date : 2012-11-20
20. PUBLIC ACCOUNTS 2011-2012
Subtitle : Revenue, appropriations, expenditure and investments of the Consolidated Revenue Fund and financial information on the special funds of the Gouvernement du Québec: fiscal year ended March 31, 2012
Date : 2012-11-20
Numbering : Volume 2
21. PUBLIC ACCOUNTS 2011-2012
Subtitle : Consolidated financial statements of the Gouvernement du Québec : fiscal year ended March 31, 2012
Date : 2012-11-20
Numbering : Volume 1
22. QUÉBEC'S ECONOMIC AND FINANCIAL SUMMARY NOVEMBER 20, 2012
Subtitle : Highlights of the 2013-2014 Budget
Date : 2012-11-20

Q-9 Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 17 des renseignements généraux.

Q-10 Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 :

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués ;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.**

Le ministère des Finances et de l'Économie (mission finances) n'effectue pas de concours ni de tirage.

Q-11 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

Aucune dépense en publicité inférieure à 25 000 \$.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Q-12 Pour 2012-2013, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;**
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;**
- c) le montant qui leur a été accordé.**

Dépenses	Montant
Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO)	1 125 000 \$
Finance Montréal – La grappe financière du Québec	200 000 \$
Institut de la finance structurée et des instruments dérivés de Montréal	100 000 \$
Institut de la statistique du Québec (ISQ)	13 589 700 \$
The Conference Board of Canada	50 000 \$
Université de Sherbrooke	750 000 \$

Q-13 Liste des groupes consultés lors des consultations prébudgétaires qui ont précédés le dépôt du Budget 2012-2013 de mars 2012 et celui de 2013-2014 de novembre 2012. Principales recommandations émises par ces groupes pour chacun des deux budgets.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-14 Liste des organismes présents lors du huis clos du Budget 2012-2013 et du Budget 2013-2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Rendements des portefeuilles spécialisés (PS) au cours des dix dernières années et écart avec l'indice de référence (source : Caisse de dépôt et placement du Québec).

- Valeurs à court terme (en pourcentage)

[illegible]

- Obligations (en pourcentage)

[illegible]

- Dettes immobilières (en pourcentage)

[illegible]

RENDEMENTS DU PS INFRASTRUCTURES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)

*Inclut le PS Participations et Infrastructures jusqu'au 30 juin 2010 et le PS Infrastructures à compter du 1^{er} juillet 2010

RENDEMENTS DU PS IMMEUBLES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)

[illegible]

RENDEMENTS DU PS ACTIONS CANADIENNES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)

[illegible]

Q-15 Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, pour les dix dernières années. (suite)

- Actions mondiales (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS MONDIALES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)[illegible]

- Québec mondial (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS QUÉBEC MONDIAL ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)

[illegible]

- Actions américaines (en pourcentage)

RENDEMENTS DES PS ACTIONS AMÉRICAINES CONSOLIDÉS ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)[illegible]

Q-15 Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, pour les dix dernières années. (suite)

- Actions EAEO (en pourcentage)

RENDEMENTS DES PS ACTIONS EAEO CONSOLIDÉS ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)[illegible]

- **Actions des marchés en émergence (en pourcentage)**

RENDEMENTS DU PS ACTIONS DES MARCHÉS EN EMERGENCE ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)[illegible]

- Placements privés (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS PLACEMENTS PRIVÉS ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)[illegible]

Q-15 Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, pour les dix dernières années. (suite)

- Fonds de couverture (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS FONDS DE COUVERTURE ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)

	1 AN		2 ANS		3 ANS		4 ANS		5 ANS		6 ANS		7 ANS		8 ANS		9 ANS		10 ANS	
	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART
2011	0,49	0,94	3,33	0,54	6,51	0,78	(1,12)	0,52	0,92	1,19	1,86	0,81	2,84	1,65	3,07	1,74	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
2010	-1,28	0,11	5,65	0,69	(1,64)	0,33	1,03	1,26	2,14	0,79	3,24	1,78	3,44	1,86	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		
2009	13,18	1,30	(5,37)	0,51	(0,66)	1,61	1,14	0,95	2,84	2,09	2,98	2,14	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
2008	(20,87)	(0,07)	(6,92)	1,73	(2,55)	0,84	0,17	2,27	1,06	2,26	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.						
2007	9,43	4,12	8,09	1,45	6,36	3,29	7,43	3,05	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.								
2006	6,72	(1,22)	7,61	2,87	6,75	2,70	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.										
2005	8,90	6,89	6,78	4,61	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.												
2004	4,67	2,37	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.														
2003	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.																
2002	s.o.	s.o.																		

HISTORIQUE DE LA POLITIQUE DE PLACEMENT DU FARR

- Voir le tableau de la Q-17 de la 2^e Opposition.

Rendements des portefeuilles spécialisés (PS) au cours des quatre dernières années et écart avec l'indice de référence (source : Caisse de dépôt et placement du Québec).

- Valeurs à court terme (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS VALEURS À COURT TERME ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)[illegible]

- Obligations (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS OBLIGATIONS ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)[illegible]

- Dettes immobilières (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS DETTES IMMOBILIÈRES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)

[illegible]

Q-16 Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds des Générations incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, depuis sa création. (suite)

- Infrastructures (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS INFRASTRUCTURES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE

RENDIMIENTO
(en porcentaje)

[illegible]

*Inclut le PS Participations et Infrastructures jusqu'au 30 juin 2010 et le PS Infrastructures à compter du 1^{er} juillet 2010

- Immeubles (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS IMMEUBLES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE

RENDEMENT
(en pourcentage)[illegible]

- Actions canadiennes (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS CANADIENNES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE

RENDIMIENTO
(en porcentaje)

[illegible]

Q-16 Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds des Générations incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, depuis sa création. (suite)

- Actions mondiales (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS MONDIALES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)[illegible]

- Québec mondial (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS QUÉBEC MONDIAL ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)

[illegible]

- Actions américaines (en pourcentage)

RENDEMENTS DES PS ACTIONS AMÉRICAINES CONSOLIDÉS ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)

[illegible]

Q-16 Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds des Générations incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, depuis sa création. (suite)

- Actions EAEO (en pourcentage)

RENDEMENTS DES PS ACTIONS EAO CONSOLIDÉS ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)

[illegible]

- Actions des marchés en émergence (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS DES MARCHÉS EN EMERGENCE ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)[illegible]

- Placements privés (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS PLACEMENTS PRIVÉS ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)[illegible]

Q-16 Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds des Générations incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, depuis sa création. (suite)

- Fonds de couverture (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS FONDS DE COUVERTURE ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(en pourcentage)

	1 AN		2 ANS		3 ANS		4 ANS		5 ANS		6 ANS		7 ANS		8 ANS		9 ANS		10 ANS	
	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART	PORT.	ÉCART
2011	0,49	0,94	3,33	0,54	6,51	0,78	(1,12)	0,52	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.
2010	6,28	0,11	9,65	0,89	(1,64)	0,38	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.
2009	13,16	1,30	(5,37)	0,51	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.
2008	(20,87)	(0,07)	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.
2007	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.
2006	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.
2005	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.
2004	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.
2003	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.
2002	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.	9,0.

HISTORIQUE DE LA POLITIQUE DE PLACEMENT DU FONDS DES GÉNÉRATIONS

- Voir le tableau de la question particulière 18 de la 2^e Opposition.

Q-17 La politique de placement détaillée du Ministère des Finances à l'égard du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) pour l'année 2012-2013, ainsi que tous les changements apportés à cette politique depuis les dix dernières années.

Voir tableau à la page suivante.

Historique de la politique de placement du FARR

	1 avr. 2003	1 juil. 2004	1 janv. 2007	1 juil. 2007	1 janv. 2008	1 janv. 2010	1 juil. 2010	1 déc. 2010	1 déc. 2011	1 déc. 2012
							à compter du 1 avril 2010	à compter du 1 juil. 2010	à compter du 1 jan. 2011	à compter du 1 jan. 2012
Valeurs à court terme	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
Obligations	43,00%	41,00%	31,00%	30,00%	29,00%	29,75%	29,75%	29,75%	29,75%	28,75%
Obligations à long terme	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Dettes immobilières	-	-	6,00%	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%	6,00%	6,00%
Total - Titres à revenu fixe	45,00%	43,00%	39,00%	39,00%	37,00%	37,75%	37,75%	37,75%	36,75%	35,75%
Actions canadiennes	26,00%	15,00%	15,34%	13,00%	13,00%	13,75%	13,75%	13,75%	13,75%	12,75%
Actions américaines - couvert	6,00%	6,00%	1,33%	0,50%	0,50%	0,50%	-	-	-	-
Actions américaines - non couvert			4,00%	3,00%	2,00%	2,00%	3,60%	3,60%	5,00%	5,00%
Actions étrangères - couvert			2,71%	2,50%	2,50%	2,50%	-	-	-	-
Actions étrangères - non couvert	11,00%	9,00%	4,62%	5,00%	4,00%	4,00%	8,20%	8,20%	5,00%	5,00%
Actions des marchés en émergence			3,00%	3,50%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,50%
Québec mondial	6,00%	6,00%	6,00%	7,50%	9,50%	9,50%	6,70%	5,70%	2,70%	-
Actions mondiales	-	-	-	-	-	-	0,00%	1,00%	5,80%	8,00%
Participations et infrastructures	-	4,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%	-	-	-	-
Placements privés	-	7,00%	6,00%	8,00%	8,00%	8,00%	10,40%	10,40%	10,00%	10,00%
Total - Actions	49,00%	47,00%	49,00%	49,00%	49,50%	50,25%	46,65%	46,65%	46,25%	45,25%
Infrastructures	-	-	-	-	-	-	3,60%	3,60%	4,00%	5,00%
Immeubles	5,00%	5,00%	6,00%	6,00%	8,50%	8,50%	8,50%	8,50%	9,50%	10,50%
Obligations à rendement réel	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Total - Placements sensibles à l'inflation	5,00%	5,00%	6,00%	6,00%	8,50%	8,50%	12,10%	12,10%	13,50%	15,50%
Produits de base	0,00%	2,00%	3,00%	3,00%	1,50%	-	-	-	-	-
Fonds de couverture	1,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%
Total - Autres placements	1,00%	5,00%	6,00%	6,00%	5,00%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Note : La Caisse de dépôt et placement du Québec effectue des changements aux portefeuilles spécialisés de temps à autre.

2004 : "Actions canadiennes" devient "Actions canadiennes", "Participations et infrastructures" et "Placements privés".

2007 : "Obligations" devient "Obligations" et "Dettes immobilières".

2007 : "Actions étrangères" devient "Actions étrangères" et "Actions des marchés en émergence".

2007 : "Actions américaines" et "Actions étrangères" sont offerts en version "couvert" et "non-couvert".

2010 : "Participations et infrastructures" ne gardent que les "Infrastructures" et les participations sont transférées dans "Placements privés".

2010 : Les portefeuilles d'actions "couvert" et "non couvert" ne sont plus offerts.

Q-18 La politique de placement détaillée du Ministère des Finances à l'égard du Fonds des Générations pour l'année 2012-2013, ainsi que tous les changements apportés à cette politique depuis sa création.

Voir tableau à la page suivante.

Historique de la politique de placement du Fonds des générations

	1 févr. 2007	1 juil. 2007	1 janv. 2008	1 juil. 2010 à compter du 1 avril 2010	1 déc. 2010 à compter du 1 juil. 2010	1 déc. 2011 à compter du 1 jan. 2011	1 déc. 2012 à compter du 1 jan. 2012
Valeurs à court terme	0,50%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
Obligations	38,50%	37,00%	36,00%	36,00%	36,00%	36,00%	34,00%
Obligations à long terme	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Dettes immobilières	6,00%	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%	6,00%	6,00%
Total - Titres à revenu fixe	45,00%	45,00%	44,00%	44,00%	44,00%	43,00%	41,00%
Actions canadiennes	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%
Actions américaines - couvert	1,00%	0,50%	0,50%	-	-	-	-
Actions américaines - non couvert	3,00%	1,50%	1,50%	3,80%	3,80%	4,90%	5,50%
Actions étrangères - couvert	3,00%	2,00%	2,00%	-	-	-	-
Actions étrangères - non couvert	1,00%	2,00%	2,00%	6,60%	6,60%	6,50%	5,50%
Actions des marchés en émergence	3,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,50%
Québec mondial	16,00%	15,00%	15,00%	10,60%	9,10%	4,30%	-
Actions mondiales	-	-	-	0,00%	1,50%	4,80%	9,00%
Participations et infrastructures	5,00%	5,00%	5,00%	-	-	-	-
Placements privés	4,00%	6,00%	6,00%	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%
Total - Actions	46,00%	46,00%	46,00%	43,00%	43,00%	42,50%	42,50%
Infrastructures	-	-	-	3,00%	3,00%	3,50%	4,50%
Immeubles	6,00%	6,00%	7,00%	7,00%	7,00%	8,00%	9,00%
Obligations à rendement réel	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Total - Placements sensibles à l'inflation	6,00%	6,00%	7,00%	10,00%	10,00%	11,50%	13,50%
Produits de base	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	-	-
Fonds de couverture	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Total - Autres placements	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Note : La Caisse de dépôt et placement du Québec effectue des changements aux portefeuilles spécialisés de temps à autre.

2010 : "Participations et infrastructures" ne gardent que les "Infrastructures" et les participations sont transférées dans "Placements privés".

2010 : Les portefeuilles d'actions "couvert" et "non couvert" ne sont plus offerts.

2012 : Le portefeuille "Québec mondial" est fermé totalement en décembre 2012.

Q-19 Liste des rendements quotidiens, incluant les pertes et les gains, pour les activités courantes de front office, incluant les activités de couverture de taux de change, de gestion des taux d'intérêt par les produits dérivés, le financement municipal et octroyé, le financement sur les marchés canadiens et sur les marchés internationaux, et finalement les activités de gestion de liquidité reliées aux fonds d'amortissement, pour l'année 2012-2013.

- Les tableaux qui suivent présentent divers renseignements, dont les taux de rendement, relatifs aux émissions de Bons du Trésor et de titres à long terme du gouvernement et du Fonds de financement en 2012-2013.

TABLEAU A
Gouvernement du Québec
Émissions de Bons du Trésor en 2012-2013

Date de l'adjudication	Montant (millions de \$)	Durée (en jours)	Taux de rendement
2012-04-04	175	92	0,998%
2012-04-11	75	182	1,115%
2012-04-11	175	91	1,005%
2012-04-18	175	91	1,062%
2012-04-25	50	364	1,457%
2012-04-25	175	91	1,142%
2012-05-02	175	91	1,118%
2012-05-09	175	91	1,070%
2012-05-16	75	182	1,190%
2012-05-16	175	91	1,066%
2012-05-23	50	364	1,235%
2012-05-23	175	91	1,042%
2012-05-30	175	91	1,001%
2012-06-06	175	91	0,969%
2012-06-13	75	182	1,048%
2012-06-13	175	91	0,965%
2012-06-20	175	91	1,969%
2012-06-20	50	364	0,160%
2012-06-27	175	91	0,957%
2012-07-04	175	91	0,961%
2012-07-11	175	91	0,953%
2012-07-11	75	182	1,040%
2012-07-18	175	91	0,961%
2012-07-25	175	91	0,969%
2012-07-25	50	364	1,120%
2012-08-01	175	91	1,033%
2012-08-08	175	91	1,029%
2012-08-15	75	182	1,135%
2012-08-15	175	91	1,046%
2012-08-22	50	364	1,231%
2012-08-22	175	91	1,033%
2012-08-29	175	91	1,050%
2012-09-05	175	91	1,046%
2012-09-12	75	182	1,170%
2012-09-12	175	91	1,050%
2012-09-19	175	91	1,029%
2012-09-26	175	91	1,021%
2012-09-26	50	364	1,200%
2012-10-03	175	91	0,985%
2012-10-10	175	91	1,001%
2012-10-10	75	182	1,119%
2012-10-17	175	91	0,993%
2012-10-22	50	364	1,209%
2012-10-22	175	91	1,021%
2012-10-31	175	91	1,017%
2012-11-07	175	91	1,013%
2012-11-14	75	182	1,099%

Q-19 Liste des rendements quotidiens, incluant les pertes et les gains, pour les activités courantes de front office, incluant les activités de couverture de taux de change, de gestion des taux d'intérêt par les produits dérivés, le financement municipal et octroyé, le financement sur les marchés canadiens et sur les marchés internationaux, et finalement les activités de gestion de liquidité reliées aux fonds d'amortissement, pour l'année 2012-2013. (suite)

2012-11-14	175	91	1,005 ^c
2012-11-21	50	364	1,195 ^c
2012-11-21	175	91	1,001 ^c
2012-11-28	175	91	0,981 ^c
2012-12-05	175	91	0,981 ^c
2012-12-12	175	91	0,981 ^c
2012-12-12	75	182	1,091 ^c
2012-12-19	175	91	0,989 ^c
2012-12-19	50	364	1,199 ^c
2012-12-27	175	90	0,992 ^c
2013-01-03	175	91	0,985 ^c
2013-01-10	75	182	1,091 ^c
2013-01-10	175	91	0,985 ^c
2013-01-17	175	91	0,981 ^c

TABLEAU B
Gouvernement du Québec
Emprunts réalisés en 2012-2013^P pour le fonds général et le Fonds de financement

Montant encaissé en dollars canadiens ⁽¹⁾	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽²⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
554	—	4,25	3 avril	2043-12-01	110,863	3,667
513	—	3,50	17 avril	2022-12-01	102,663	3,202
549	—	4,25	27 avril	2043-12-01	109,798	3,720
515	—	3,50	4 mai	2022-12-01	103,008	3,163
554	—	4,25	8 mai	2043-12-01	110,707	3,674
116 ⁽⁴⁾	—	Divers	22 mai	2065-06-01	105,648	3,434
522	—	3,50	12 juin	2022-12-01	104,317	3,016
108 ⁽⁴⁾	—	Divers	18 juin	2065-06-01	107,915	3,316
524	—	3,50	26 juin	2022-12-01	104,769	2,965
526	—	3,50	25 septembre	2022-12-01	105,155	2,911
571	—	4,25	28 septembre	2043-12-01	114,284	3,494
561	—	4,25	16 octobre	2043-12-01	112,165	3,597
562	—	4,50	19 octobre	2017-12-01	112,298	1,962
525	—	3,50	6 novembre	2022-12-01	105,089	2,913
113 ⁽⁴⁾	—	Divers	13 novembre	2075-06-01	112,716	3,279
355 ⁽⁵⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
620 ⁽⁶⁾	—	Zéro coupon	Diverses	Diverses	Divers	Divers
9 ⁽⁷⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
7 797						

Note : Emprunts réalisés au 13 novembre 2012.
(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(2) Les intérêts sont payables semestriellement à moins qu'une note n'indique une autre fréquence.
(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) Emprunts privés.
(5) Produits d'épargne émis par Épargne Placements Québec.
(6) Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises.
(7) Emprunts auprès du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada.

Q-19 Liste des rendements quotidiens, incluant les pertes et les gains, pour les activités courantes de front office, incluant les activités de couverture de taux de change, de gestion des taux d'intérêt par les produits dérivés, le financement municipal et octroyé, le financement sur les marchés canadiens et sur les marchés internationaux, et finalement les activités de gestion de liquidité reliées aux fonds d'amortissement, pour l'année 2012-2013. (suite)

TABLEAU C
Emprunts réalisés en 2012-2013^P par Financement-Québec

Montant encaissé en dollars canadiens	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽²⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
50 ⁽⁴⁾	—	Variable ⁽⁵⁾	20 avril	2017-04-25	99,762	Variable
492	—	2,40	24 avril	2018-12-01	98,410	2,664
500	—	2,45	13 juillet	2019-12-01	99,911	2,463
500	—	2,45	10 octobre	2019-12-01	100,083	2,437
1 542						

(1) Emprunts réalisés au 13 novembre 2012.
(2) Les intérêts sont payables semestriellement à moins qu'une note n'indique une autre fréquence.
(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) Emprunts privés.
(5) Les intérêts sont payables trimestriellement.

Q-20 Pour le gouvernement, évolution du coût d'emprunt moyen pondéré depuis 2000, ventilé par catégorie de dette.

COÛT D'EMPRUNT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
(en pourcentage)

	Coût des nouveaux emprunts ¹
1999-2000	7,2
2000-2001	6,2
2001-2002	5,5
2002-2003	4,7
2003-2004	4,6
2004-2005	4,4
2005-2006	4,4
2006-2007	4,4
2007-2008	4,8
2008-2009	4,2
2009-2010	4,6
2010-2011	4,4
2011-2012	4,0

1 : Calcul basé sur les taux de coupons.

Q-21 Ventilation par ministère et organisme du 1,1 milliard de dépassement de dépenses identifié en août 2012 et rendu publique en octobre 2012.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

Q-22 Ventilation par ministères, organismes et fonds spéciaux des « écarts par rapport aux objectifs de dépenses du budget 2012-2013 » de 829 millions en 2013-2014 et de 1 625 millions en 2014-2015 tel que présenté à la page A-19 du budget 2013-2014.

**ÉCARTS AUX DÉPENSES PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS DU BUDGET 2012-2013 :
DES ÉCARTS GLOBAUX**

- À la page A.16 du budget 2013-2014 des écarts aux dépenses de 829 M\$ en 2013-2014 et de 1 625 M\$ en 2014-2015 sont présentés par rapport aux objectifs de dépenses du budget 2012-2013.
- La méthode utilisée pour établir ces écarts est basée sur la croissance des dépenses au niveau global et non pas par ministère, organisme et fonds spéciaux.

MÉTHODE UTILISÉE

- L'écart démontre que les objectifs de croissance des dépenses prévues au budget 2012-2013 par le gouvernement précédent ne permettaient pas de financer la croissance occasionnée par :
 - les niveaux importants des investissements publics en immobilisation;
 - les ententes négociées en 2011 avec les fédérations médicales;
 - la croissance prévue au budget 2012-2013 des autres dépenses de l'État, soit de 2,2 % en 2013-2014 et de 2,4 % en 2014-2015.
- Dans cette optique, les écarts sont une illustration des efforts requis aux dépenses totales par le nouveau gouvernement pour atteindre les cibles de solde budgétaire avant même la planification du budget 2013-2014.
 - À cet égard, le budget 2013-2014 présente à la page A.28 certaines mesures de réduction de dépenses de programmes qui seront mis en œuvre à compter de 2013-2014 pour résorber ces écarts.

**PRINCIPALES MESURES DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES
EN 2013-2014**

(en millions de dollars)

Mesures	Impact de la mesure	Budget initial total 2012-2013
Révision aux dépenses d'assurance médicaments	336	2 335
• Abolition de la règle qui prévoit qu'un médicament innovateur est remboursé à son plein prix pendant 15 ans à compter de son inscription à la liste de médicaments		
• Révision du mécanisme d'indexation des prix des médicaments innovateurs		
• Révision de la marge bénéficiaire accordée aux grossistes pour les médicaments		
• Révision de la couverture de certaines fournitures médicales et de médicaments		
Recentrage du programme de péréquation scolaire	150	8 148
Révision de l'aide aux entreprises ⁽¹⁾	68	504
TOTAL	554	10 987

(1) Révision de l'aide aux entreprises accordée par l'ancien ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor.

**Q-23 Détail des plans pour respecter les objectifs en 2013-2014 et 2014-2015
pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

Q-24 Répartition des 200 millions de réduction des dépenses pour chacun des organismes et fonds spéciaux en 2013-2014 pour :

- **Organismes et fonds spéciaux subventionnés (100MS)**
- **Organismes et fonds spéciaux essentiellement financés par des revenus autonomes**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

Q-25 Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes :

- Hausse des taxes spécifique sur le tabac
- Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées
- Hausse de la contribution des institutions financières
- Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000\$

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-26 Liste et copie de toutes les études ou analyses produites en 2011 et 2012 ainsi que les coûts totaux associés à chacune de ces études.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-27 Liste détaillée des revendications financières particulières non réglées du Québec envers le gouvernement fédéral.

IMPACT SUR LES REVENUS DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX DU QUÉBEC DU RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL 2012-2013
(en millions de dollars)

Retour au programme de péréquation mis en place en 2007 sur la base des recommandations du rapport O'Brien	7 600 M\$ (entre 2009-2010 et 2013-2014)
Hausse du financement fédéral en santé (Baisse de la croissance du TCS et Répartition purement par habitant)	321 M\$ (en 2017-2018)
Rétablissement du niveau des transferts pour le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) au minimum à celui de 1994-1995 en tenant compte de l'inflation	800 M\$
Répartition de la composante « aide sociale » du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) sur la base du nombre de bénéficiaires d'aide sociale par province plutôt que sur une base par habitant	500 M\$
Traitement équitable des dividendes d'Hydro-Québec dans la péréquation	330 M\$
Réduction du coût du programme de péréquation d'une manière équitable en appliquant au résultat de la « formule O'Brien » une réduction égale, en dollars par habitant, des droits de péréquation des provinces	Entre 584 et 761 ⁽¹⁾
Usage systématique des paiements de protection	362 M\$ (reçu par le Québec en 2012-2013)
Règlement du contentieux relatif au programme de stabilisation des revenus	127 M\$ (non récurrent)
Transfert canadien pour la santé (TCS) ⁽²⁾	60 M\$ (à compter de 2011-2012)
Crise du Verglas	421 M\$ (non récurrent)

- (1) L'impact pour le Québec dépend du règlement préalable du traitement équitable des revenus d'Hydro-Québec dans la formule. Si ce dossier est réglé, la réduction équitable du coût du programme rapporterait 584 M\$ de plus au Québec. Sinon, cette mesure rapporterait 761 M\$ de plus au Québec.
- (2) Dans son budget de 2009, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il modifierait la formule de répartition du TCS, en ajoutant une enveloppe supplémentaire de 649 M\$ pour les exercices 2009-2010 et 2010-2011, afin d'annuler l'impact négatif découlant de l'entrée de l'Ontario parmi les provinces bénéficiaires de péréquation (péréquation afférente prise en compte dans le calcul du TCS). Le gouvernement du Québec a demandé que cette enveloppe supplémentaire soit conservée jusqu'à la fin de l'Entente sur la santé, soit jusqu'en 2013-2014. Or, le gouvernement fédéral n'a pas donné suite à la demande du Québec : toutes les provinces ont vu leurs transferts en espèces du TCS diminuer au profit de l'Ontario. Pour le Québec, il s'agit de pertes annuelles d'environ 60 M\$ depuis 2011-2012.

Q-28 Étude ou mesure d'efficacité pour le programme d'aide aux régions ressources depuis son implantation. Précisez les coûts annuels réels de chacune des mesures fiscales de la stratégie des régions ressources par région, les résultats économiques de chaque région, ou toute autre mesure de performance.

ÉTUDE OU MESURE D'EFFICACITÉ

- De façon générale, les aides fiscales aux régions ressources ont été mises en place en 2001, dans le cadre de la « *Stratégie de développement économique des régions ressources* »¹.
- Ces aides fiscales (trois crédits d'impôt et un congé fiscal) ont été analysées par un groupe de travail formé par le gouvernement au début de l'année 2007.
- Ce groupe était présidé par M. Robert Gagné. Un rapport d'évaluation, intitulé « *À armes égales* »², a été déposé en décembre 2007.
 - Des recommandations ont été mises en place par le Discours sur le budget de mars 2008.
- Par la suite, dans le cadre du suivi des mesures fiscales, le ministère des Finances et de l'Économie a réalisé des travaux d'analyse qui ont conduit à des modifications aux mesures fiscales pour les régions ressources (bulletin d'information 2009-8 et budget 2013-2014)¹.

COÛTS

Fiscalité des entreprises

- Pour les années 2011-2012 et 2012-2013, le total des mesures fiscales aux régions ressources est estimé à 116 M\$ et 94 M\$ respectivement.
 - La diminution s'explique notamment par l'impact de la fin du congé fiscal pour les PME manufacturières au 31 décembre 2010.

MESURES FISCALES AUX RÉGIONS RESSOURCES, 2011-2012 ET 2012-2013

Mesures fiscales	Nombre d'entreprises ⁽¹⁾	Montant d'aide (M\$)	
		2011-2012	2012-2013
Crédit d'impôt pour les activités de transformation	600	38	27
Crédit d'impôt pour la Gaspésie et certaines régions maritimes	80	13	13
Crédit d'impôt pour la Vallée de l'aluminium	60	6	6
Congé fiscal pour les PME manufacturières	1 000	16	—
Crédit d'impôt à l'investissement	1 000	43	48
TOTAL	—	116	94

(1) Nombre moyen d'entreprises réclamant l'aide fiscale. À noter que certaines entreprises peuvent bénéficier de plus d'une mesure fiscale.

Source : Prévisions du MFEQ.

¹ Documents disponibles sur le site internet du ministère (<http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/index.asp>)

² <http://www.groupe.finances.gouv.qc.ca/GTAF/fr/documents/index.asp>

Q-28 Étude ou mesure d'efficacité pour le programme d'aide aux régions ressources depuis son implantation. Précisez les coûts annuels réels de chacune des mesures fiscales de la stratégie des régions ressources par région, les résultats économiques de chaque région, ou toute autre mesure de performance. (suite)

Répartition régionale des mesures fiscales pour les régions ressources

RÉPARTITION RÉGIONALE DU COÛT DES MESURES FISCALES POUR LES RÉGIONS RESSOURCES, 2011-2012⁽¹⁾
(en millions de dollars)

Régions ou territoires	Crédits d'impôt sur les salaires	Congé fiscal pour les PME manufacturières	Crédit d'impôt à l'investissement	Total
Bas-Saint-Laurent	15	5	11	31
Saguenay–Lac-Saint-Jean	18	8	6	32
Mauricie	9	f	5	14
Abitibi-Témiscamingue	3	3	6	12
Côte-Nord	3	f	4	7
Nord-du-Québec	f	f	5	5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9	f	4	13
MRC d'Antoine-Labelle, de Pontiac et de La Vallée-de-la-Gatineau	f	f	2	2
Total	57	16	43	116

(f) Coût inférieur à 2 M\$.

(1) Prévisions du MFEQ. La répartition entre les régions ressources est basée sur une moyenne des trois dernières années connues (2007-2009), ajustée aux nouveaux paramètres.

RÉPARTITION RÉGIONALE DU COÛT DES MESURES FISCALES POUR LES RÉGIONS RESSOURCES, 2012-2013⁽¹⁾
(en millions de dollars)

Régions ou territoires	Crédits d'impôt sur les salaires	Congé fiscal pour les PME manufacturières	Crédit d'impôt à l'investissement	Total
Bas-Saint-Laurent	12	—	12	24
Saguenay–Lac-Saint-Jean	15	—	6	21
Mauricie	6	—	6	12
Abitibi-Témiscamingue	2	—	7	9
Côte-Nord	2	—	4	6
Nord-du-Québec	f	—	6	6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9	—	4	13
MRC d'Antoine-Labelle, de Pontiac et de La Vallée-de-la-Gatineau	f	—	3	3
Total	46	—	48	94

(f) Coût inférieur à 2 M\$.

(1) Prévisions du MFEQ. La répartition entre les régions ressources est basée sur une moyenne des trois dernières années connues (2007-2009), ajustée aux nouveaux paramètres.

Q-28 Étude ou mesure d'efficacité pour le programme d'aide aux régions ressources depuis son implantation. Précisez les coûts annuels réels de chacune des mesures fiscales de la stratégie des régions ressources par région, les résultats économiques de chaque région, ou toute autre mesure de performance. (suite)

Fiscalité des particuliers

- Les données à l'égard des particuliers présentées pour les années 2011-2012 et 2012-2013 sont des prévisions des dépenses fiscales.
- Une seule mesure concerne directement les régions ressources dans le régime d'imposition des particuliers, soit le crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans une région ressource éloignée, qui a été introduit à l'occasion du budget 2004-2005.
 - De 2003 à 2005, le crédit d'impôt était égal à 40 % du salaire admissible, jusqu'à concurrence de 8 000 \$.
 - À compter de 2006, le crédit d'impôt a été plafonné à 3 000 \$ par année et 8 000 \$ à vie, afin de favoriser davantage la rétention en région des nouveaux diplômés. De plus, il est devenu non remboursable.
 - Récemment, le plafond à vie du crédit d'impôt a été porté à 10 000 \$ pour les nouveaux diplômés qui atteignent un niveau d'études postsecondaires. La bonification s'applique aux particuliers qui occupent un emploi admissible après le 20 mars 2012.
 - Les nouveaux diplômés en formation professionnelle d'un établissement d'études secondaires continueront de bénéficier d'un montant maximum cumulatif de 8 000 \$.

IMPACT FINANCIER DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES NOUVEAUX DIPLÔMÉS TRAVAILLANT DANS UNE RÉGION RESSOURCE ÉLOIGNÉE
(en millions de dollars)

	2011-2012 ⁽¹⁾	2012-2013 ⁽¹⁾
Abitibi-Témiscamingue	9,5	10,1
Bas-Saint-Laurent	10,8	11,3
Capitale nationale	0,4	0,4
Centre du Québec	0,1	0,1
Chaudière-Appalaches	0,2	0,2
Côte-Nord	5,7	6,0
Estrie	0,1	0,1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4,2	4,4
Lanaudière	0,1	0,1
Laurentides	1,4	1,5
Laval	0,03	0,03
Mauricie	0,7	0,8
Montréal	0,2	0,2
Montréal	0,2	0,2
Nord-du-Québec	1,7	1,8
Outaouais	0,9	0,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	18,8	19,8
TOTAL	55,0	58,0

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

(1) La répartition entre les régions ressources est celle de l'année 2011, soit la dernière année connue.

Q-28 Étude ou mesure d'efficacité pour le programme d'aide aux régions ressources depuis son implantation. Précisez les coûts annuels réels de chacune des mesures fiscales de la stratégie des régions ressources par région, les résultats économiques de chaque région, ou toute autre mesure de performance. (suite)

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET MESURES DE PERFORMANCE

- Dans le suivi de ses politiques fiscales, le ministère des Finances et de l'Économie publie annuellement le coût des différentes dépenses fiscales (voir la publication « *Dépenses fiscales – édition 2011* » sur le site internet du ministère).
- De plus, le ministère des Finances et de l'Économie se réfère à une publication annuelle émise par l'Institut de la statistique du Québec.
 - Cette publication, intitulée « *Panorama des régions du Québec*³ », dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives, des municipalités régionales de comté et des territoires équivalents qui les comprennent.

³ <http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/panorama.htm>

Q-29 Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et 2013-2014 et la dépense fiscale réelle au 31 mars 2012 et au 31 mars 2013 de chacune des mesures ayant un impact sur les revenus du budget 2012-2013 et 2013-2014 (prévisions budgétaires vs coût observés en fin d'année).

Veillez référer à la réponse de la question 2 de l'Opposition officielle.

Q-30 Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et 2013-2014 et la dépense fiscale réelle au 31 mars 2012 et au 31 mars 2013 de chacune des mesures ayant un impact sur les dépenses du budget 2012-2013 et 2013-2014 (prévisions budgétaires vs coût observés en fin d'année).

Veillez référer à la réponse de la question 3 de l'Opposition officielle.

Q-31 Au niveau des transferts fédéraux, la ventilation des montants qui composent la rubrique « autres programmes » inscrite au plan budgétaire 2013-2014

Cette étude de crédits ne concerne que les crédits dépensés en 2012-2013.

La réponse à cette question pour l'année financière 2012-2013 se trouve à la réponse de la question 4 des renseignements particuliers de l'Opposition officielle.

Q-32 Copie de toutes les études et analyses produite en 2011 et 2012 par le ministère des Finances et de l'économie portant sur la comparaison de la fiscalité applicable aux sociétés minières.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-33 Évolution détaillée sur 5 ans de chaque source de revenus qui compose les revenus autonomes du gouvernement en détaillant chacune des sources au maximum (exemple : pour les sociétés, donnée de façon distincte la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale, chacune des taxes spécifiques et compensatoires)

Veillez référer à la réponse de la question 8 de l'Opposition officielle.

Q-34 Coût des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2012-2013 et prévision pour 2013-2014. Détailler le coût pour chacune des mesures comprises dans la stratégie des régions ressources, nombre d'entreprises s'étant prévaluées de la mesure et coût fiscal de la mesure. Déclinaison par région

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 28 de la 2^e opposition.

Q-35 Taux d'emprunt des émissions de dette en 2012 et 2013. Écart entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins. Prévision utilisées sur les taux d'emprunt pour les 5 prochaines années

Veillez référer à la réponse de la question 10 de l'Opposition officielle.

Q-36 L'ensemble des sommes prélevées par le gouvernement du Québec auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.) pour chacune des 5 dernières années. Spécifier le nombre de minière pour chacune des catégories.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 11 de l'Opposition officielle.

Q-37 Quelle est la dépense fiscale totale et la dépense budgétaire totale (en incluant les dépenses d'investissement) du gouvernement, relatives à l'industrie minière pour chacune des 5 dernières années. Spécifier le nombre de minière pour chacune des catégories.

- Une mesure fiscale s'adresse spécifiquement aux sociétés minières, soit le crédit d'impôt relatif aux ressources. Il s'agit d'une aide fiscale qui permet d'appuyer les travaux d'exploration minière.
 - Ces travaux sont réalisés en majeure partie par des sociétés juniors d'exploration. Il s'agit de petites ou moyennes entreprises qui n'exploitent pas encore de ressources minérales.
- Par ailleurs, les particuliers investisseurs peuvent bénéficier du régime d'actions accréditives. Cette mesure vise à favoriser le financement des entreprises minières. Elle est disponible dans toutes les juridictions canadiennes et ne s'adresse pas aux entreprises, mais bien aux investisseurs.
- Le tableau suivant présente la dépense fiscale relative au secteur minier de 2008 à 2012.

DÉPENSE FISCALE RELATIVE À L'INDUSTRIE MINIÈRE

	2008	2009	2010 ^P	2011 ^E	2012 ^E
Aide directe aux entreprises minières (impôt des sociétés)					
– Crédit d'impôt relatif aux ressources (M\$)	151	108	140	170	180
– Nombre d'entreprise bénéficiaire	241	215	191	N.D.	N.D.
Aide aux investisseurs (impôt des particuliers)					
– Actions accréditives (baisse d'impôt) (M\$)	27	21	43	45	45
Total (M\$)	164	129	183	215	225

P : Prévvision.
E : Estimation.

- Les travaux d'exploration actuels généreront des développements miniers dans les années futures. Les retombées économiques et fiscales liées à l'exploitation de nouveaux gisements se concrétiseront à moyen et long terme.

DÉPENSE BUDGÉTAIRE

- Le tableau suivant présente la dépense budgétaire relative au secteur minier selon les différentes éditions de la publication Comptes publics.

DÉPENSE BUDGÉTAIRE RELATIVE À L'INDUSTRIE MINIÈRE
(en millions de dollars)

	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12
Aide à l'exploration minérale	2,4	0,1	0,5	1,1	1,1
Assistance à l'industrie minérale	1,4	2,0	2,0	1,5	0,2
Fonds du patrimoine minier	—	8,0	6,9	12,6	12,8
Total	3,8	10,1	9,4	15,2	14,1

Source : Comptes publics du Québec.

Q-38 Le total des profits avant impôt déclarés par les sociétés minières au Québec pour chacune des 5 dernières années en spécifiant le nombre de mine par année.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 11 de l'Opposition officielle.

Q-39 Élasticité observée entre les revenus autonomes et le PIB nominal pour chacune des 10 dernières années.

- Le calcul de l'élasticité est produit pour la période 2007-2008 à 2014-2015.
- De façon générale, l'élasticité moyenne observée des revenus au PIB nominal est de l'ordre de 1,0. Une hausse de 1 % du PIB nominal implique une augmentation de 1 % des revenus autonomes.
- Pour la période de 2007-2008 à 2014-2015, l'élasticité annuelle moyenne est de 1,0.
 - Pour établir l'élasticité des revenus au PIB, il est nécessaire de ramener les revenus sur une base comparable, c'est-à-dire en excluant l'impact financier des mesures prises par le gouvernement.
- Sur une base annuelle, l'élasticité peut être différente de 1 puisque les assiettes taxables n'évoluent pas toujours de façon proportionnelle au PIB.

REVENUS AUTONOMES SUR BASE COMPARABLE
(en millions de dollars)

	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	Moyenne 07-08 à 14-15 ⁽¹⁾
Revenus autonomes excluant entreprises du gouvernement	40 856	40 139	39 251	42 387	45 523	48 272	51 107	53 376	
Variation en %	2,2	-1,8	-2,2	8,0	7,4	6,0	5,9	4,4	
Moins :									
Mesures du budget 2013-2014						95	430	502	
Mesures du budget 2012-2013						-52	-111	-123	
Harmonisation de la TVQ à la TPS						55	245	255	
Mesures du budget 2011-2012					-39	-73	-111	-150	
Cibles additionnelles de récupération fiscale					150	200	200	200	
Impact du Plan de retour à l'équilibre budgétaire									
• Budget 2010-2011				234	645	1 538	1 682	1 627	
• Budget 2009-2010				595	1 528	1 839	2 199	2 149	
Mesures annoncées depuis le budget 2008-2009									
• Mesures du 10 décembre 2009 (B.I 2009-8)				-13	-85	-102	-105	-107	
• Énoncé économique du 14 janvier 2009			-260	-20	-20	-20	-20	-20	
• Le Point de l'automne 2008		-26	-176	-179	-193	-207	-212	-212	
Mesures des budgets antérieurs									
• Réduction de l'impôt des particuliers	-607	-1 396	-1 380	-1 541	-1 602	-1 676	-1 718	-1 652	
• Réduction aux impôts des sociétés	-176	-532	-865	-1 051	-1 552	-1 625	-1 666	-1 625	
• Autres mesures fiscales	48	2	45	114	108	110	113	111	
Ressources naturelles	86	9	105	310	340	233	300	401	
Autres facteurs ⁽²⁾	102	-230	-338	-131	-17	117	183	242	
Revenus sur base comparable	41 403	42 312	42 120	44 069	46 260	47 840	49 698	51 779	
Variation en %	3,6	2,2	-0,5	4,6	5,0	3,4	3,9	4,2	3,3
Variation du PIB en %	4,8	2,9	0,1	4,8	5,2	3,4	3,7	4,0	3,4
Élasticité	0,8	0,8	-4,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0

Note : La variation du PIB est en année civile.

- (1) Croissance annuelle moyenne pour les revenus et le PIB nominal.
- (2) Comprend notamment les ajustements relatifs à la conciliation des retenues à la source des employeurs et de travailleurs autonomes, la compensation financière du gouvernement fédéral pour l'élimination de la taxe sur le capital ainsi que l'impact des revenus provenant des régimes de pensions privées.

Q-40 Quel est l'impact financier net pour le gouvernement de la règle des 15 ans dans le domaine pharmaceutique et quel est l'impact des mesures proposées dans le budget 2013-2014?

- La mise en place de la règle des 15 ans, en 1994, a favorisé l'essor de l'industrie des sciences de la vie au Québec.
 - La règle des 15 ans autorise le remboursement d'un médicament innovateur par l'entremise du Régime public d'assurance médicaments du Québec pour une période de 15 ans, et ce, même si un médicament générique équivalent et moins cher est disponible.
 - Cette mesure a favorisé une augmentation significative des dépenses de R-D au Québec et, en conséquence, la création de plusieurs emplois à fort contenu scientifique et offrant de bons salaires.
- Avec la révision par l'industrie biopharmaceutique de son modèle d'affaires, la règle des 15 ans ne produit plus les retombées attendues à l'égard des activités de recherche au Québec.
- En conséquence, le gouvernement du Québec a annoncé l'abolition de la règle des 15 ans dans le budget 2013-2014.
 - En 2012-2013, son coût était évalué à 174 M\$.
- Cette abolition va de pair avec les nouvelles mesures de soutien mises en place afin de mieux répondre au modèle d'affaires des entreprises biopharmaceutiques et de s'assurer que l'aide publique sert vraiment à soutenir la recherche réalisée au Québec.

BUDGET 2013-2014 - INITIATIVES POUR LE SECTEUR BIOPHARMACEUTIQUE
(en millions de dollars)

Initiatives	2013- 2014	2014- 2015	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	Total
- Hausse de 17,5 % à 27,5 % du taux du crédit d'impôt remboursable pour la R-D salaire relativement aux activités biopharmaceutiques	20	25	25	25	25	120
- Enveloppe d'appariement de 125 M\$ pour les partenariats de recherche privé-public ⁽¹⁾	25	25	25	25	25	125
Total	45	50	50	50	50	245

(1) Ces initiatives seront financées en 2013-2014 à même le Fonds du développement économique. À compter de 2014-2015, ces initiatives seront financées à même l'objectif de dépenses du gouvernement.

Q-41 Copie de toutes les analyses ou études portant sur la fiscalité des entreprises au Québec produites en 2012-2013.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

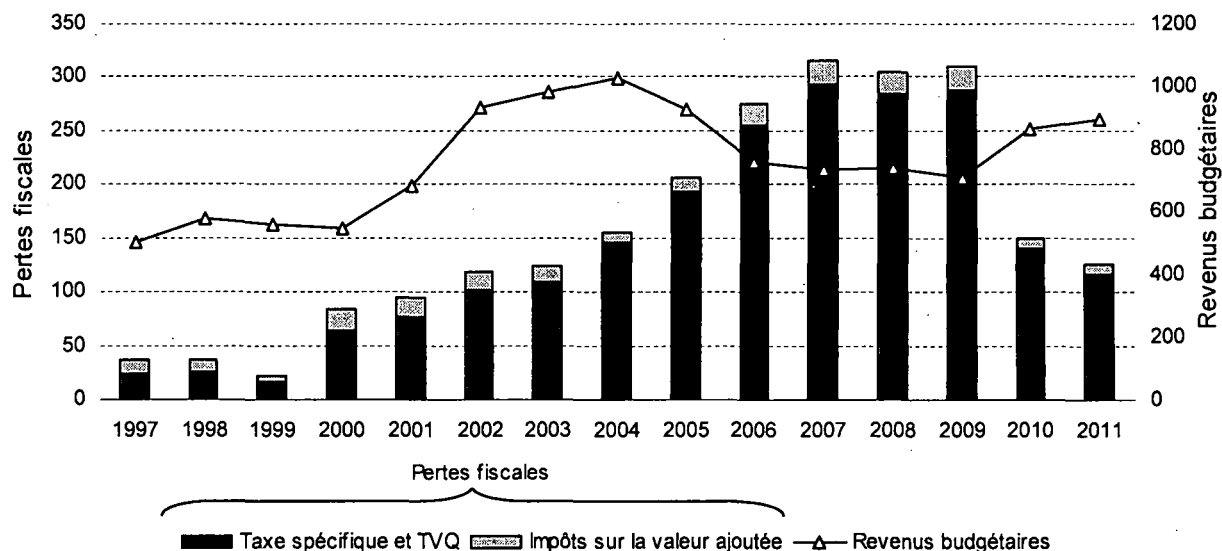
Q-42 Comparaison du TEMI (taux effectif marginal d'imposition) du Québec, du Canada, des autres provinces Canadiennes et des États-Unis.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 26(2) de l'Opposition officielle.

Q-43 Évaluation des pertes fiscales de l'État reliées à la contrebande de tabac, au milieu de la restauration et à celui de la construction en 2010-2011. Évolution pour chaque année depuis 2003.

- Après une forte croissance de la contrebande entre 2004 et 2007, la part de marché des produits de la contrebande de tabac a été réduite de 30 % à 15 %, un niveau similaire à celui observé au début des années 2000.
 - Pour 2011, le MFEQ estime les pertes fiscales associées à la contrebande de tabac à 125 M\$, une diminution d'environ 180 M\$ par rapport à 2008.
 - L'évolution des revenus provenant de la taxe spécifique sur les produits du tabac et celle du taux de tabagisme confirment également cette diminution des parts de marché des produits de la contrebande.
 - Entre 2008-2009 et 2011-2012, les revenus provenant de la taxe spécifique sont passés de 654 M\$ à 914 M\$, soit une augmentation de 260 M\$, alors que le taux de tabagisme au Québec est demeuré stable.

TABAC : ÉVOLUTION DES PERTES FISCALES ET DES REVENUS BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)



MÉTHODE D'ÉVALUATION DES PERTES FISCALES

- Le MFEQ évalue ces pertes fiscales en comparant les volumes taxés aux volumes estimés de consommation.
 - Les volumes de tabac taxés sont estimés à partir des revenus de l'impôt sur le tabac, alors que les volumes consommés sont estimés en fonction de la valeur des dépenses des ménages québécois consacrées aux produits du tabac tel qu'estimé par Statistique Canada.

Q-44 Quels sont les incitatifs ou conditions mis en place afin de permettre aux personnes de 55 à 70 ans de demeurer sur le marché du travail?

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-45 Dans quelle mesure le ministère pense-t-il contrer les effets de la désindexation des régimes de retraite des retraités de l'État ainsi que la perte de pouvoir d'achat des retraités bénéficiaires d'un régime complémentaire de retraite? Quelles mesures ont été ou seront mises en place?

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-46 Quelles sont les mesures financières (chiffrées) mises en place depuis 2006 pour contrer la désindexation des régimes de retraite?

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-163 Coûts moyens et totaux des différentes mesures fiscales suivantes, ainsi que le nombre de bénéficiaires en 2012-2013 :

- **Congé d'impôt sur le revenu pour une nouvelle société dédiée à la commercialisation d'une propriété intellectuelle**
- **Congé fiscal pour chercheurs étrangers**
- **Congé fiscal pour experts étrangers**
- **Crédit d'impôt pour le design de produits fabriqués industriellement**
- **Crédit d'impôt remboursable pour un projet de recherche précompétitive en partenariat privé**
- **Industrie maritime**
- **Reconnaissance à titre de consortium de recherche admissible**
- **Régime d'investissement coopératif**
- **Ristourne à impôt différé**

La réponse à cette question se trouve dans le document « Dépenses fiscales » disponible sur le site Internet du Ministère au www.finances.gouv.qc.ca.